

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13879 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 12 SEPTEMBRE 1989

Difficile relève en Algérie

Pendant quelques heures, dimanche 10 septembre, on a pu penser que l'Algérie allait connaître de graves événements. Révoqué par le président Chadli, son premier ministre, M. Kasbi Merbah, un colonel ayant des appuis dans l'armée, refusait de s'incliner et, jouant sur une relative imprécision de la Constitution, en appelait à l'Assemblée nationale. Se référant tardivement à son « esprit de discipline », il a finalement annoncé qu'il renonçait à se maintenir.

Pour succéder à cet officier de la vieille garde, serviteur dévoué de Boumedienne à la sécurité militaire, M. Chadli a choisi M. Mouloud Hamrouche, un homme neutre qui avait toute sa confiance dans ses fonctions de secrétaire général à la présidence. Il le charge de nouvelles réformes, visant notamment à développer l'emploi des jeunes.

Avec le zèle des anciens idéologues convertis au réalisme, M. Merbah, face à une situation économique catastrophique, avait voulu réduire les dépenses de l'État, diminuer les importations et restaurer la « vérité des prix », ce qui lui avait valu le soutien de la Banque mondiale, sous la forme d'un prêt de 300 millions de dollars. Son successeur est apparemment plus enclin à prendre en compte un malaise social qui peut tourner à la révolte à l'occasion du premier anniversaire des élections.

Les Algériens ne se satisfont pas des promesses de libéralisation politique, ils veulent un changement dans leur vie quotidienne. Tout l'été, des manifestations contre le vie chère et la crise du logement ont eu lieu dans des localités d'importance moyenne. La population hésite à affronter l'imposant dispositif policier mis en réserve dans les grandes agglomérations et à s'en prendre directement au pouvoir central. Mais, partout où elle le peut, elle exprime son mécontentement. Seul crise majeure d'ici là, les élections municipales de décembre devraient être une épreuve difficile pour le FLN, qui aura cessé d'être le parti unique.

Sept formations ont déjà demandé leur reconnaissance officielle. Certaines ne peuvent prétendre qu'à un rôle de figuration, mais d'autres - communistes, islamistes, berbères, même si elles n'affichent pas clairement leur étiquette - sont en mesure de mobiliser des masses considérables.

Alors que l'opposition pousse d'impatience dans un pays auquel la période française a donné le goût des idées et des débats, une Assemblée nationale élue en 1987, donc sans le moindre candidat d'opposition, est appelée à discuter les grandes réformes que le président Chadli a chargées le gouvernement de mettre en œuvre. Cette situation est au moins aussi paradoxale que le choix du précédent premier ministre, installé pour rassurer la vieille garde.

Un terme mis à cette seconde anomalie, le chef de l'État pourrait brusquer les choses par la dissolution d'un Parlement dont il a fort peu apprécié certains amendements lors des débats du printemps. A condition, bien sûr, que l'accumulation des tensions lui laisse le temps d'évincer en douceur ses rivaux.

(Lire page 5 nos informations et l'article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE.)

M 0147 - 09120 - 4,50 F



3790147004500 09120

La crise des pays socialistes et la mise en œuvre de la perestroïka

- RDA : des milliers de réfugiés passent à l'Ouest
- URSS : un plan d'assainissement « extraordinaire »

Après la décision des autorités hongroises de laisser les Allemands de l'Est se trouvant sur leur territoire gagner « le pays de leur choix », un flot ininterrompu de réfugiés franchit, depuis le dimanche 10 septembre à minuit, la frontière austro-hongroise en direction de la RFA. Accueilli avec gratitude à Bonn, le

geste accompli par Budapest est, en revanche, vivement critiqué à Berlin-Est, où l'on y voit une « violation de traités et d'accords internationaux » (lire page 2).

A Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev a effectué, samedi soir 9 septembre, sa rentrée politique en prononçant une allocution télévisée d'un ton

sévère et ferme. Notant les difficultés de toutes sortes auxquelles se heurte la perestroïka, il a annoncé « un programme de mesures extraordinaires » destinées à assainir l'économie, mais dont certaines, a-t-il dit, seront nécessairement « impopulaires » (lire page 37 l'article de notre correspondant à Moscou Bernard Guetta).

Nouvelle Europe, nouvelle Allemagne ?

par Daniel Vernet

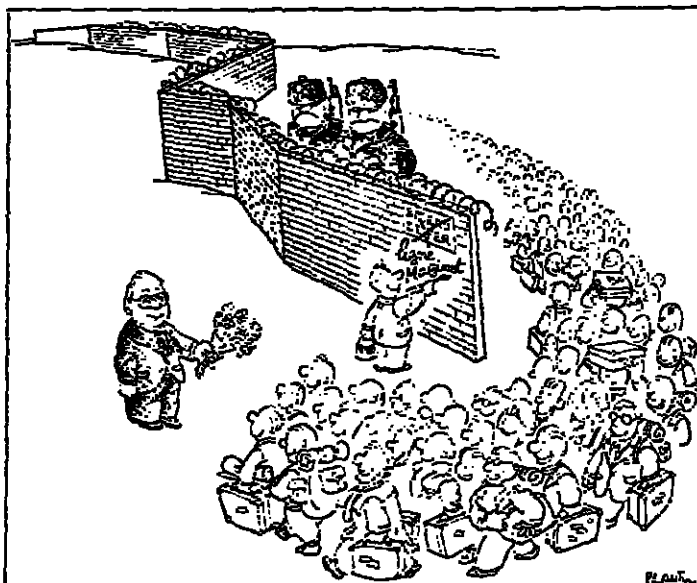
Une bonnade fait florès à Bonn : « La réunification allemande est en marche... en RFA, par le transfert des dix sept millions d'Allemands de l'Est vers l'Ouest. » C'est évidemment une exagération, mais elle est significative de la nouvelle situation créée dans le centre de l'Europe par la perestroïka et ses conséquences. La « question allemande » est revenue à l'ordre du jour ; elle avait été tranchée par la guerre et figée par le statu quo de l'après-guerre. Or ce statu quo vacille sous l'effet de la démocratisation qui touche certains pays de ce qu'il est difficile d'appeler encore « le bloc soviétique » et la division de l'Europe, à la fois

cause et sous-produit de la division de l'Allemagne, pourrait ne pas lui survivre.

Un état de fait, qui arrangeait tout le monde, malgré les belles proclamations occidentales sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, est en train de voler en éclats. Les partisans de l'ordre socialiste ancien n'ont sans doute pas dit leur dernier mot et la « nouvelle Europe » n'est pas encore née, mais elle est en gestation.

Encore faut-il savoir de quoi l'on parle. La solution de la « question allemande » n'est pas automatiquement synonyme de réunification, ou de « nouvelle unification ».

(Lire la suite page 2.)



Trois mois de répression en Chine

Les cent jours de Pékin

Il y aura cent jours, le mardi 12 septembre, que l'armée chinoise a fait son entrée dans la capitale pour appliquer la loi martiale décrétée le 20 mai par le premier ministre, M. Li Peng, afin d'écraser le soulèvement du printemps de Pékin, et restée lettre morte pendant treize jours après sa promulgation par suite des hésitations des militaires.

PÉKIN
de notre correspondant

Les « héros » - ou ceux qu'on veut présenter comme tels - sont fatigués... Ils ont gardé la capitale tout l'été, un soleil accablant cognant sur leur casque. Ils ont aidé à gratter, à cimenter, à replanter les abords du monument dédié à leurs aînés « héros du

peuple », pour en faire disparaître toute trace de l'insurrection du printemps et de sa répression, dans la nuit du 3 au 4 juin. Ils sont aujourd'hui bien moins nombreux - quelques dizaines tout au plus - à interdire à la population civile l'accès à la place Tiananmen, pourtant « restituée au peuple » si l'on en croit le jargon officiel : aux yeux du régime, les insurgés, étudiants ou membres de la population active, n'étaient pas le peuple, mais ses « ennemis ».

De deux cent à deux cent cinquante mille hommes avaient pris part à la prise de contrôle militaire de Pékin en juin, la plus grande partie d'entre eux restant cantonnés dans les casernes entourant la ville. Dans le mois suivant, on estimait entre vingt mille et vingt-cinq mille soldats l'effectif des unités disséminées à travers la capitale. Il est difficile

aujourd'hui d'imaginer qu'ils puissent être plus de quelques milliers dans les districts urbains qui sont les seuls, théoriquement, placés sous la loi martiale. Ce qui permet aux responsables politiques de prétendre que la « loi martiale » à la chinoise n'est guère plus visible qu'un vulgaire déploiement de police préventif dans un pays occidental.

Le fait est qu'en dépit de l'allègement des effectifs on ne signale plus d'incident ; on n'entend plus, la nuit, les tirs d'armes à feu ou les temps diversément imputés à des soldats cherchant à se rassurer dans l'obscurité. C'est tout juste si, le soir, Monsieur tout le monde vient, comme d'habitude depuis que l'armée tient le cocon politique de la Chine, regarder sous le nez les soldats impossibles qui gardent les abords de la place.

FRANÇOIS DERON.
(Lire la suite page 4.)

Le débat entre M. Chirac et M. Léotard

Chacun pour soi

La désignation du futur président du groupe UDF à l'Assemblée nationale continue de provoquer des remous au sein de la famille libérale. Dans une lettre aux députés, M. Philippe Mestre annonce officiellement sa candidature et indique que le choix de M. François Léotard pour cette fonction « provoquerait inéluctablement des départs » en réaction « à la mainmise d'un des partis sur le groupe ».

Au cours de l'université d'été du PR à Perpignan, M. Léotard a plaidé pour un PR « autonome et responsable » au sein de l'opposition aux côtés du CDS et du RPR, renonçant ainsi à toute perspective de fusion des formations de l'opposition dans un mouvement unique.

(Lire page 6, les articles de DANIEL CARTON et d'ANDRÉ PASSERON sur les débats à droite et sur la « rentrée » du président du RPR.)

Devant l'université d'été des jeunes RPR puis au cours d'une réunion commune, dimanche 10 septembre, avec le PR à Canet-en-Roussillon, M. Jacques Chirac s'est comporté en champion de l'union et du rassemblement d'une opposition renouée.

Il a insisté sur la nécessité de préparer l'alternance, en présentant à l'opinion de nouvelles valeurs. Les procédures de renforcement de l'union proposées par le RPR ont toutefois été accueillies avec réserve et scepticisme par M. Léotard, qui parle d'« association ».

Le nom et le rôle de M. Giocard d'Estang, président de l'UDF, n'ont jamais été évoqués au cours de ces réunions.

Le plan pour la marine marchande déçoit les armateurs

La France, pavillon bas

Déçu par le plan gouvernemental rendu public à la fin du mois d'août, les armateurs français estiment que le désengagement de la flotte française vers des pavillons de complaisance, plus économiques, va se poursuivre.

Les navigateurs peuvent se trouver face à deux situations également périlleuses : la tempête quand tous les éléments se déchaînent, et le calme plat par une brume épaisse qui ne dit rien de bon. C'est alors la bonace. Aujourd'hui, pour la marine marchande française, la deuxième hypothèse prévaut. Pas de grands desseins, pas d'ambitions conquérantes, pas de souffle... Mais pas de drame fracassant non plus.

A la fin du mois d'août, après des mois d'interminables atermoiements et de propos dilatoires qui ont beaucoup nui à sa crédi-

bilité, le ministre chargé de la mer, M. Jacques Mellick, a enfin arraché au ministre des finances (sans que MM. Michel Rocard et Michel Delebarre aient fait grand chose pour l'appuyer) une modeste enveloppe financière pour 1990, vite baptisée « plan de soutien à la marine marchande » (le Monde du 30 août).

Bien que ce plan soit prévu sur cinq ans « pour permettre l'adaptation en profondeur de l'indus-

trie du transport maritime aux conditions de son environnement international », seuls les crédits de 1990 ont été arrêtés. Quatre cents millions représentent à la fois un engagement réel de l'État deux fois supérieur à ce qu'il aura été au cours de cette année funeste marquée par un attentisme gouvernemental de marbre.

FRANÇOIS GROSCHARD.
(Lire la suite page 24.)

Le Monde

ÉCONOMIE

- L'énergie en question : pause et perplexité ; modernes éoliennes.
- Contrôle des fusions en RFA : l'affaire Daimler-Benz-MBB.
- La chronique de Paul Fabra : vaines alarmes sur le commerce extérieur.
- Notes de lectures, par Alfred Sanry.

Pages 23 à 25

Etranger

Plus de six mille réfugiés est-allemands attendus en RFA

Le chancelier ouest-allemand remercie « de tout cœur » la Hongrie d'ouvrir ses frontières

Concerts de klaxons, cris de joie mêlés de quelques larmes, bouteilles de bière et de mousses... Il y avait une ambiance de fête et la foule était nombreuse dans la nuit de dimanche à lundi autour des postes frontières de Hegyesalom en Hongrie et de Nickelsdorf en Autriche. Comme le gouvernement de Budapest l'avait promis, les barrières rouge-blanc-vert se sont levées à zéro heure précise, et des centaines de milliers de réfugiés est-allemands ont pu passer à l'Ouest. En Autriche d'abord, puis en République fédérale. Cette fois, ils ne franchissaient pas la fameuse « frontière verte » à pied comme au mois d'août, en abandonnant leurs véhicules sur place dans d'immenses parkings. La plupart étaient au volant de leurs Trabant, la voiture de monsieur Tout-le-Monde en Allemagne de l'Est. On pouvait assister à des scènes analogues autour de cinq autres postes-frontières.

Les douaniers hongrois ne paraissent pas tellement surpris de voir ce convoi de plusieurs centaines d'automobiles s'allonger sur la route. Ils se contentaient de regarder presque distraitements les papiers des émigrants, puis leur faisaient signe de passer. Souvent, avec un petit sourire ou un clin d'œil... Il y avait beaucoup de jeunes familles dans ces voitures pleines de valises et d'effets personnels divers. Un passager brandissait une banderole proclamant : « Honecker, il est temps de cesser la place ! C'est mille fois mieux, n'est-ce pas ? » D'autres hurlaient leur joie. A quelques mètres de là, des membres de la Croix-Rouge distribuaient de la nourriture et des cartes routières indiquant la route pour Passau, en RFA, où le gouvernement a installé de nouveaux camps pour accueillir

les réfugiés. Côté hongrois, les automobilistes sont pressés. Certains se demandent combien de temps la frontière restera ouverte... De l'autre côté, les contrôles sont moins souples. Pour des raisons de sécurité, les autorités autrichiennes doivent photocopier les documents de chaque réfugié. Ceux qui n'ont pas obtenu à l'ambassade de RFA à Budapest un passeport ouest-allemand reçoivent un visa de transit... et des bons d'essence.

A Hegyesalom, le chef des douanes régionales hongroises, le colonel Vidus, supervise le déroulement des opérations. Il estime que la décision de son gouvernement était nécessaire. « Après les tensions de ces dernières semaines à la frontière en raison des nombreux passages illégaux, dit-il, c'était inéluctable et cela va permettre de normaliser la situation. » Il souhaite que les choses aillent vite et que les quelques six mille cinq cents Allemands de l'Est autorisés, dans un premier temps, à se rendre en Autriche et en République fédérale aient quitté le territoire hongrois avant mardi 12 septembre.

« Une mesure unilatérale »

C'est dimanche à midi, soit six heures avant l'annonce officielle par l'agence MTI, qu'il a été informé de la décision de son gouvernement. Immédiatement, soixante douaniers sont venus renforcer les effectifs du poste-frontière et préparer le dispositif d'accueil des réfugiés qui étaient hébergés dans les camps proches de Budapest et du lac Balaton.

Dimanche 10 septembre. Il est 18 heures. L'agence MTI diffuse un communiqué officiel. Le gouverne-

ment hongrois a décidé de laisser partir le même jour à minuit les six mille cinq cents réfugiés est-allemands, bloqués depuis plusieurs semaines dans des camps, « vers le pays de leur choix, à condition que le pays vers lequel ils se dirigent les accepte ; les réfugiés peuvent aussi partir avec leur voiture privée ». « Le gouvernement hongrois, précise encore le communiqué, a suspendu pour une durée indéterminée l'accord de 1969 avec la RDA. Cet accord stipule que la Hongrie n'autorise pas à partir vers l'Ouest des ressortissants est-allemands qui ne disposent pas de documents nécessaires. La pratique entre pays frères socialistes prévoyait jusqu'à présent de renvoyer vers leur pays d'origine les ressortissants d'Etats de l'Est en situation irrégulière.

Dans une intervention, dimanche soir à la télévision, le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, a notamment déclaré qu'on ne pouvait pas « repousser les réfugiés contre leur gré ». Il a révélé que soixante mille ressortissants est-allemands se trouvaient actuellement en Hongrie et qu'un nombre croissant d'entre eux souhaiteraient s'établir à l'étranger. « Nous avons proposé [à la RDA], qu'elle donne à ses ressortissants en Hongrie, prêts à rentrer dans leur pays, non seulement la garantie de l'impunité (comme cela s'est déjà fait dans le passé), mais aussi celle de pouvoir déposer une demande d'émigration vers la RFA. Cela, la RDA ne l'a pas fait. » Pour le chef de la diplomatie hongroise, la décision d'ouvrir les frontières est « une mesure unilatérale hongroise », visant à régler une « situation exceptionnelle », créée par l'arrivée en masse d'Allemands de l'Est, dont la Hongrie ne peut assu-

mer seule la responsabilité. « Je ne serais pas pour des raisons économiques », a-t-il dit, « de dégrader les relations avec la République démocratique allemande. »

« Immigration »

Il est toutefois permis d'en douter, et la décision de la Hongrie, selon M. Horn, « a répondu aux attentes internationales » (et qui doit appliquer, à compter du 1^{er} octobre, la convention internationale des Nations unies sur les réfugiés) a immédiatement été commentée en des termes sévères à Berlin-Est. L'agence officielle ADN parlait dimanche soir d'« immigration dans les affaires intérieures de la RDA », et de « violation de traités et d'accords internationaux ». « Il faut constater avec regret, écrit l'agence, que des représentants de la République populaire hongroise se sont laissés entraîner à soutenir cette action illégale [...] qui a été préparée par la RFA depuis longtemps [...] ». Sous le prétexte de considérations humanitaires, on pratique la traite des hommes. La veille, le quotidien officiel du PC est-allemand, Neues Deutschland, vantait de nouveau les mérites de la vie en RDA dans un article sur la foire de Leipzig : « La vie ici est bonne et riche, le socialisme y est fort attrayant et nous l'avons réalisé par notre travail. » fin août, à l'issue des entretiens qu'il avait eus à Berlin-Est avec son homologue hongrois, le ministre est-allemand des affaires étrangères, M. Oskar Fischer, avait souligné que la RDA n'acceptait pas que des citoyens est-allemands « tiennent d'obtenir des autorisations de sortie par la force et par un séjour dans des missions

diplomatiques ouest-allemandes ou dans des camps administrés par la RFA ».

A Bonn, c'est le soulagement après plusieurs semaines de négociations laborieuses et d'impasses diplomatiques. Le chancelier Helmut Kohl a « remercié de tout cœur » le gouvernement hongrois. « C'est une décision, a-t-il dit dimanche soir, qui est un témoignage d'humanité et de solidarité européenne. » Pour sa part, le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a déclaré que la République fédérale « n'oublierait pas » les mesures décidées par Budapest « d'une façon autonome et sous sa propre responsabilité ». Il a assuré qu'à aucun moment la partie hongroise n'avait soulevé la question « une éventuelle contrepartie économique (...) et nous n'avons fait aucune promesse ».

Un congrès annuel de la CDU, qui s'est ouvert lundi 11 septembre à Brême, le chancelier ouest-allemand est revenu sur le sujet dans son discours d'ouverture et a lancé, sans doute à l'adresse des commentateurs est-allemands : « Nous devons nous élever avec la plus grande fermeté contre ces inséparables propos de compromis où l'on dit que les Allemands de l'Est viennent chez nous uniquement pour améliorer leur situation économique. Ceux qui disent cela n'ont rien, absolument rien compris (...). Notre conception de la liberté implique que tout Allemand a le droit de parvenir par son travail à un niveau de vie comme le nôtre. » Pour M. Kohl, « il est clair que ce ne peut être le but d'une politique interallemande raisonnée que d'obtenir des patriotes de RDA à venir le plus nombreux possible chez nous. Les

problèmes de la RDA ne peuvent pas être résolus en République fédérale. Ils doivent être résolus en RDA. »

Evocant ensuite la question de la réunification, le chancelier fédéral a souligné que « la division de notre patrie est anormale, car il est contre la nature de l'homme de lui dénier le droit à la liberté et à l'autodétermination ». Il a aussi confirmé que la RFA allait aider économiquement les pays du pacte de Varsovie qui progressent le plus dans la voie des réformes, c'est-à-dire la Hongrie et la Pologne.

Lundi matin, les premiers réfugiés est-allemands partis dans la nuit de Hongrie sont arrivés en Bavière. Selon la police des frontières du Land, six cent vingt policiers ont été mobilisés pour participer à l'organisation de l'accueil et de l'hébergement dans les centres officiels et ceux de la Croix-Rouge. L'ADAC (automobile-club ouest-allemand) a prévu à différents points de passage des stocks de pièces détachées pour voitures Trabant ainsi que des mélanges de carburants pour moteurs à deux temps.

Combien de réfugiés arriveront-ils dans la journée de lundi en Bavière ? Au moins six mille, peut-être dix mille, dit-on à Munich. Les autorités pensent que toutes les estimations seront dépassées car on ignore combien d'Allemands de l'Est ont pris le train ou des autocars pour se rendre en RFA. Peu après 7 heures du matin, environ deux mille réfugiés, heureux mais épuisés par près de dix heures de route, avaient déjà rejoint leur « nouveau chez eux », selon l'expression utilisée par le ministre ouest-allemand de l'Intérieur dans un message qui leur est distribué à leur arrivée.

Nouvelle Europe, nouvelle Allemagne ?

(Suite de la première page.)

Cette expression est préférée par certains historiens allemands, qui veulent ainsi insister sur le caractère éphémère, dans l'histoire allemande, des périodes d'unité. L'Etat national unitaire n'est pas la norme historique des institutions étatiques allemandes (1).

La « question allemande » a toujours revêtu deux aspects, explique le politologue Karl Kaiser : le problème des frontières et la nature démocratique du régime. Ces deux composantes sont encore d'actualité. La discussion autour des frontières est elle-même double : quelles seraient les limites (notamment orientales) d'un nouvel Etat allemand ? Bien que la RFA ait recouru dans les divers traités avec les pays socialistes des années 70 à la frontière Oder-Neisse qui sépare aujourd'hui la RDA et la Pologne, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe a en 1973 affirmé que le Reich allemand continuait à exister dans ses frontières de 1937 jusqu'à la conclusion d'un traité de paix. Cette décision, prise sur saisi de la démocratie chrétienne alors dans l'opposition, est utilisée comme prétexte par la droite de la CDU-CSU pour laisser planer un doute sur la reconnaissance définitive de la frontière Oder-Neisse, ce qui met un obstacle supplémentaire sur la voie de la réconciliation germano-polonaise (le Monde du 7 septembre).

L'autre face du problème frontalier concerne la frontière inter-allemande, entre la RFA et la RDA, longtemps considérée comme une simple « ligne de cation » avec la zone d'occupation soviétique, puis comme une frontière, fut-elle de nature particulière, après la conclusion du traité fondamental entre les deux Etats allemands en 1972. Que deviendrait cette frontière dans l'hypothèse où la division de l'Allemagne et de l'Europe serait surmontée ?

La réponse dépend largement du second volet de la « question allemande » : l'attitude par rapport à la démocratie. La République fédérale a choisi en 1949. Le régime est-allemand s'est soigneusement tenu à l'écart du mouvement de perestroïka et de glasnost qui touchait les « pays frères », mais il n'a pas totalement échappé à ses effets (le Monde daté 10-11 septembre).

Il est difficile de dire si et comment le processus de démocratisation touchera la RDA. Les observateurs allemands sont convaincus qu'il existe dans le parti des réformateurs qui n'attendent que l'occasion de la conférence de 1990 ou la succession de M. Erich Honecker pour se manifester. Démocratisation par le haut ou poussée d'un mouvement populaire, les Allemands de l'Ouest ne rejettent pas l'idée d'un deuxième Etat allemand démocratique mais distinct de la RFA — « une autre Autriche ». Y compris dans les milieux gouvernementaux : « La question allemande ne s'identifie pas nécessairement à la question de la réunification », déclare M. Horet Teltschick, conseiller diplomatique du chancelier Kohl. Elle peut aussi être définie comme revendication du droit à l'autodétermination pour les citoyens de RDA, dans leur pays, dans une autre RDA.

Amorce d'une réflexion stratégique sur la nature de la « nouvelle Europe » qui pourrait naître du mouvement de démocratisation engagé à l'Est ou simple précaution de langage ? Le fait est que tous les interlocuteurs allemands, qu'ils appartiennent à la majorité gouvernementale chrétienne-démocrate libérale ou à l'opposition social-démocrate, font une présentation de la « question allemande » fort éloignée de l'idée simpliste qu'on en a souvent à l'étranger. Ce n'est pas parce que les sondages montrent qu'en RFA les partisans de la réunification sont de plus en plus nombreux qu'elle est l'alpha et l'omega de toute la politique.

La « dérive à l'Ouest »

Autre évidence : la « question allemande » ne se pose plus — si tant est que ce fut un jour le cas — en termes de « cavalier seul » avec l'URSS, de « finlandisation » de la RFA ou de « dérive vers l'Est ». Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la « dérive à l'Ouest » de certains pays d'Europe centrale, avec tous les problèmes que soulève pour l'Europe occidentale et pour l'URSS cette volonté de rapprochement. Pour les milieux diri-

geants de RFA, c'est une évidence : ce mouvement n'a été rendu possible, outre la politique de M. Gorbatchev, que par l'unification de l'Europe occidentale, la création de la CEE, d'une zone de prospérité économique et de stabilité à l'ouest du Vieux Continent. L'unification européenne n'est donc pas en contradiction avec la résolution de la division de l'Allemagne, elle en est la condition.

Mais, en même temps, cette « dérive à l'Ouest » effraie les Allemands par ses effets déstabilisateurs. Toute l'Ostpolitik des années 70, menée par les sociaux-démocrates et finalement poursuivie par les chrétiens-démocrates, avait pour point de départ le statu quo. C'était la politique de l'après-normalisation en Tchécoslovaquie. Il était clair, alors, que l'URSS n'autorisait aucun processus de libéralisation et d'autonomie chez ses alliés. Pour améliorer le sort des dix-sept millions d'Allemands de l'Est, il ne fallait pas chercher à modifier le statu quo ; il fallait le reconnaître et essayer de tirer parti de cette reconnaissance. C'était la « politique des petits pas » chère à M. Willy Brandt, dont son auteur lui-même vient d'admettre qu'elle correspondait à une période révolue.

Sans le reconnaître ouvertement, les Allemands rejettent ce statu quo et la stabilité qu'il engendrait dans les rapports Est-Ouest, parce qu'ils ont peur des conséquences de l'instabilité et qu'ils n'ont pas de politique adaptée aux nouvelles conditions. Ils ne sont pas les seuls, mais ils sont en première ligne. Aussi sont-ils préoccupés par la situation en RDA, qu'un expert définit comme étant « la plus stable et la fois la plus explosive » parmi les pays socialistes. La plus stable parce que la direction du SED garde sa main de fer sur la société, la plus explosive parce que toutes les soupapes de stress (réaction de la télévision ouest-allemande, voyages à l'Ouest, autorisation d'émigration, etc.) laissent de calmer les impatiences, les ont exacerbées.

L'idéal, selon les milieux dirigeants de Bonn — gouvernement comme opposition — serait qu'apparaissent au sommet du parti est-allemand des forces réformatrices qui conduisent le mouvement vers cette autre RDA, dans l'ordre et la stabilité. Pour ne pas gêner ce processus, il convient d'éviter toute « provocation », comme « réactiver la question allemande » ou parler de réunification. Il faut certes mettre l'accent sur les droits de l'homme, mais ne laisser aucun doute aux réformateurs de l'Est sur la reconnaissance comme une réalité durable de l'Etat est-allemand.

Une dynamique propre

La faiblesse de cette position est qu'elle ne tient pas compte de la dynamique propre du mouvement déclenché en Europe de l'Est. Certes, les réformes en Pologne sont d'autant plus acceptables pour Moscou que la RDA tient bon sur la « ligne de front », mais nul ne peut prévoir l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est et les formes qu'y prendrait une éventuelle libéralisation.

Penser que les citoyens de l'autre côté du mur sont attachés à leur « patrie » en dehors de toute contrainte socialiste paraît un vœu pieux que les idéologues mêmes du régime n'ont pas formulé (des divergences s'expriment toutefois ouvertement en RDA parmi les contestataires, entre ceux qui veulent quitter le pays et ceux qui, notamment autour de l'Eglise évangélique, veulent le réformer de l'intérieur) ; croire que la libre expression d'une éventuelle revendication de réunification pourrait être longtemps contenue, uniquement pour ne pas faire peur aux voisins français, polonais et aux tuteurs soviétiques, n'est pas tenable à long terme. Affirmer que l'Etat-nation est une forme obsolète, c'est être d'abord bien optimiste et raisonne en tout cas en Européen de l'Ouest, non en membre d'un de ces peuples opprimés depuis plus de quarante ans et

pour lesquels la revendication nationale se confond avec la revendication démocratique. Quel serait d'ailleurs le statut de Berlin dans cette hypothèse de coexistence de deux Etats allemands démocratiques ?

L'autre faiblesse tient aux conséquences que cette position « raisonnable » pourrait avoir en RFA elle-même, où la mise en perspective de la « question allemande » pourrait nourrir les forces extrémistes et chauvinnes, tels les républicains. Ce mouvement dirigé par un ancien Waffen SS trouve un réservoir d'électeurs dans les milieux modestes, hostiles aux réfugiés venus de l'Est, et en même temps chez ses réfugiés que quarante ans de socialisme n'ont pas guéri des tentations nationalistes, xénophobes, voire antisémites. Bien en contraire.

Toutes ces questions ne sont pas encore d'une brûlante actualité. Elles peuvent le devenir plus vite qu'on se l'imagine et qu'on le souhaite visiblement sur les bords du Rhin. Elles ne concernent pas seulement les Allemands, et il serait de très mauvaise politique pour les partenaires de la RFA dans la Communauté et notamment pour les Français de les laisser seuls la poser. Comme le dit l'historien Michael Stürmer — la question allemande s'appelle ainsi parce qu'elle touche d'abord les Allemands, mais en réalité c'est une question européenne —.

Les Allemands sont sûrement moins attirés vers l'Est qu'on le croit généralement ; ils se demandent plutôt comment répondre à l'attraction exercée par l'Occident sur des pays qui ont eu la malchance de se retrouver dans la sphère d'influence soviétique sans l'avoir voulu ni mérité. Ils ont certes des intérêts économiques et culturels dans cette Mitteleuropa, mais ils n'y sont les bienvenus qu'en tant que membres d'un ensemble plus vaste qui a nom Communauté européenne.

C'est pourquoi la définition d'une Ostpolitik commune paraît plus urgente que jamais. La diplomatie française reproche à Bonn de ne pas vouloir en entendre parler, tandis que les Allemands affirment n'avoir jamais reçu de réponse à leurs offres de coopération dans ce domaine. Est-ce une question de préséance qui empêche Français et Allemands de se mettre ensemble au travail ? On faut-il croire que malgré les protestations d'amitié, les vieilles suspensions demeurent ? Laisser les Allemands seuls face à ce défi, c'est en tout cas créer les meilleures conditions pour que les craintes soient justifiées.

DANIEL VERNET.

(1) Le 88^e Bergedorfer Gespächtskreis, organisé par la Fondation Kärber, a en lieu récemment à Bonn sur le thème : « Sur la voie d'une nouvelle Europe ? Perspectives pour une Ostpolitik occidentale commune », avec la participation du président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, de M. Horst Teltschick, conseiller diplomatique du chancelier Kohl, de M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint, de diplomates, d'universitaires et de journalistes, allemands, français, anglais, américains et italiens.

ITALIE : Armando Verdignone remis en liberté. — M. Armando Verdignone, le célèbre psychanalyste condamné à quatre ans de prison en 1986 et réincarcéré en juillet dernier dans des conditions discutables, est ressorti de prison samedi 10 juillet. La Cour de cassation italienne a annulé la décision du tribunal d'application des peines de Milan qui avait rejeté, en juin dernier, la demande de mise en liberté provisoire de l'intellectuel. Souffrant d'anorexie, M. Verdignone devait être hospitalisé lundi dans un établissement de Milan où il recevra la visite, mardi, de M. Yves Jouffé, président de la Ligue française des droits de l'homme. Soutenu par de nombreux intellectuels, européens et américains, le psychanalyste réclame toujours la révision de son procès. — (Corresp.)

605 PEUGEOT

Venez la découvrir et la baptiser
au MUMM Cordon Rouge
dès le 14 septembre

NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

مكتبة الامم المتحدة

صكرا من الامل

Europe

RFA : le congrès de la CDU à Brême

M. Helmut Kohl veut mobiliser son parti pour sa réélection

BRÊME
de notre envoyé spécial

Le Parti chrétien-démocrate a choisi de tenir ses assises dans une terre qui ne lui est pas favorable : la ville hanseatique de Brême, place forte du SPD depuis des décennies. Il doit procéder au renouvellement des instances dirigeantes du parti et donner le coup d'envoi à une année politique particulièrement chargée. Le parcours d'obstacles qui conduit aux élections législatives de décembre 1990 est parsemé d'épreuves difficiles pour le parti du chancelier : élections municipales en Rhénanie-Westphalie le 1^{er} octobre, élections régionales dans ce même Land, en Sarre et en Basse-Saxe au printemps de l'année prochaine.

Le chancelier Kohl, seul candidat à sa propre succession, a décidé de faire de cette CDU qu'il dirige depuis maintenant plus de quinze ans une machine entièrement consacrée à un seul objectif : son maintien à la chancellerie. Démoralisée par la série de défaites électorales subies en 1988 (perte de la majorité à Berlin-Ouest, de la mairie de Francfort et médiocre performance aux élections européennes), la CDU était en proie aux états d'âme. Ses principaux barons, comme M. Lothar Späth, ministre président du Bade-Wurtemberg, ou M^{me} Rita Süssmuth, présidente du Bundestag, ne cachaient pas que si cette tendance se confirmait, la « question du chancelier » se poserait inéluctablement. Dans les couloirs de la Konrad-Adenauer-Haus, le siège de la CDU à Bonn, des complots se tramaient, et l'on attendait avec anxiété les résultats des élections européennes pour passer à l'action. Helmut Kohl a été sauvé de justesse : le score de la CDU était peu reluisant (38 %), mais l'humiliation suprême lui était épargnée : être dépassé par le SPD.

Helmut Kohl pouvait passer à la contre-attaque. A son retour de vacances, il l'impose le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, et propose pour son remplacement un de ses fidèles, M. Volker

Rübe. Le renvoi de M. Geissler provoque un tollé chez les barons et dans la « gauche » du parti dont il était devenu le porte-drapeau. Mais la révolte fait long feu : faute de salut de rechange, les hiérarches de la CDU, à l'image des « rénovateurs » de l'opposition française, rentrent dans le rang, se satisfaisant de promesses du chancelier assurant que, dans l'avenir, il donnerait un caractère plus collégial à la direction du parti.

La question allemande

Un certain nombre de députés expriment sans doute à Brême leur amertume d'avoir vu le chancelier se séparer d'un homme. M. Geissler, qui avait réussi à moderniser l'image du parti, à le rendre attractif pour les couches nouvelles, techniciennes et urbaines. Mais nécessité faisant loi, cette grigne ne devrait se manifester que par un score plus réduit, qu'à l'accoutumée pour l'élection du président du parti. M. Geissler sera de son côté candidat à l'un des sept postes de vice-président, pour lesquels se sont manifestés neuf candidats. Sa performance donnera la mesure de son influence réelle dans un parti où il compte autant de supporters fervents que d'ennemis irréductibles.

Les événements qui se déroulent à Budapest et en RDA ont un écho certain : la question allemande qui revient à l'ordre du jour tiendra, une grande place dans les deux discours les plus attendus, celui du chancelier, qui vient de déclarer que « la solution de la question allemande se rapproche », et celui du nouveau secrétaire général, M. Volker Rübe, un spécialiste des relations interallemandes et des problèmes des relations avec l'Est. La CDU va tenter d'utiliser cette réurgence de la question nationale pour contraindre les Républicains, ce parti d'extrême droite dont la montée récente n'est pas étrangère aux déboires électoraux de la CDU.

LUC ROSENZWEIG.

M. Gorbatchev annonce un programme d'assainissement comportant des points « douloureux, impopulaires, difficiles »

MOSCOU
de notre correspondant

Les Allemands de l'Est passent à l'Ouest et la Hongrie avec eux. La Pologne démantèle son appareil répressif. L'Ukraine, à son tour, se dote d'un Mouvement populaire pour la perestroïka, qui demande la démission de M. Tchitcherinski, premier secrétaire de la République et dernier brejnév du bureau politique. A Moscou même, les employés du métro forment un comité de grève pour donner à réfléchir à leur direction. Le Caucase continue de s'enfoncer dans les tensions nationalistes. Les Baltes préparent de nouvelles manifestations et Novy Mir annonce la sortie de toutes les œuvres majeures de Soljenitsyne.

Bref, dans ses frontières comme à ses marges, tout l'empire bouillonne, mais, rentrant, samedi 9 septembre, de vacances, M. Gorbatchev est apparu à la télévision pour dire : « Nous le savons tous » — que la situation n'était pas simple, mais qu'il ne céderait ni aux pressions « conservatrices », ni aux pressions « gauchistes ». Et, en mai, la sa ouverture du grand journal du soir, ce discours avait quelque chose d'irréel tant ce pays, tous courants confondus, attend aujourd'hui des décisions tranchées, de la vigueur, d'y voir clair.

Poursuite d'une politique centriste

Ce n'est même plus que l'on veuille donner plus d'ampleur au mouvement de réforme ou non. Ce clivage-là existe plus que jamais, mais l'accélération de l'implosion du système a en fait jeté tout le monde dans un commun désarroi. Ni à gauche ni à droite, on ne sait plus très bien que dire, tant il est vrai que la pure et simple restauration du système semble de plus en plus irréalisable et que les réformateurs les plus audacieux n'en finissent plus de courir après l'événement.

Alors que nombre de ses partisans le pressent de s'affranchir de la tutelle du parti et de frapper un coup psychologique en se faisant, comme chef d'Etat, donner les pleins pouvoirs par le Parlement, M. Gorbatchev a choisi plus prudemment de décevoir chacun à défaut de pouvoir contenter tout le monde. Il a, autrement dit, parié sur le développement de sa politique centriste — celle qu'il a adoptée depuis le lancement, il y a quinze mois, de ses réformes politiques et celle qui n'a cessé, de fait, d'élargir le champ des libertés à l'Est.

A sa gauche, il a ainsi offert une instance très marquée sur la poursuite des réformes. A sa droite, il a promis de ne pas laisser défaire le parti, dont « le rôle, a-t-il dit, de force unifiée d'avant-garde de la société est irremplaçable ». Et quant à la majorité du pays, tous ceux qui voudraient bien le changement mais qui ont peur de ses conséquences, il l'a assuré qu'il n'ignorait rien de ses craintes et se portait garant de la réforme sans chaos.

« Des étapes, des délais »

Pour ce qui est du changement, M. Gorbatchev a, en premier lieu, annoncé que le gouvernement présenterait à la prochaine session du congrès des députés « un programme de mesures extraordinaires visant à l'assainissement de l'économie avant tout par la normalisation du marché ». Cela annonce-t-il des décisions aussi radicales qu'un échange de billets ou une augmentation massive des prix ? On l'ignore, mais le chef de l'Etat a, en tout cas, laissé prévoir le recours à de grands remèdes en déclarant que ce programme comporterait des points « douloureux, impopulaires, difficiles » et que « la société ne serait pas d'accord » s'il ne fixait pas « des

• Fin de la grève en Azerbaïdjan. — Des représentants du Front populaire et des autorités d'Azerbaïdjan ont annoncé, dimanche 10 septembre, à la télévision locale, la suspension de la grève lancée par le Front une semaine auparavant (le Monde du samedi 9 septembre), a déclaré par téléphone à l'AFP le porte-parole du mouvement. Un accord en quatre points, diffusé par la télévision locale, prévoit la prochaine reconnaissance officielle du Front et la participation de ses représentants à la session extraordinaire du Parlement local, le 15 septembre, ainsi qu'à l'élaboration de projets de lois devant être soumis au Parlement. Le Front souhaite notamment que l'exemple de l'Estonie, l'Azerbaïdjan proclame un droit de veto sur les lois de l'URSS, qui joueraient notamment en cas de solution imposée par Moscou sur le Haut-Karabakh. — (AFP.)

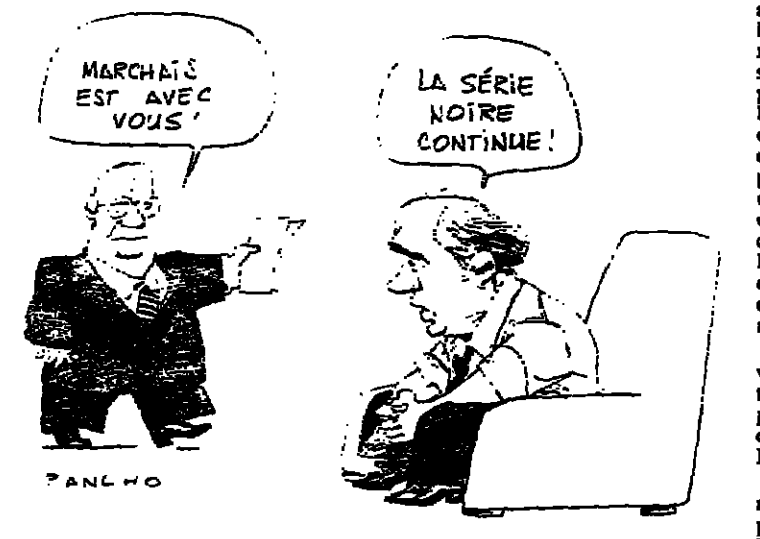
URSS

étapes, des délais et des responsabilités » à tous les niveaux. D'une manière ou d'une autre, l'URSS s'achemine vers un traitement de choc et il sera accompagné, a poursuivi M. Gorbatchev, d'un approfondissement des réformes économiques et politiques, principalement caractérisé par l'adoption de lois sur la propriété, la terre et les beaux agricoles.

per les phénomènes du marché ». M. Gorbatchev n'aurait pu dire plus clairement à quel camp il appartenait.

La perspective du congrès du parti

Sur l'autre sujet explosif, celui des nationalités, M. Gorbatchev a d'ailleurs annoncé « des lois de



Il s'agit, a expliqué le secrétaire général, d'affirmer « la variété des formes socialistes de propriété », et « une nouvelle loi sur l'entreprise » devrait ainsi « créer l'égalité dans les conditions de gestion » des secteurs d'Etat et coopératif. La semaine où les syndicats officiels demandent la liquidation des coopératives, vingt-quatre heures après que M. Ligatchev, chef de file des conservateurs, ait, une nouvelle fois, dénoncé « les forces qui cherchent à créer la propriété privée et dévelop-

grande portée économique et politique » et « des décisions de principe sur la réforme de la Fédération soviétique ». A quelques semaines de la reprise des travaux du congrès et à quelques jours d'un plénum du comité central consacré à cette question des nationalités, il ne s'agit pas là uniquement de paroles, mais il reste à voir, bien sûr, ce que sera le contenu exact de ces nouvelles lois.

Or il y a tout à parier que M. Gorbatchev devra l'audace de manière à éviter l'insurrection des conserva-

teurs tout en ouvrant la porte à une dynamique de la liberté. Cela promet des protestations vengeresses des réformateurs, qui n'ont déjà pas apprécié, samedi, la dénonciation de ceux qui cherchent à « saper l'influence du parti » et l'insistance sur la nécessité du respect de l'ordre.

Debout sur un fil alors que les orages se multiplient, le secrétaire général fait de l'équilibre, mais, quand on y regarde de près, l'appel au respect de l'ordre ne vise pas seulement grèves et manifestations, mais aussi la gabegie et la concussion. Quant à ce parti qu'il ne veut pas laisser prendre d'assaut, M. Gorbatchev lui a, parallèlement, envoyé des messages parfaitement limpides en faisant annoncer par le bureau politique que le prochain plénum devrait fixer la date du prochain congrès et que la commission de contrôle allait examiner la responsabilité des dirigeants communistes des ministères dans les irrégularités de la production et de l'approvisionnement.

Cela veut dire que des dossiers vont être constitués sur les « sabotages » conservateurs et que, dans la perspective du congrès, chacun va devoir se prononcer pour ou contre M. Gorbatchev.

Malgré toutes leurs réserves, les réformateurs sont par définition pour. Quant aux conservateurs, il leur est jusqu'à présent difficile de s'attaquer nommément au secrétaire général, car, lorsque M. Gorbatchev dit : « Qui, la perestroïka se déroule difficilement... Mais elle a rendu au grand pays le sens de la dignité et redonne aux Soviétiques le sentiment de la liberté », une énorme majorité du pays est d'accord.

Le secrétaire général a inauguré une difficile rentrée par un modeste discours, mais il sait où il va et n'a en vérité pas d'autre voie.

BERNARD GUETTA.

POLOGNE Professions de foi des ministres devant les commissions parlementaires

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

« Je ne sais pas si ce sera mieux, mais ce sera plus gai », a résumé M. Jacek Kuron, futur ministre du travail et de la politique sociale, à propos de l'avenir qui s'ouvre à la Pologne et que personne ici ne s'aviserait de promettre radieux.

En T-shirt et blouson, M. Jacek Kuron, cinquante-cinq ans, l'un des vedettes de Solidarité, a passé dans la matinée, dimanche 10 septembre, la test des commissions parlementaires, contrairement à trois de ses collègues dont les candidatures ont été désapprouvées. Il s'agit de deux membres du Parti paysan (ZSL), M. Czesław Janicki, nommé vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture et M. Andrzej Kosiniak-Kamysz, ministre de la Santé, ainsi que du seul ministre membre de Solidarité rurale, M. Artur Balasz, chargé des affaires sociales du secteur rural.

L'avis des commissions n'étant pas contraignant, le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, ne devait cependant pas avoir à renouer son gouvernement avec de la soumission, mardi, au vote de la Diète (parlement).

Les auditions des commissions, qui devaient prendre fin lundi, ont permis d'ébaucher, depuis vendredi, les grandes lignes de ce qui devrait être une Pologne nouvelle. Si les ministres tiennent leurs promesses, un certain nombre de transformations radicales devraient, en effet, intervenir. Le ministre de la Culture, M^{me} Izabella Cywińska, s'est, par exemple, prononcée pour l'abolition de la censure et pour un marché libre du papier et de l'édition. Le ministre des Communications, M. Marek Kucharski, a promis que, s'il n'arrivait pas à faire fonctionner le téléphone (une véritable catastrophe actuellement) et les télécommunications « comme en Occident », il perdrait son ministère. Le ministre de l'Industrie, M. Tadeusz Syryjczyk, s'est déclaré partisan de privatisations.

Le ministre du commerce extérieur, M. Marcin Świądicki, membre du POUP, a appelé de ses vœux la convertibilité du zloty et l'afflux de capitaux étrangers en Pologne. « Peut-on envisager de vendre les scieries de Nowy-Huta à Kopp ? », lui demanda un député du C'et « théoriquement possible », a-t-il répondu.

Questions personnelles

Le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, après avoir promis de supprimer certaines activités de la police politique « inadéquates à la démocratie parlementaire », a souhaité la création d'une commission pour les minorités nationales « à un problème qu'on ne peut plus ignorer » (1). Le général Kiszczak s'est aussi prêt de bonne grâce aux questions personnelles, révélant qu'il était marié depuis trente ans à la même femme, que sa fille vivait à Londres avec son mari, conseiller commercial à l'ambassade de Pologne, qu'il avait un compte en dollars, aucune économie en zlotys et vingt-cinq vaches offertes par un industriel allemand.

De son côté, M. Lech Wałęsa, de retour d'une visite en RFA qui l'a fortement impressionné, a avoué que le gouvernement ne se laisserait pas faire si les communistes « lui mettaient des bâtons dans les roues ». Le président de Solidarité a souhaité que le gouvernement favorise l'émergence du multipartisme, « afin que plus personne ne puisse monopoliser le pouvoir ».

Le premier ministre a d'ailleurs reçu, samedi 9 septembre, les représentants des principaux mouvements politiques non représentés au Parlement : la KPN (Confédération pour une Pologne indépendante, droite nationaliste), le Parti du travail (démocrate-chrétien), le mouvement Jeune Pologne (droite nationaliste modérée) et le Parti socialiste.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Selon le ministre, il y a en Pologne 300 000 Ukrainiens, 180 000 Biélorusses, 30 000 Tchèques, 15 000 Juifs, 7 500 Lituanais et 2 500 Allemands.

M. Boris Eltsine aux Etats-Unis

« Prendre ce qui est positif dans l'expérience démocratique américaine »

New-York (AFP). — Arrivé samedi 9 septembre à New-York, M. Boris Eltsine, l'un des chefs de file des réformateurs en URSS et député de Moscou au Soviet suprême, a donné dimanche une interview à la chaîne de télévision CBS au cours de laquelle il a notamment déclaré : « Nous devons prendre ce qui est positif dans l'expérience soviétique et ce qui a été positif dans les expériences des autres pays socialistes, ce qui est positif dans l'expérience démocratique américaine, vieille de plus de deux cents ans, et sur cette base créer un nouveau modèle de socialisme ».

Le député soviétique a estimé que M. Gorbatchev avait « raté quelques occasions d'accélérer la perestroïka ». « Naturellement, a-t-il dit, un mouvement est né de la base, sous la forme de grèves, traduisant un mécontentement » à l'égard des dirigeants soviétiques, « y compris M. Gorbatchev ». « Si la situation empire — et je pense qu'elle va empirer — sa popularité et son autorité vont sans aucun doute continuer à diminuer », a-t-il ajouté.

« Sauver la perestroïka »

Il s'est cependant déclaré convaincu que M. Gorbatchev a « beaucoup fait pour la démocratisation du pays » et qu'il conservera sa position de leader.

Lors d'une conférence de presse, dimanche après-midi à New-York, M. Eltsine a, d'autre part, indiqué qu'il espérait rencontrer le président George Bush pendant son séjour pour examiner avec lui comment les Etats-Unis « pourraient participer à des mesures destinées à sauver la perestroïka ».

Dans une interview publiée samedi par le Washington Post, M. Eltsine avait par ailleurs déclaré : « Nos réformes sont au point mort, l'économie est en crise, les finances aussi, le Parti communiste aussi, et les problèmes nationalistes également. Le standard de vie n'a pas progressé d'un pouce après quatre ans de perestroïka (...). Il est temps que Mikhail Gorbatchev rende compte de ses quatre ans (à la tête du Kremlin) et qu'il nous dise pourquoi la situation ne s'est pas améliorée ».

A Kiev

Appel à la démission du chef du PC ukrainien

Moscou (AFP). — Un appel à la démission du chef du Parti communiste d'Ukraine, le vieux brejnév du bureau politique Vladimir Tchitcherinski, a été le moment fort du congrès constitutif du Mouvement populaire d'Ukraine pour la perestroïka (ROUKH), qui s'est achevé, dimanche 10 septembre, à Kiev.

L'appel à la démission de M. Tchitcherinski, ainsi que de la présidente du Parlement, M^{me} Valentina Chevtchenko, bien que rédigé en termes prudents, n'a été signé que par dix-huit des quelque trois cents députés d'Ukraine au nouveau Parlement soviétique, dont trente-deux assistent au congrès du Mouvement.

Le samedi soir à la tribune, il a été accueilli par des ovations, mais n'a pas été endossé par le Mouvement, car, selon ses porte-parole, ce sujet « concerne la vie intérieure du parti ».

Le Mouvement a élu dimanche comme président, à une très grande majorité, le poète Ivan Dratch, membre du parti mais jouissant d'une forte autorité, et « fin politique », ont dit des activistes ukrainiens. Une élection hautement symbolique car sa candidature comme député, au printemps dernier, avait été deux fois bloquée par les autorités, suscitant des manifestations de protestation à Kiev et surtout à Lvov.

Le thème de la « souveraineté politique, économique et culturelle » a été développé par tous les intervenants, mais un seul d'entre eux a évoqué l'indépendance de l'Ukraine.

Les débats se sont néanmoins animés lors de la discussion du point du programme concernant les rapports avec Moscou. Il fut finalement décidé d'ajouter aux objectifs du Mouvement « la signature d'un nouvel accord régissant les rapports entre les Républiques soviétiques ».

3^e CYCLE NATIONAL

- Filière Ingénierie d'Affaires
 - Filière Management avancé
 - Filière Marketing pharmaceutique
- Réserve aux : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, Architectes, I.E.P., Maîtres, D.E.A., Expérience Professionnelle...

Admission sur titres



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Établissement libre d'enseignement supérieur
123 RUE DE LONGCHAMP 75116 PARIS
TEL. : 45.53.60.00 - POSTE 1200
MINUTEL 36 16 ISG

Asie

CAMBODGE : à quelques semaines de la fin du retrait vietnamien

Trois cent mille réfugiés menacés de rapatriement forcé

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Une angoisse supplémentaire règne parmi les quelque trois cent mille réfugiés cambodgiens qui croupissent dans des camps situés sur la frontière entre la Thaïlande et leur pays. Avec le retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge annoncé pour la fin de ce mois — le 27 septembre — ils sont menacés de rapatriement forcé. La résistance khmère, notamment la guérilla la plus forte, celle des Khmers rouges, entrave en effet le transfert au moins une partie dans les zones qu'elle compte occuper dans l'Ouest cambodgien après l'évacuation de l'artillerie vietnamienne.

Ces gens, qui ont fui le Cambodge lors de l'intervention vietnamienne il y a dix ans, n'ont pas le statut de réfugiés mais seulement celui de « personnes déplacées ». La majorité des camps reçoivent une assistance de l'ONU par le biais d'un organisme spécial, l'UNHCR (Opérateur d'aide humanitaire des Nations unies). Mais ni l'UNHCR ni aucun autre organisme d'aide n'ont accès aux quelque cinquante mille civils enfermés dans des camps contrôlés par les Khmers rouges. Tous les camps, sous l'autorité thaïlandaise, sont administrés par les mouvements de la résistance khmère.

Celui de Site-2, où s'entassent cent quarante mille personnes dans des palattes élevées en 1985, est sous le contrôle du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer), la faction de M. Son Sann. Dans ce ghetto de boue et de torches, la grenade s'achète 2 F et le fusil automatique 5 F. La vie y est réglée par des gangs, les meurtres y sont fréquents et chacun se terre chez soi à la tombée de la nuit. Le camp est situé à 2 kilomètres de la frontière cambodgienne.

Recrutement
des jeunes

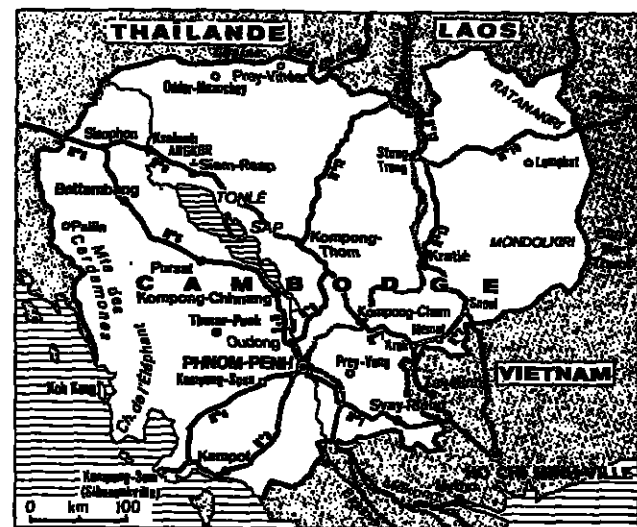
Certains chefs militaires du FNLPK ont déjà dressé des plans de « déconcentration » au Cambodge de cette population pour laquelle ils recrutent depuis dix ans leurs soldats. Pour leur part, les Khmers rouges ont, depuis le début de 1989, tenté de réinstaller en territoire cambodgien plusieurs milliers de civils sous leur contrôle.

Ces transferts ont apparemment tourné au désastre en raison de l'intervention de l'artillerie vietnamienne et parce que, du côté cambodgien, la frontière a été transformée en un vaste champ de mines.

La menace de rapatriement forcé n'est donc pas prise à la légère par les organisations humanitaires qui assurent la survie de ces réfugiés. Si les Vietnamiens se retirent, la résistance aura besoin de prouver rapidement qu'elle contrôle, face au régime de Phnom-Penh, une partie du territoire et de la population. Jusqu'ici, seuls les Khmers rouges peuvent s'en prévaloir.

Population
d'origine paysanne

Les trois cent mille réfugiés de la frontière forment, pour l'instant, le seul réservoir humain de la guérilla. Il s'agit d'une popula-



tion souvent d'origine paysanne, réduite depuis dix ans à l'assistance et encombrée d'enfants nés dans des camps entourés de barbelés, où la présence d'organisations humanitaires n'est autorisée que de jour.

Dans l'hypothèse d'un accord à la Conférence internationale sur le Cambodge réunie le mois dernier à Paris, l'ONU avait déjà commencé à préparer des plans de rapatriement, une opération qui, même en cas de succès, serait très délicate. Désormais, faute d'un accord, les factions cambodgiennes devraient en découler sur le terrain à l'occasion d'une saison sèche, de novembre à mai, qui s'annonce sanglante cette année. La résistance doit prouver que, sans la protection vietnamienne, les forces de Phnom-Penh ne feront pas le poids. Rapatriements et rapatriements forcé sont donc, plus que jamais, à l'ordre du jour.

Dans l'hypothèse d'un accord à la Conférence internationale sur le Cambodge réunie le mois dernier à Paris, l'ONU avait déjà commencé à préparer des plans de rapatriement, une opération qui, même en cas de succès, serait très délicate. Désormais, faute d'un accord, les factions cambodgiennes devraient en découler sur le terrain à l'occasion d'une saison sèche, de novembre à mai, qui s'annonce sanglante cette année. La résistance doit prouver que, sans la protection vietnamienne, les forces de Phnom-Penh ne feront pas le poids. Rapatriements et rapatriements forcé sont donc, plus que jamais, à l'ordre du jour.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Trois mois de répression en Chine

Les cent jours de Pékin

(Suite de la première page.)

Les gens s'assoient au bord du trottoir, bavardent comme si de rien n'était. Les vieux apportent leur tabouret, passent la soirée à s'éventer en silence, le regard dédaigné d'hostilité pour l'homme de troupe, mais impénétrable quant au jugement politique qu'ils tirent de cette affaire.

Parfois, la conversation entre les soldats et la population s'engage, sans animosité. Chacun sait bien que les acteurs de la tragédie étaient des gens dans un parti politique qui les dépassait. Étrange ville, qui laisse l'observateur étranger lire de manière aussi physique-ment évidente la maladie politique du pays sur quelques symboles plantés dans des quelques rares points, mais chargés d'histoire.

L'impatience
des militaires

Devant tant de calme apparent, les « héros » se demandent ce qu'ils font encore là, plantés sur le macadam de la plus grande place du monde ou aux quelques carrefours désertés comme stratégiques dans une « guerre » dont l'ennemi se cache tant qu'on doute de son existence. On le soupçonnait sans en avoir la preuve matérielle, la presse officielle l'a confirmé avec une franchise inaccoutumée : l'armée commence à s'impatisser du rôle qu'on lui fait jouer à Pékin à des fins politiques sous couvert de lutte contre les « éléments de la rébellion ».

Le malaise au sein de la troupe, au moment où M. Li Peng franchit le cap de ses cent premiers jours au pouvoir depuis la nuit fatale du 3 juin, a pris des proportions suffisantes pour que le *Quotidien de l'Armée de libération*, organe des militaires, mette en garde contre une variété étendue de ces « indiscipline ou de comportements erronés » : « Certains pensent que, puisque la situation a été déstabilisée et que la situation s'est détournée, nous n'avons plus qu'à réduire chez nous ». D'autres soldats « font les fiers » pour avoir sauvé le régime, d'autres encore « ont peur des difficultés », la chaleur en particulier, et certains commencent à grignoter contre les suppressions de permissions qui les empêchent de vagner à leurs affaires familiales.

Plus grave, des « problèmes concrets » non précisés se sont fait jour entre les troupes régulières stationnées à Pékin et celles venues du reste du pays. Il s'agit vraisemblablement de disputes portant sur des questions matérielles comme l'attribution de locaux. Le

commandement supérieur paye le prix de sa décision, de nature politique, d'avoir fait participer à la répression des unités régionales.

Car toutes les indications recueillies par des experts militaires occidentaux tendent à démentir les informations qui avaient circulé dans les heures chaudes de la répression sur la responsabilité unique de quelques unités dans la prise de contrôle de la ville. En malant toute l'armée à l'opération, le commandement a voulu la « mouiller » de façon à éviter la guerre civile. Aujourd'hui, il doit faire cohabiter, dans des conditions nécessairement improvisées, des hommes dont la loyauté va souvent plus au chef d'unité ou au régime qu'à leur commandement, originaires de provinces au régionalisme parfois marqué, parlant la langue nationale, dans certains cas, avec un accent difficile à comprendre.

Enfin, l'article du journal de l'armée faisait état d'un autre niveau de désaccords, entre commandants et commissaires politiques, les priorités des premiers ne coïncidant pas nécessairement avec celles des seconds. D'où la nécessité, soulignée avec insistance, d'« unifier l'idéologie des officiers et des soldats » autour des ordres émis par le Parti communiste. À commencer par celui-ci : préparez-vous à « une lutte complexe et de longue durée » car « la victoire complète n'a pas encore été remportée et la tâche qui repose sur vos épaules est encore lourde ». En d'autres termes : la loi martiale va durer.

Prolongation
de la loi martiale

Divers responsables chinois, en particulier des diplomates, ont confirmé à des interlocuteurs occidentaux ces derniers temps que M. Li Peng souhaitait prolonger l'état d'exception pendant plusieurs mois, de préférence jusqu'aux Jeux asiatiques qui doivent se tenir en septembre 1990. Les organisateurs de ces Jeux asiatiques ont clairement fait entendre qu'il fallait envisager l'éventualité de voir les athlètes se mesurer sous la protection des Kalachnikov.

La raison de l'obstination prônée au premier ministre est évidente : la répression et l'élimination du secrétaire général libéral du parti, M. Zhao Ziyang, n'ont rien réglé des problèmes politiques, économiques et sociaux qui avaient donné lieu à la crise. La meilleure preuve en est peut-être que M. Li Peng ait dû se réconcilier au début du mois à se débarrasser du ministre de la culture, M. Wang Meng, en accordant à son désir de démissionner. Ce faisant, et malgré les efforts de la propagande pour présenter ce départ comme une affaire non politique, le premier ministre a implicitement reconnu que l'unité n'est pas au sein de son gouvernement. Rien n'indique pour le moment que l'infatigable, dont M. Li Peng n'est pas le seul à être jugulé, et l'on est conscient désormais à Pékin que les cent trente millions de « travailleurs » sont loin de constituer le réservoir docile de militants dévoués qu'ils étaient il y a quelques années.

Le successeur de M. Zhao, M. Jiang Zemin, a adopté, tout au long de l'été, un « profil minime », qui consiste à tenir au chaud le siège de chef en titre du parti sans pour autant trop s'exposer. Ses interventions sont rares. Elles sont généralement effectuées sur un ton modéré qui réconcilie des désaccords pouvant exister avec son bouillant premier ministre, numéro deux du parti, allié aux « durs » de la vieille garde. Le dernier grand joueur de cette partie, M. Qiao Guh, chef de la police, se montre encore moins, par souci évident de ne pas s'identifier à l'interrogatoire en cours.

(Publicité)
**MAGHREB
LA BATAILLE
DE L'AUDIOVISUEL**
Les enjeux économiques, mais aussi culturels et politiques de la conquête du petit écran sont considérables, au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Quel sont les forces en présence, les stratégies, les perspectives, les retombées ?
Une enquête dans le numéro de septembre d'Arabica
en kiosques et en librairie
78, rue Joffroy 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14

A la plage...

Par tous ces aspects, encore plus que par la répression d'éloignés écartés aux rejets monétaires, on se croirait à la veille de la révolution culturelle. A une absence près : celle d'un Mao. La popularité de M. Deng Xiaoping est en chute libre — en ville en tout cas — et le régime semble être resté assez rassurable pour ne pas vouloir lancer les paysans dans une agitation politique stérile dont personne ne veut entendre parler dans le monde rural.

La campagne contre la corruption est l'expression paradoxale de l'impasse dans laquelle le régime s'est enfoncé. M. Zhao n'est pas loin de se voir accusé d'avoir favorisé les concessions manifestes que dénoncent les manifestants du printemps. Les autorités de la tendance dure font ainsi mine de satisfaire une exigence de ces derniers alors même qu'elles les rendent responsables de l'insurrection. La campagne semble menée sur une échelle sans précédent. Il n'est pas de province où l'on ne découvre miraculeusement quelques centaines de fonctionnaires véreux. Pourtant, pas un seul « gros poisson » n'a été ferré. Pour l'homme de la rue, la cause est entendue.

Par contre, le souci de blanchir la direction de l'occupation d'affaires familiales a poussé les autorités à adopter une mesure dont les conséquences pourraient tourner à leur désavantage : à présent que les fils de dirigeants n'ont plus le droit — théoriquement, en tout cas — d'occuper des fonctions dans des firmes commerciales, on voit mal ce qui les empêcherait de se lancer dans la seule occupation qui soit désormais à leur portée, la politique. Or il est de notoriété publique que cette progéniture de la génération de la Longue Marche est loin de penser dans les mêmes termes stalinistes que M. Li Peng et les forces vieillissantes sur lesquelles il s'appuie.

Peut-être ce contexte familial contribue-t-il à expliquer la surprenante résistance dont la bureaucratie a fait preuve, pendant ces cent premiers jours de rectification idéologique, à la purge qu'on voulait une nouvelle fois lui imposer d'en haut. Certains Chinois n'hésitent pas à leur tour commettre des erreurs, à se laisser influencer, au besoin par le canal du téléphone pourant sur écoute, des derniers développements de la campagne politique au sein de leur organisme de travail. Ceux qui ont connu les années noires du maoïsme ne se privent pas de commentaires sarcastiques sur l'anachronisme de ces méthodes. Même au sein de l'industrie militaire, sans doute un des secteurs les plus représentatifs de la nouvelle société en cours de gestation, tournée vers l'Occident, on ne se prive pas à l'occasion de gestes de défi.

C'est ainsi que le chef d'état-major de l'armée, le général Chi Haotian, a eu récemment la surprise de constater, en arrivant à Bangkok, que les bureaux de représentation de l'une des plus grosses firmes chinoises d'armement avaient mis la clé sous le paillasson pendant la durée de son séjour, sous prétexte d'une importante réunion dans la station balnéaire de Pattaya. Explication : le général Chi passe pour être allié par mariage à la famille de M. Li Peng, et la firme en question est plutôt proche des libéraux tendance Zhao Ziyang.

FRANCIS DERON.

Proche-Orient

LIBAN

Reprise
des duels
d'artillerie

Beyrouth (Reuters, AFP). — De violents duels d'artillerie ont éclaté, dimanche 10 septembre, dans la région de Beyrouth, trois jours avant la réunion du comité tripartite de la Ligue arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) qui doit tenter de relancer ses efforts de paix au Liban. Ces duels d'artillerie entre unités chrétiennes du général Michel Aoun et forces syro-musulmanes ont fait au moins trois morts et sept blessés dans les secteurs chrétiens et musulmans de Beyrouth.

Selon des sources proches des services de sécurité, des affrontements ont également opposé les forces des deux camps dans la région de Souk-el-Gharb, au sud-est de Beyrouth et sur les hauteurs du Douar, au nord-est. Des obus syriens de gros calibre sont tombés près du palais présidentiel où le général a ses quartiers.

Par ailleurs, le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, chef spirituel de la communauté maronite, a « déploré », dans son homélie dominicale, l'évacuation, mercredi, par les Etats-Unis de son ambassade au Liban, située dans le « pays chrétien ». « C'est un événement déplorable pour le Liban, qui a perdu de l'intérêt aux yeux de l'un des plus importants centres de décision dans le monde, mais aussi pour les Etats-Unis, dont l'homme au Liban leur fait perdre de leur rayonnement et de leur responsabilité », a estimé Mgr Sfeir.

Entrée dans son vingt-deuxième mois

L'intifada ne montre aucun signe d'essoufflement

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, dimanche 10 septembre, le chef de l'état-major adjoint, le général Rhod Barak, a prévenu les ministres : les incidents dans les territoires occupés se multiplient. Le message aura sans doute entretenu certains membres du gouvernement, qui, et à la parution encore sur l'« essoufflement proche » d'un soulèvement entre ce week-end dans son vingt-deuxième mois.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : trente et un Palestiniens tués en juillet dans des affrontements avec l'armée, trente au mois d'août. Le rythme des décès ne s'est aucunement ralenti au cours des premières journées de septembre. En témoignage le bilan enregistré à l'issue d'un nouveau week-end de violence en Cisjordanie et à Gaza : un Palestinien — âgé de onze ans — tué samedi au cours d'affrontements avec l'armée et cinq autres dimanche, faisant de cette dernière journée une des plus sanglantes que le soulèvement ait connues depuis plusieurs mois.

Les heurts les plus graves ont eu lieu à Naplouse. A peine un convoi d'une semaine venait-il d'être levé dans la grande ville du nord de la Cisjordanie qu'une patrouille était attaquée à coups de cocktails molotov. Selon les porte-parole officiels, un officier a ouvert le feu tuant un jeune homme de dix-neuf ans. L'annonce de cette mort a provoqué une bataille rangée entre l'armée et plusieurs groupes de manifestants.

Au moins une dizaine d'entre eux ont été blessés par des tirs à balles réelles, dont un enfant de seize mois touché à un bras. Le convoi-fou a été rétabli à Naplouse, où de nombreux habitants accusent les soldats d'avoir adopté un comportement particulièrement brutal durant toute la semaine passée.

Assassinats
en série

Pas de répit, non plus, dans la lutte que les militants nationalistes mènent contre les « collaborateurs » palestiniens de l'administration israélienne dans les territoires. Dans la seule journée de samedi, le secrétaire de la mairie de Kalkiya, en Cisjordanie, a été assassiné et deux autres « collaborateurs », ou prétendus tels, battus à mort à Gaza.

En Israël, la journée de samedi avait été marquée par une nouvelle agression contre un chauffeur de bus de la compagnie nationale Egged. L'attentat a eu lieu en fin d'après-midi, sur le parcours même d'Aviv-Jérusalem, à l'endroit même où, le 6 juillet dernier, une précédente attaque avait provoqué la chute dans un ravin d'un bus de la même ligne — la 405 — et la mort de seize personnes. Selon la police et les passagers, un Palestinien, hurlant : « Allah ou Achchar ! » (Dieu est grand), s'est rué sur le chauffeur, le blessant de plusieurs coups de couteau. Le chauffeur a réussi à arrêter son véhicule : des passagers ont maîtrisé l'agresseur. Il a été récupéré par deux policiers qui passaient par là en jeep, qui l'ont déposé d'un groupe de passagers en train de le frapper.

La police a indiqué que l'assailant était âgé de vingt-cinq ans, qu'il résidait en Cisjordanie, près de Ramallah (au nord de Jérusalem) et qu'il travaillait à Tel-Aviv. Il avait déjà été arrêté en 1985. Il a avoué avoir agi pour des « motifs nationalistes » et révéler aux enquêteurs qu'il avait assassiné, trois jours plus tôt à Tel-Aviv — pour les mêmes raisons — un Israélien de trente-six ans, père de quatre enfants, employé sur le même chantier de construction. Les policiers se sont rendus sur les lieux et ont retrouvé, caché non loin du chantier, il avait été tué à coups de barre de fer sur la tête.

D'autre part, dans la même soirée de samedi, un accrochage a eu lieu entre une patrouille et un commando de trois hommes qui tentait une infiltration au nord du pays, à la frontière avec le Liban. L'affrontement, qui s'est déroulé côté libanais, a quelques mètres de la frontière, dans la région du Har-Dov, près de la Syrie, s'est soldé par deux morts : un soldat israélien et un des hommes du commando. Les autres membres de ce dernier ont réussi à prendre la fuite. Il y a eu aussi de la tentative d'infiltration à cette frontière en dix jours. Elle a été repoussée, à Damas, par le Front populaire de libération de la Palestine de M. Georges Habbache, mais les Israéliens disent que le groupe appartenait peut-être à une équipe hébreu-coïte composée de militants du Parti communiste libanais et du Hezbollah (chiffres israéliens).

ALAIN FRACHON.

سما من النهر

Amériques

ÉTATS-UNIS : pour les élections primaires à la mairie

New-York balance entre le blanc et le noir

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Un bout de trottoir, au coin de deux rues bien tranquilles de Bensonhurst, un quartier « middle class » de Brooklyn, aussi éloigné des détroits du Bronx que des immeubles en or massif de l'Upper East Side. C'est là que, le 23 août dernier, un jeune Noir de seize ans, Yusuf Hawkins, a été roué de coups de batte de base-ball par une trentaine d'adolescents blancs en furie, avant d'être achevé de quelques balles de revolver. Il était venu, avec deux amis, examiner une voiture d'occasion, mais les jeunes Blancs croyaient qu'il était venu voir une fille de leur groupe, une fille qui avait la réputation et le tort de sortir avec des Noirs.

« Je travaille ici depuis trois ans, il n'y avait jamais eu de moulins incidents, il n'y a pas de tensions raciales ici », la jeune Coréenne qui tient l'épicerie du coin ne comprend pas ce qui a pu se passer. Nick, un solide Italo-Américain qui finit d'absorber son Pepsi, 30 mètres plus loin, comprend encore moins. Il connaît presque tous les membres de la bande, il s'immisce d'Italiens comme lui : « Non, nous ne sommes pas racistes, d'ailleurs il y a des Noirs et des Porto-Ricains qui habitent dans le quartier, ils se promènent sans problème, y compris la nuit. » Quant aux deux Noirs qui s'employaient à déménager du matériel démonté d'un cabinet dentaire, ils haussent les épaules. « Non, les gens ici ne sont pas racistes, et d'ailleurs la couleur de la peau n'a rien à voir, c'était à cause d'une fille... »

Peut-être, mais il n'empêche que ce bout de trottoir est devenu le symbole, le cœur de la campagne pour les primaires qui doivent permettre de désigner, mardi 12 septembre, les deux candidats au poste

de maire de New-York. D'autant qu'une maladresse d'Edward Koch, le tonitruant maire sortant, n'a pas arrangé les choses.

Lorsqu'il y a quelques mois une jeune fille blanche, qui faisait son jogging nocturne dans Central Park, avait été violée et laissée pour morte par une bande de jeunes Noirs, M. Koch avait laissé libre cours à son indignation. Mais cette fois, il s'est surtout distingué en critiquant les manifestants — Noirs et Blancs — qui avaient organisé, après le meurtre de Bensonhurst, une marche de protestation.

Le principal adversaire d'Ed Koch dans la course à l'investiture démocrate, David Dinkins, étant noir — l'incident — a relancé une campagne jusqu'à bien mordre, et suscité des torrents de commentaires sur le thème : « This race is about race » (cette course — électorale — a pour enjeu les questions raciales). Les incidents à connotations raciales ne sont bien sûr pas exceptionnels. Mais la mort du jeune Yusuf a suscité une émotion toute particulière, et a grandement contribué à modifier les données de l'élection, en rappelant un danger dont la gravité avait été un peu noyée, au milieu des innombrables problèmes — drogue, crime, sida, manque de logements — qu'affrontent les habitants du plus grand moule urbain des États-Unis : les tensions raciales donnent d'inquiétants signes de résurgence, et le devoir du futur maire sera de tout faire pour freiner, et si possible renverser, cette évolution.

Edouard Koch saura-t-il le faire, lui qui avait attiré les braises, lors des primaires présidentielles de 1988, en déclarant que « les Juifs seraient fous de voter pour Jesse Jackson », lui que le *New York Times* lui-même dénonce pour son « insensibilité à l'égard des Noirs » (tout en soutenant sa candidature) ?

Sur le papier, la course se présente de manière plutôt simple. Côté républicain, deux candidats blancs, Rudolf Giuliani, l'ancien procureur général de New-York, et Ronald Lauder, ex-ambassadeur à Vienne, et surtout fils de sa mère, la richissime Estée Lauder, propriétaire d'une firme de produits de beauté. De ce côté-là, l'affaire semble réglée. Malgré les 12 millions de dollars qu'il a prélevés sur sa fortune personnelle pour financer sa campagne,

Sur le papier la course à la mairie de New-York se présente de manière plutôt simple. Mais l'enjeu racial n'est pas absent de cette campagne en noir et blanc.

gné, et malgré l'acharnement qu'il a mis à dénigrer son adversaire, M. Lauder ne semble tout à fait incapable de l'emporter sur le populaire Rudy Giuliani.

Côté démocrate, la compétition est infiniment plus serrée. Quatre candidats restent en lice, un Noir et trois Blancs, parmi lesquels un seul, Edouard Koch, compte désormais vraiment, les sondages s'accordant aux deux autres qu'un pourcentage minuscule d'intentions de vote. MM. Dinkins et Koch représentent respectivement les deux principales minorités de New-York, la noire et la juive. Les électeurs noirs (31 % aux primaires présidentielles, au printemps 1988) sont un peu plus nombreux, mais les Juifs (23 %) sont traditionnellement beaucoup plus assidus dans les bureaux de vote.

A mesure que la campagne a progressé, et pour le plus grand malheur de la ville, les choses sont devenues de plus en plus simples : les neuf dixièmes des Noirs ont l'intention de voter pour M. Dinkins, et

plus de 80 % des Juifs pour M. Koch, auxquels il conviendrait d'ajouter une bonne part de ceux qui s'apprêtent à désertir le camp des deux autres candidats en perdition, MM. Ravitch et Goldin.

On aurait tort, bien sûr, de simplifier à l'extrême. On peut porter ça-peu noir et papillottes, mais arborer à la boutonnière un badge explicite « Ed le fou, à la poule », et s'apprêter à voter pour Dinkins, précisément parce qu'on

considère Koch comme un « diviseur ».

Difficile d'imaginer candidat noir plus rassurant que David Dinkins : allure distinguée, traits fins, regard voilé d'une légère tristesse, cheveux blancs, expression mesurée au point d'en être terne et ennuyeuse. L'actuel président de la municipalité (*borough*) de Manhattan se déclare avant tout un conciliateur, un homme qui souhaite passer les plaies — sociales et raciales — ouvertes, selon ses partisans, par Edouard Koch.

Comme M. Koch, et à vrai dire comme tous les candidats, David Dinkins promet de renforcer les effectifs de police et d'être dur avec les criminels — à New-York, dire autre chose serait suicidaire. Mais pour le reste, il se situe clairement plus à gauche, veut construire plus de logements pour les sans-abri et empêcher les propriétaires de garder leurs appartements vides pour spéculer sur de futures opérations immobilières. Son programme social, et le

soutien qu'il a apporté à certains grévistes des hôpitaux municipaux, le rendent suspect à ceux qui redoutent une nouvelle dérive financière, semblable à celle qui mit la ville au bord de la faillite, il y a une quinzaine d'années.

Cette « vieille guimbarde »

Mais il est aussi le candidat logique de tous ceux qui ne supportent plus Ed Koch, sa mégalo-manie irrisolable, ses fanfaronnades, les bouillades qu'il décoche à tort et travers — et puis aussi les aspects les moins réussis de son règne : 184 membres de sa municipalité ont été condamnés pour divers délits financiers et autres abus de pouvoir. Son intégrité personnelle n'est pas mise en cause, mais la mairie, entend-on un peu partout, est « corrompue », offerte au bon plaisir du « big-business ». Justifié ou non, le ras-le-bol était si généralisé qu'il y a six mois on ne donnait pas cher des chances du maire sortant.

Son rétablissement n'en est que plus spectaculaire, et aujourd'hui cette « vieille guimbarde » d'Edouard Koch (pour reprendre l'expression affectueuse du gouverneur de l'Etat de New-York, Mario Cuomo) a de bonnes chances de l'emporter.

On le connaît, il est blanc, et il a tellement plus d'abattage que son adversaire principal. Il faut les voir, l'un et l'autre, faire campagne dans une synagogue de Manhattan : Dinkins, soporifique, expose bien sagement un programme sans surprise, Koch lui se contente d'être lui-même, de parler de lui, de ses grandes qualités et de ses petits défauts. « Même ma mère ne me trouve pas parfait, et il y a des gens bien plus qualifiés que moi pour être maire de New-York. Mais voilà, ils ne se présentent pas... » Et

puis, tout de même, il assure ses arrières : « Je passe mon temps à défendre toutes les minorités, les Noirs, les Hispaniques, les Irlandais, les Italiens... Alors, pourquoi ce Juif ne défendrait-il pas les Juifs ? » Un opposant, adossé à un mur de la salle, l'interrompt : « Et les Palestiniens ?... » — Ceux-là, je vous laisse vous en charger — Tonnerre d'applaudissements dans l'assistance. Edouard Koch peut partir, dans la bonne humeur générale.

Face à cet homme-là, aussi « usé » et aussi horripilant qu'il puisse être, David Dinkins aura bien du mal à l'emporter. Et bien qu'il ait axé toute sa campagne sur l'harmonie raciale et ait soigneusement évité de se présenter comme le candidat des Noirs, il a, lui aussi, dû consacrer les derniers jours de la compétition à consolider sa base, quitte à prendre le risque de faire apparaître à ses côtés Jesse Jackson — un nom qui sent le soufre pour les Juifs de New-York — on ne lui a jamais pardonné d'avoir utilisé un jour, à propos de la ville, le sobriquet de « Youpville », et encore moins de défendre ouvertement le droit des Palestiniens à un Etat. Mais l'ancien candidat à l'élection présidentielle, homme charismatique s'il en est, est aussi le seul qui soit vraiment capable de mobiliser ceux des Noirs qui d'habitude ne votent pas.

En tout état de cause, David Dinkins n'est pas au bout de ses peines. Même s'il l'emporte mardi, il devra encore affronter un autre combat, une autre campagne en noir et blanc, celle-là contre le républicain Rudy Giuliani, un Italo-Américain redoutable en lui-même, et qui, dans ces circonstances, le serait doublement.

JAN KRAUZE.

Afrique

ALGÉRIE : après une épreuve de force entre M. Chadli et M. Merbah

Le nouveau premier ministre annonce d'importantes réformes politiques et économiques

Nommé au poste de premier ministre par le président Chadli, M. Mouloud Hamrouche a présenté, dimanche 10 septembre, aux plus hauts responsables du FLN les grandes lignes d'un programme qui sera soumis prochainement aux députés. Il s'agit d'améliorer les « dispositifs de démocratisation » du pays et de lutter « contre les causes profondes de l'inflation, contre le développement des activités parasitaires et contre la gestion

administrative de l'économie ». Une concertation entre travailleurs et pouvoirs publics concernera notamment l'évolution des salaires. Une nouvelle réforme de l'enseignement visera à adapter l'Université à l'appareil de production et au marché de l'emploi. « Nous voulons, a dit M. Hamrouche, ouvrir avec tous les voiles les plus concrètes et directes qui permettent à la population de soutenir l'action du

gouvernement dans les domaines économique, politique et social. » Le précédent premier ministre, M. Kasdi Merbah, avait d'abord déclaré illégale la façon dont le chef de l'Etat s'était séparé de lui. Après une journée fertile en rebondissements, il s'est finalement incliné dans la soirée de dimanche. Mais il est clair qu'une épreuve de force a eu lieu entre différents clans dans les sphères politiques et militaires.

« manque de clarté », l'article 74 stipulant que le détenteur de la magistrature suprême « nomme le chef du gouvernement et met fin à ses fonctions ».

« Pas d'instructions à recevoir »

D'habitude peu disert avec les étrangers, M. Merbah a exprimé son amertume par des communiqués à l'AFP et à Reuters, ce que ne manque pas de lui reprocher l'Agence Algérie Presse Service (APS). « Le contexte dans lequel mon gouvernement a été désigné et le retard dans la mise en œuvre des réformes politiques ne lui ont pas donné la possibilité d'exercer effectivement les pouvoirs que lui confère la Constitution (...). Le premier ministre a un programme. (...) Il lui appartient de prendre toutes les dispositions pour l'appliquer. Il n'a pas à recevoir d'instructions tous les matins. »

Ce programme, selon l'intéressé, visait d'abord à restaurer une économie bien mal en point et à remettre de l'ordre dans les finances publiques. Pour sa défense, le premier ministre répète avoir trouvé à son arrivée un découvert de 8 milliards de francs dans les caisses de l'Etat... « La dislocation du FLN, les problèmes internes des organisations de masse après le 5 octobre et l'installation de la démocratie pluraliste dans le pays ont laissé le gouvernement seul face à une situation sociale difficile et à une population impatiente », poursuit-il.

Il était difficile d'aller plus loin dans l'exposé d'un conflit avec le chef de l'Etat devenu le secret de Polichinelle depuis plusieurs mois. Face au mécontentement populaire devant la hausse vertigineuse des prix et la persistance des pénuries — dues surtout aux lourdeurs d'un système difficile à réformer rapidement — il n'entendait manifestement

— inaugurer des fonctions totalement nouvelles. Avant l'amendement constitutionnel de l'autonomie, le premier ministre était en fait une espèce de secrétaire général du gouvernement, sans autonomie à l'égard du chef de l'Etat. Nommé par celui-ci mais dorénavant responsable devant le Parlement, M. Merbah avait compris, selon ses déclarations à l'AFP, que « seul un vote de défiance ou une motion de censure de l'Assemblée populaire nationale donne la possibilité au président de la République de mettre fin aux fonctions du gouvernement ». Il admet toutefois que la nouvelle Constitution

— le nouveau premier ministre algérien, M. Mouloud Hamrouche, est né le 3 janvier 1943, à Constantine. Elevé dans une famille de modestes agriculteurs, ce père de trois enfants a obtenu une licence en sciences politiques avant de faire carrière dans l'armée. Il avait pris les armes à l'âge de quinze ans pour participer à la guerre d'indépendance. Entré au comité central du FLN après la mort de Boumedienne, en tant que membre suppléant, il en devint membre à part entière en 1984. Dès 1988, il avait été détaché à la présidence de la République par le ministre de la défense. Onze ans plus tard, il devient chef du protocole, puis secrétaire général du gouvernement en 1984 et enfin secrétaire général de la présidence en 1988. Dans son édition de dimanche, le quotidien *El Moudjahid* évoque « le rôle important qu'il a joué, sous l'autorité directe du président Chadli, dans l'étude et l'élaboration des grandes réformes en cours ».

En choisissant M. Kasdi Merbah pour former le gouvernement des réformes et de l'ouverture un mois après les troubles d'octobre 1988, le président Chadli avait créé une certaine surprise. La réputation de ce colonel d'une cinquantaine d'années n'était pas bonne dans la majeure partie de l'opinion. L'ancien chef de la sécurité militaire sous Boumedienne passait pour incarner un courant rétrograde de l'armée et du FLN, et l'analyse la plus indulgente pour le chef de l'Etat fut que cette nomination visait justement à neutraliser les adversaires du changement, en y associant leur chef.

Il se peut, tout simplement, que le président Chadli ait choisi M. Merbah pour sa compétence et son efficacité en se promettant de contrer ses ambitions personnelles en temps voulu. Sous Boumedienne, le colonel Merbah avait maté les contestataires par des moyens restés dans la mémoire de bien des Algériens, mais avec assez d'adresse pour ne pas aléier à l'étranger l'image d'un régime encore présenté comme un modèle.

Plus tard, l'homme de l'ombre devait réapparaître dans le rôle rassurant d'un technicien en charge de ministères essentiels pour le développement politique. Après l'industrie lourde et avant la santé, il détiend plusieurs années le portefeuille de l'Agriculture. Ce Kabyle, toujours élégant et au visage fin, avait réussi en 1985 à motiver les agriculteurs et à alléger certains circuits de distribution, principalement en lâchant la bride au secteur privé. Déjà à cette époque, le chef de l'Etat avait pensé à lui, l'homme réputé de la « vieille garde », pour porter les premiers coups à l'idéologie du parti.

Celui qui succéda le 9 novembre à M. Abdelhamid Brahimi — ancien ministre du Plan, économiste distingué mais entièrement dépassé par la tourmente d'octobre

Diplomatie

En visite officielle à Paris

Le président tanzanien veut attirer les investisseurs français

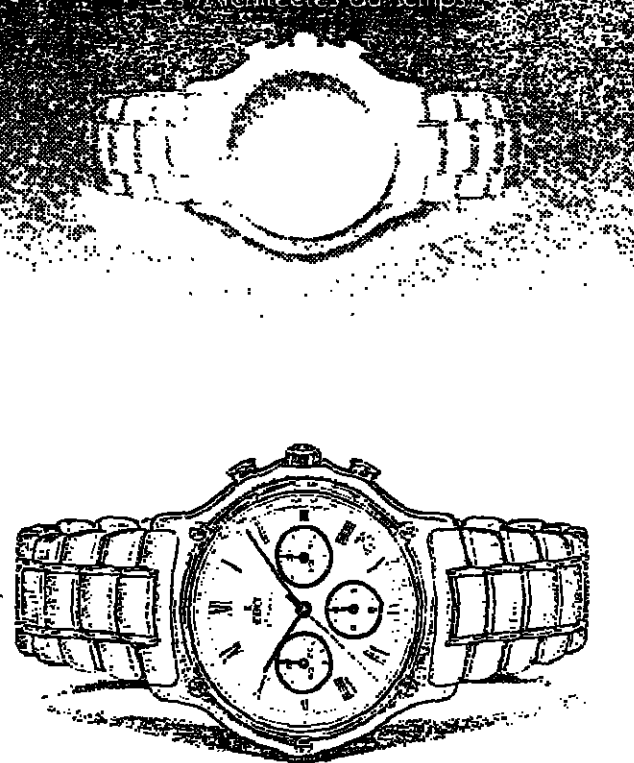
Le président tanzanien, M. Ali Hassan Mwinyi, est arrivé dimanche soir 10 septembre à Paris pour une visite officielle de quatre jours. Il s'entretiendra avec le président Mitterrand et le premier ministre Michel Rocard des possibilités de relancer la coopération franco-tanzanienne, jusqu'ici modeste.

C'est la première visite en France de M. Mwinyi, soixante-quatre ans, qui a succédé en 1985 au président Julius Nyerere. Il a depuis mis en œuvre une politique de redressement économique dans le cadre d'un accord signé avec le FMI en 1986. La situation économique de la Tanzanie reste très difficile. Ce pays figure parmi les bénéficiaires de

l'annulation des dettes des pays les plus pauvres annoncée par M. Mitterrand à Dakar en mai dernier.

Les relations franco-tanzanien sont réduites. Les échanges à très haut niveau se sont limités à deux rapides visites à Paris de M. Nyerere en 1981 et 1985 et à une visite du ministre français des affaires étrangères en Tanzanie en 1982. Les relations économiques sont également modestes. La France n'était que le dix-septième partenaire commercial de la Tanzanie. M. Mwinyi s'efforcera d'attirer les investisseurs français, notamment dans les domaines du tourisme, des transports et de l'énergie. — (AFP.)

EBEL
Architectes du temps



Chronographe, automatique. Acier, étanche 30 m.

Baurrier et Fils
Horloger-Jaillier depuis 1911
26, av. Franklin-Roosevelt - 75008 Paris - Tél. : 42 89 03 29

[illegible]

fier ? Non. associer !

[illegible]

THE PROSECUTIONS
AND DEFENSES

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

2. The second step is the collection of data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must collect data from the sources that are available to him.

3. The third step is the analysis of the data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must analyze the data and determine the cause of the problem.

4. The fourth step is the development of a solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must develop a solution to the problem and implement it.

5. The fifth step is the evaluation of the solution. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the solution and determine if it is effective.

6. The sixth step is the documentation of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must document the investigation and the results of the investigation.

7. The seventh step is the communication of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must communicate the results of the investigation to the appropriate parties.

8. The eighth step is the follow-up. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must follow-up on the investigation and ensure that the problem is resolved.

9. The ninth step is the review of the investigation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must review the investigation and determine if it was successful.

10. The tenth step is the conclusion. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must conclude the investigation and determine the final outcome.

4-7587-222

is proclame la supériorité sur le capitalisme

[illegible][illegible]

● 考 生 考 试 时 间 为 2018 年 12 月 22 日 至 2019 年 1 月 1 日

[illegible][illegible]

LA PUISSANCE D'UN DESKTOP.

Les desktops sont les "gros" micros de bureau.
Les laptops sont les petits micros portatifs.

Vous l'avez compris, par sa puissance, le petit dernier Toshiba appartient au monde des premiers, et par sa taille et sa conception, il se rapproche de celui des seconds. Ainsi, il cumule le confort d'un écran plasma VGA, un clavier complet de 92 touches, trois connecteurs d'extension... et la portabilité! Voici le T3200SX.

VITESSE ET CAPACITÉ : COMME UN GRAND AUSSI.

Son processeur est un Intel 80386SX : compatibilité avec les systèmes d'exploitation et les processeurs passés, présents, et futurs... et vitesse "turbo" (16 Mhz). Pour travailler efficacement : disque dur de 40 Mo et 1 Mo de mémoire... extensible à 13 Mo sans sacrifier un seul connecteur ! Même idée pour le mode VGA : il est intégré, permet 16 niveaux d'intensité sur l'écran plasma, et la couleur sur un écran externe. Tout cela sans carte.

ET PRESQUE LA TAILLE D'UN LAPTOP.

Jugez vous-même : moins de 8 kilos, et 37 sur 39,5 cm ; un véritable record de miniaturisation. Pas de doute, TOSHIBA confirme son avance et sa volonté ; et le T3200SX a bien sa place aux côtés des T3200 et T5200. Chez Toshiba on pense même que tous les micros de bureau seront un jour comme lui... En plus, avec ses deux ports série et son port modem, il vous permettra de toujours avoir le monde entier à portée de la main. Bons voyages.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX
TEL : (1) 47 28 28 28

Politique

Réunis à Evry

Les partisans de M. Fabius veulent mesurer leurs forces au sein du Parti socialiste

M. Laurent Fabius a réuni ses amis, samedi 9 et dimanche 10 septembre à Evry, dans l'Essonne, pour discuter du texte de sa contribution en vue du congrès socialiste qui se réunira en mars prochain à Rennes.

Près de mille cent personnes, selon les organisateurs, ont participé à tout ou partie des débats, parmi lesquelles MM. Jack Lang, Paul Quilès et Jacques Mellick, membres du gouvernement (MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, qui soutiennent, eux aussi, M. Fabius, étaient retenus par une réunion européenne) et la plupart des cent vingt parlementaires et vingt-huit premiers secrétaires fédéraux qui, en juillet dernier, avaient apporté leur soutien au président de l'Assemblée nationale.

« Plaisir d'être ensemble », « plaisir de la rencontre », « plaisir du débat », voilà ce qui a caractérisé, selon M. Fabius, la journée et demie que ses partisans ont passée à Evry. Il est vrai que les élus, les cadres, les militants et sympathisants présents paraissent surpris d'être si nombreux et d'entendre, dans les diverses interventions, des propos si proches de ce qu'ils pensent.

L'objet principal de la rencontre d'Evry était celui-là : faire nombre (un nombre supérieur aux prévisions, bien sûr), montrer qu'on existe, que l'on recrée « sur le terrain » comme dans le meilleur monde et que l'on est sur la même longueur d'ondes.

M. Fabius, dans son discours final, a interprété à sa façon cette bonne humeur. A l'entendre, c'était l'air frais retrouvé après des années sèches et arides. « Le plaisir de la rencontre, a-t-il dit, il y avait probablement quelque temps que nous ne l'avions pas connu. Ou encore : « On se sent bien parce que des idées nouvelles jaillissent ».

L'antijospinisme

Réservant à M. François Mitterrand le titre d'« ancien premier secrétaire », et ne citant jamais ni M. Lionel Jospin ni M. Pierre Mauroy, le président de l'Assemblée nationale a rapporté des propos du chef de l'Etat qui, se rappelant le temps où il dirigeait le parti, évoquait les colloques ne succédant chaque fin de semaine et le « foisonnement d'idées » qui, selon M. Fabius, a été « trouvé ou retrouvé » à Evry.

La rencontre d'Evry a été vécue par nombre de participants comme le vrai départ d'une équipe qui fait remonter, chez les plus expérimentés, le souvenir de combats anciens. M. André Labarrière évoquait les dix-huit députés conventionnels élus autour de M. Mitterrand en 1967. D'autres avaient en tête, surtout, le congrès de Metz, en 1979, grande bataille gagnée par les mitterrandistes contre MM. Rocard et Mauroy, que

M. Gérard Bapt, notamment, a rappelé et que M. Paul Quilès, qui en avait été l'organisateur, symbolisait. Qu'est-ce qui rassemble les fabusiens ? En premier lieu, à n'en pas douter, un ressentiment, qui s'est largement exprimé à Evry, au sujet des années Jospin. On ne gouverne pas le PS pendant sept ans sans mécontenter du monde. A entendre ce qui s'est dit, notamment au sein du groupe qui a discuté, samedi après-midi, des problèmes du parti, celui-ci serait devenu, sous la direction de l'ancien premier secrétaire, muet et apathétique ; il se serait transformé en un ensemble de baronnies tenues par des élus et de plus en plus coupées de la société.

Le pouvoir y aurait été confisqué par un clan, qui continuerait d'y régner derrière l'apparence d'un premier secrétaire, M. Mauroy, otage de ses alliés ; tout y serait fait pour servir l'ambition inavouée du ministre de l'éducation nationale, ceux qui n'y adhèrent pas étant impitoyablement marginalisés et contraints de trouver refuge... à l'hôtel de Lassay. Bref, le PS est en mauvais état, et c'est à M. Jospin qu'il le doit.

La « parenthèse » rocardienne

Revivifier, développer, moderniser le PS, voilà, selon M. Claude Bartolone — qui a fait des travaux de cet « atelier » un rapport public succinct — un vrai « travail d'Hercule ». Les griefs formulés à l'encontre de la direction du PS ne portent pas seulement sur sa gestion, mais, aussi, sur ses choix politiques : celui de M. Mauroy pour succéder, comme premier secrétaire, à M. Jospin ; l'acceptation de l'ouverture, qui a fait préférer des représentants de la société civile à des socialistes comme ministres ; des épisodes comme celui des élections municipales à Marseille (l'avant-projet de contribution se prononce pour la réintégration, au congrès des « nombreux militants exclus », ce qui concerne, au premier chef, M. Robert Vigouroux et, en tout cas, ses partisans).

Enfin, quand le ministre de l'éducation nationale et ses amis expriment leur volonté de rassembler l'axe majoritaire du parti, les fabusiens répliquent que les mêmes avaient monté, l'an dernier, une machine de guerre pour empêcher un mitterrandisme — M. Fabius — de devenir premier secrétaire du parti. L'antijospinisme n'explique pas tout. Les fabusiens sont réunis, en second lieu, par un pari sur les qualités de leur chef de file, sur sa capacité à recueillir l'héritage mitterrandiste lorsque sera refermée la « parenthèse » rocardienne. Mais ce sont là, précisément, les « faux débats » que M. Fabius a tenu à écarter. « Il ne faut pas, a-t-il dit, transformer le débat [de congrès] légitime en un débat pour ou contre le gouvernement. Ce serait surréaliste. Les socialistes n'y comprennent rien, et les Français non plus ».

Ensuite, M. Fabius a rejeté la « confusion entre l'échec nor-

male du débat dans le parti et l'échec présidentiel ». D'abord, a-t-il plaisanté, « personne ne peut répondre à la seule question qui puisse valoir : est-ce que François Mitterrand fera, ou non, un troisième mandat ? ». Mais il ne faut pas non plus, a-t-il ajouté, que « l'échec présidentiel serve à empêcher le débat dans le parti », autrement dit que les initiatives des fabusiens soient désqualifiées au motif qu'elles n'en auraient pas d'autre qu'un projet présidentiel.

Les fabusiens doivent être des « rassembleurs », a souligné M. Fabius, après MM. Paul Quilès et Marcel Debarge, notamment. Aussi mettent-ils l'accent sur les propositions qu'ils défendent et qui sont consignées dans un avant-projet de contribution destiné à être amendé d'ici la réunion du comité directeur du PS, en octobre. « François Mitterrand n'est à personne, mais le mitterrandisme, c'est, d'abord, la volonté de rassembler », a lancé M. Fabius.

Retenant la leçon du chef de l'Etat, le président de l'Assemblée nationale cherche moins à définir un corps de doctrine, s'opposant aux autres, qu'à réunir un éventail correspondant aux diverses sensibilités du PS. De MM. Bérégovoy ou Quilès à M. Debarge — sans parler de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, absents pour cause d'autonomie —, mais représentés par le premier secrétaire fédéral de l'Essonne, — le champ couvert est large.

Cet éclectisme pose, d'ailleurs, quelques problèmes aux fabusiens, que la présence, parmi eux, du ministre de l'économie et celle, maintenant, de M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, rendent prudents dans le débat budgétaire qui s'est ouvert au PS.

Leur prudence est, évidemment, en proportion de l'alacrité avec laquelle les jospinistes mettent en cause le défaut de justice fiscale et sociale qu'ils décèlent dans le projet de M. Bérégovoy. Pourtant, si le débat de congrès ne doit pas, comme l'a dit M. Fabius, donner l'impression d'un parti qui s'écarterait qu'il lui-même, le budget devrait être la bonne occasion de montrer que les socialistes se préoccupent des problèmes des citoyens...

M. Bérégovoy est, avec beaucoup d'autres — avec presque tous les autres, si l'on en juge par la tonalité des journaux d'Evry, — partisan du dépôt par M. Fabius d'une motion, soumise au vote des militants. Convaincus de poser, au moins, les vraies questions sur la place du socialisme dans la société, sur le renouvellement de sa doctrine, sur son mode de fonctionnement et sur la façon dont il doit concevoir d'éventuelles alliances, comment les fabusiens pourraient-ils, selon l'expression de l'un d'entre eux, « aller au bord du Rubicon pour pêcher à la ligne » — c'est-à-dire participer à un marchandage sur les directions de fédération et les places dans les instances dirigeantes du parti, qui ferait l'économie du vote des militants, une motion comme étant, alors, soumise à ces derniers ?

M. Fabius a promis qu'il s'engage « pour agir, et pour agir à fond », mais il n'en a pas dit, ni ne veut en dire, davantage. Ce sera aux fabusiens, qui ont quitté Evry avec le vif espoir de montrer à leur général, le moment venu, qu'il peut les suivre.

PATRICK JARREAU.

(Nous publions demain le texte de l'avant-projet de contribution de M. Laurent Fabius)

Au Grand Jury RTL - « le Monde »

M. Fauroux : le PS aime se regarder le nombril

Interrogé, dimanche 10 septembre, au « Grand Jury RTL - le Monde », M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, a expliqué, à propos de l'Association des démocrates dont il est membre : « La majorité présidentielle excède le Parti socialiste ; c'est cet espace que nous voulons occuper ».

Comme on lui faisait remarquer que l'« ouverture » n'était pas évoquée dans les débats actuels du PS, il a répondu : « Le Parti socialiste est comme tous les partis, il n'aime pas les concurrents qui sont les plus proches. On préfère, à la rigueur, le voisin de l'autre côté de la rue, plutôt que son voisin d'étage (...) Et

La stabilité a prévalu dans les trois municipales et dans quatre des cinq cantons où étaient organisées des partielles, dimanche 10 septembre. Seuls les électeurs du canton de Tarascon ont fourni l'exception en envoyant à l'assemblée départementale des Bouches-du-Rhône le maire du chef-lieu, M. Aillaud, div. dr. qui succède ainsi à un socialiste, décédé. Du coup, le PS et ses alliés se retrouvent à égalité de voix (18 chacun) avec l'opposition de droite au sein du conseil général, présidé par M. Louis Philibert (PS), tête de liste aux prochaines sénatoriales et qui comprend également 11 élus du parti communiste.

La droite nourrissait des espoirs identiques en Dordogne : se retrouver à égalité de sièges au sein du conseil général, présidé par M. Bernard Bioulac (PS). Le scrutin de Haute-Loire ne lui permet pas de concrétiser cette ambition : la gauche a

conservé son vingt-sixième élu face à une opposition qui n'en détiendait toujours que vingt-quatre.

Dans les trois autres cantons, les successions ne se sont pas accompagnées de changement : un CDS est remplacé par un divers droite à Gap (Hautes-Alpes), un RPR l'est par un autre RPR à Ahun (Creuse), un divers droite l'est par un autre divers droite à Anse (Rhône).

Dans les cas où il s'agissait de premiers tours, le Parti communiste enregistre des reculs : - 1,51 point à Tarascon, - 3,68 à Ahun et - 2,13 à Haute-Loire. Le PS, s'il perd Tarascon avec un recul de 8,02 points, progresse de 8,07 à Ahun. Quant au Front national qui n'était présent que dans le seul canton de Tarascon, il voit son électoral considérablement s'éroder : - 8,49 points.

A. CH

Huit élections partielles

Le PS perd un canton dans les Bouches-du-Rhône

Cinq cantonales...

HAUTES-ALPES : canton de Gap-Nord-Est (2^e tour).

Inscr., 3 697 ; vot., 1 701 ; abst., 53,98 % ; suffr. expr., 1 636. MM. Jacques Foisset, div. d., adj. au m. de Gap, 841 voix (51,40 %), ELU ; Christian Graglia, PS, 795 (48,59 %).

[Parlementaire européen, M. Pierre Bernard-Raymond, UDF-CDS laisse la place à l'un de ses adjoints après s'être démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1982, pour respecter la loi limitant le cumul des mandats. M. Foisset bien qu'ayant obtenu la majorité absolue au premier tour n'avait pas pu être déclaré élu faute d'avoir recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des inscrits.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 3 693 ; vot., 1 471 ; abst., 60,16 % ; suffr. expr., 1 408. MM. Foisset, div. d., 725 voix (51,49 %), Graglia, PS, 552 (39,30 %), Baum, MRG, 67 (4,75 %), Mascarelli, PC, 64 (4,54 %). En septembre 1988, M. Bernard-Raymond avait été réélu dès le premier tour avec 55,72 % des suffrages.]

BOUCHES-DU-RHÔNE : canton de Tarascon (1^{er} tour).

Inscr., 10 506 ; vot., 5 444 ; abst., 48,80 % ; suffr. expr., 5 350. M. Thérèse Aillaud, div. d., m. de Tarascon, 2 277 voix (52,10 %), ELU ; MM. Jean-Louis Auvergne, PS, 1 238 (23,22 %), Pierre Valorian, PC, 507 (9,51 %), Maurice Seguin, FN, 466 (8,74 %), M. Catherine Levrard, Verts, 342 (6,41 %).

Le Parti socialiste perd dès le premier tour un siège que détenait l'un des siens depuis 1979, Robert Lalauze, décédé le 6 juillet. Par rapport à 1985, M. Aillaud améliore son score de 17,35 points en pourcentage tandis que le PS recule de 8,02 points, le PC de 1,51 et le FN de 8,49.

Au premier tour des élections de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 9 877 ; vot., 7 105 ; abst., 28,06 % ; suffr. expr., 6 869. M. Aillaud, div. d., 2 387 voix (34,75 %), MM. Lalauze, PS, 2 146 (31,24 %),

Pommer, FN, 1 184 (17,23 %), Languet, PC, 757 (11,02 %), Jousseaume, PSU, 213 (3,10 %), Favro, div. g., 182 (2,64 %). Robert Lalauze avait été réélu, au second tour, avec 3 498 voix (46,38 %), contre 3 305 (44,98 %) à M. Aillaud (34,86 %) et M. Pommer, sur 7 347 suffrages exprimés, 7 567 votants (abst., 23,30 %) et 9 866 électeurs inscrits.]

CREUSE : canton d'Ahun (1^{er} tour).

Inscr., 3 891 ; vot., 2 489 ; abst., 36,03 % ; suffr. expr., 2 434. Jean Aucclair, RPR, 1 332 voix (54,72 %), ELU ; M. Christiane Chaubier, PS, m. d'Ahun, 925 (38 %), MM. André Léonard, PC, 131 (5,38 %), Denis Marpaix, FN, 46 (1,88 %).

[M. Jean-Claude Pasty (RPR), conseiller régional du Limousin, réélu député européen en juin dernier, s'est démis de son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis 1979, afin de se mettre en conformité avec la législation anti-cumul. Même s'il fait un peu moins que son prédécesseur (- 5,87 points de pourcentage), le candidat du RPR l'emporte dès le premier tour. Sa principale concurrente socialiste améliore quant à elle de 8,07 points, le score du PS et le candidat communiste enregistre un recul de 3,68 points.

En 1985, M. Jean-Claude Pasty avait été réélu dès le premier tour avec 1 658 voix (60,59 %), contre 819 (29,93 %) à M. Lardy, PS, et 299 (9,46 %) à M. Psaila, PC, sur 2 736 suffrages exprimés, 2 844 votants (abst., 27,83 %) et 3 941 électeurs inscrits.]

DORDOGNE : canton de Haute-Loire (1^{er} tour).

Inscr., 3 759 ; vot., 2 967 ; abst., 21,06 % ; suffr. expr., 2 883. MM. Jean-Marie Queyroi, maj. p., 1 721 voix (59,69 %), ELU ; Gérard Debet, div. d., m. de Badefols-d'Ans, 888 (30,80 %), Jean-Pierre Courriel, PC, 274 (9,50 %).

...et trois municipales

ISÈRE : Moirans (1^{er} tour).

Inscr., 4 034 ; vot., 2 810 ; abst., 30,34 % ; suffr. expr., 2 761. Liste conduite par M. Max Monnet (PC), 1 403 voix (50,88 %), 22 sièges ; liste conduite par M. Alain Quinet (div. d.), soutenue par le RPR et l'UDF, 846 (30,64 %), 4 sièges ; liste conduite par M. Maurice Charnon (div. d.), 510 (18,47 %), 3 sièges.

[Le tribunal administratif de Grenoble avait annulé, le 16 juin dernier, le second tour des élections municipales de Moirans, en raison d'irrégularités au cours du dépouillement. Trois voix séparées la liste conduite par M. Monnet (PC) de celle, devenue de M. Monnet (RPR), sur 3 179 suffrages exprimés.]

Avec près de 51 % des voix, la liste de M. Monnet l'emporte dès le premier tour alors qu'en mars elle n'en avait obtenu que 44,14 %. En mars, une liste « divers gauche », conduite par M. Michel Pons, avait été écartée de 13,72 %. Cette fois M. Pons, ancien membre du PS, figurait sur la liste de M. Charnon.

Au premier tour des élections de mars, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 021 ; vot., 3 076 ; abst., 23,50 % ; suffr. expr., 2 979. Liste an. g., conduite par M. Monnet, PC, 1 315 voix (44,14 %) ; liste an. d., conduite par M. Monnet, RPR, 1 255 (42,12 %) ; liste div. g. conduite par M. Pons, PS-Div., 409 (13,72 %). Au second tour, la liste conduite par M. Monnet avait obtenu 1 591 voix (50,04 %) et 22 élus, contre 1 588 (49,95 %) et 7 élus à celle qu'emmenait M. Monnet. Il y avait eu 3 179 suffrages exprimés, 3 312 votants (17,63 % d'abstentionnistes) et 4 021 électeurs inscrits.

RHÔNE : Anse (2^e tour).

Inscr., 2 509 ; vot., 1 669 ; abst., 33,47 % ; suffr. expr., 1 632. Liste div. d. conduite par M. Jean-Pierre Pinaut, 944 voix (57,83 %) ; 22 sièges ; liste div. d. conduite par M. Daniel Pomeret, 383 (23,46 %) ; 3 sièges ; liste div. d. conduite par M. Adrien Laude-Bousquet, 305 (18,68 %) ; 2 sièges.

Cette triangulaire à droite se solda par le succès de la liste déjà arrivée en tête au premier tour et qui avait mené de peu la victoire, dimanche dernier, puisque il lui avait fallu trois suffrages de plus pour franchir la barre des 50 %. Cette partielle avait été rendue nécessaire par le décès de M. Michel Lamy, div. d., dont la veuve figurait sur la liste de M. Pomeret, ancien adjoint aux finances.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 2 509 ; vot., 1 695 ;

[M. Jean-Pierre Queyroi succède à son père, Pierre Queyroi, conseiller général (MRG) depuis 1958, décédé le 14 août. Le nouvel élu amène de plus de six points de pourcentage le score réalisé par son père au second tour de 1985, tandis que le représentant de l'opposition soutenue par le RPR et l'UDF en perd 13,14 et celui du PC, 2,13. La droite avait espéré emporter cette partielle ce qui lui aurait permis de détenir vingt-neuf sièges au conseil général, présidé par M. Bernard Bioulac (PS) soit autant que la majorité de gauche départementale.

Au premier tour de l'élection de 1985, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 3 831 ; vot., 3 199 ; abst., 16,51 % ; suffr. expr., 3 136. MM. Louis Barlier, div. d., 1 378 (43,94 %) ; Queyroi, MRG, 1 315 (41,93 %) ; Jean-Marie Eyraud, PC, 365 (11,63 %) ; Jean-Noël Combarot de Barrois, FN, 78 (2,48 %). Pierre Queyroi avait été réélu au second tour, avec 1 769 voix (53,63 %), contre 1 529 (46,36 %) à M. Barlier, sur 3 298 suffrages exprimés, 3 365 votants (abst., 11,02 %) et 3 782 électeurs inscrits.]

RHÔNE : canton d'Anse (2^e tour).

Inscr., 12 651 ; vot., 5 073 ; abst., 59,90 % ; suffr. expr., 4 776. MM. Georges Perrier, div. d., adj. au m. de Saint-Jean-des-Vignes, 2 458 voix (51,46 %), ELU ; Jean-Paul Gasquet, RPR, m. de Liergues, 2 318 (48,53 %).

[Bien qu'arrivé en tête au premier tour, le candidat du RPR, président de la chambre de commerce et d'industrie de Villefranche-sur-Saône est devenu au second tour par un « divers droite ». Ce dernier succède à Michel Lamy, div. d., décédé le 16 juillet dernier.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : Inscr., 12 652 ; vot., 5 215 ; abst., 58,78 % ; suffr. expr., 5 047. MM. Gasquet, RPR, 1 446 voix (28,65 %) ; Perrier, div. d., 1 317 (26,09 %) ; Picaud, div. d., 1 199 (23,75 %) ; Barlier, 536 (10,62 %) ; M. Malfray, PC, 496 (9,82 %) ; M. Revol, POE, 53 (1,05 %). Michel Lamy avait été réélu dès le premier tour en mars 1985, avec 56,61 % des suffrages.]

abst., 32,44 % ; suffr. expr., 1 604. Liste div. d. conduite par M. Pinaut, 880 (49,87 %) ; liste div. d. conduite par M. Pomeret, div. d., 434 (27,05 %) ; liste div. d. conduite par M. Laude-Bousquet, div. d., 370 (23,06 %). Au premier tour des élections de mars 1989, la liste divers conduite par M. Michel Lamy, seule en lice, avait obtenu 100 % des voix et 27 sièges.

RHÔNE : Dardilly (2^e tour).

Inscr., 4 147 ; vot., 2 224 ; abst., 46,37 % ; suffr. expr., 2 168. Liste div. d. conduite par M. Bernard Thomas, 818 voix (37,73 %) ; 21 sièges ; liste div. d. conduite par M. Daniel Le Maire (RPR), 811 (37,40 %) ; 5 sièges ; liste PS conduite par M. Michel Charnon (PS), 539 (24,86 %) ; 3 sièges.

[En raison de la distribution tardive d'un tract émanant de la liste d'union UDF-RPR, conduite par M. Thomas, le tribunal administratif de Lyon avait annulé le scrutin de mars dernier. La liste de M. Thomas avait obtenu en mars le même nombre de suffrages que celle de centre gauche dirigée par M. Marcel Christ. Ces deux listes avaient, pour cette partielle, fusionné. Au premier tour de cette partielle, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 147 ; vot., 2 851 ; abst., 58,54 % ; suffr. expr., 1 991. Liste div. d. conduite par M. Thomas, div. d., 773 (40,66 %) ; liste div. d. conduite par M. Le Maire, RPR, 628 (33,03 %) ; liste PS conduite par M. Charnon, PS, 500 (26,30 %). Au second tour des élections de mars 1989, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 4 129 ; vot., 2 867 ; abst., 52,61 % ; suffr. expr., 2 745. Liste UDF-RPR conduite par M. Thomas, div. d., 933 (33,98 %) ; 19 élus ; liste div. g. conduite par M. Christ, div. g., 933 (33,98 %) ; 5 élus ; liste div. d. conduite par M. Dejean, RPR, 495 (18,03 %) ; 3 élus ; liste PS conduite par M. Charnon, PS, 384 (13,98 %) ; 2 élus.]

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIERES D'ADMISSION

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DES, IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE

Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America

17/25 rue de Chaillot (92016 Paris), (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tai Ming - Hong Kong, et aux USA : Ph.D.



Société

... Le Monde • Mardi 12 septembre 1989 9

RELIGIONS

« Le premier geste de bonne volonté doit être fait par les catholiques polonais »

nous déclare M. Jacek Wojniakowski, directeur du mouvement ZNAK

Regroupant des intellectuels catholiques proches de Solidarité et du pape, le mouvement ZNAK avait été très actif dans l'opposition au régime communiste en Pologne. Son directeur, M. Jacek Wojniakowski, prend, dans l'entretien qu'il nous a accordé, ses distances par rapport aux évènements d'Auschwitz. Il estime que les religieux devraient quitter les lieux et commente « l'antisémitisme sans juifs » qui perdure dans son pays.

« Comment expliquez-vous que l'Eglise polonaise ait pu si longtemps sous-estimer la gravité de l'extermination des juifs au camp d'Auschwitz, qui remonte en cause le dialogue international entre juifs et chrétiens ?

« Nous n'avions jamais pensé que l'installation d'une dizaine de camps de concentration dans un territoire délimité, qu'elles ont remis en usage, jouant de l'excuse de l'absence de juifs dans le camp mais faisant partie de son horrible histoire, ni que leur prière silencieuse pour les morts de toutes les religions et leur vocation expiatoire, puissent offenser qui que ce soit. Personne n'avait protesté contre une église paroissiale érigée plus tard dans une situation semblable à Birkenau, ni contre un couvent de sœurs, plus récemment pourtant que les catholiques, également dans la région d'Auschwitz.

« L'association sociale et culturelle des juifs en Pologne avait été avertie, en 1978, par le curé d'Oświęcim (Auschwitz) que les habitants de cette ville priaient pour les juifs martyrisés près du camp. Cet emplacement était déjà marqué par une croix. L'association remercia le curé, sans autre commentaire.

Interdits de parole

« Il faut se rendre compte que la lutte acharnée des habitants de Nowa-Huta contre les autorités communistes pour pouvoir construire une église avait aussi commencé par l'érection d'une croix, et qu'une autre lutte — celle fois pour l'objectivité de l'enseignement — avait eu comme point d'appui symbolique la présence de croix dans les classes. Ainsi lorsque, plus tard, une voix française nous a dit qu'il ne fallait pas que « l'ombre de la croix tombe sur le camp », il nous a été difficile de comprendre, d'autant plus que la croix des catholiques se dressait là où des milliers de Polonais ont été fusillés et que nous avons l'habitude de mettre des croix sur nos tombes.

« N'y a-t-il pas opposition de deux symboles et de deux cultures ? Comment expliquez-vous la difficulté des Polonais à comprendre le lien symbolique que le

monde entier a établi entre la Shoah et le camp d'Auschwitz ?

« Deux symboliques, deux cultures, dites-vous. Je crois que c'est vrai, même si spirituellement nous sommes tous des séméites, ainsi que l'a dit Pie XI. Ce sont deux visions différentes de nos liens avec les morts. Que dire de ce dogme primordial de la communion des saints, difficile pour beaucoup de chrétiens, insensé peut-être aux yeux des juifs ?

« Je dois avouer qu'autant la Shoah me bouleverse, autant je n'avais jamais réfléchi à son lien symbolique unique avec Auschwitz. Pour moi, tous les camps sont un souvenir terrible du supplice qui peut être infligé par des hommes à d'autres hommes, à un peuple entier.

« Naturellement, les cent mille Polonais morts dans les camps d'Auschwitz ne sont qu'une poignée en comparaison d'un million et demi de juifs. Mais les statistiques, qu'il faut avec effroi garder en mémoire, apportent une note étrangement fautive. Si quelqu'un a perdu dans un camp de concentration sa famille la plus proche, il trouve qu'au-delà des chiffres, qui dépassent l'entendement, il a le droit de prioriser à sa manière, d'abord pour les siens.

« Une telle attitude pourrait-elle transformer les camps en des cimetières chrétiens ? Les juifs en ont peur, et peut-être non sans raison. C'est en tout cas un argument de plus pour céder à leurs demandes.

« Y a-t-il un antisémitisme spécifique à la Pologne ? Est-il lié à des causes historiques précises ?

« A ce sujet, les jugements sont presque toujours sommaires. Essayons non pas de justifier ou de condamner, mais de comprendre. Le nationalisme s'est développé chez nous avec une virulence d'autant plus grande que l'Etat polonais, depuis la fin du dix-huitième siècle, n'existait plus. En même temps, la concurrence économique grandit entre les juifs, d'une part, et les classes moyennes nouvelles, d'autre part, rendue plus âpre encore par un groupe important de juifs russes, que le régime tsariste refoulait, à coups de pogroms, sur les terres ethniquement polonaises.

« Bref, l'antisémitisme moderne naissait, plus détestable peut-être chez nous qu'en France, à cause d'un esprit de clan, primitif et désolé, dans des recueils parfois inattendus du corps social. Mais il n'avait rien de commun avec ces traits meurtriers qui se sont développés au sein de l'antisémitisme allemand.

« La communauté juive était en Pologne, depuis le Moyen Age, plus nombreuse qu'ailleurs : dans le bref intervalle de notre indépendance, entre les deux guerres, elle a compté dix pour cent de la population, une proportion analogue à celle des Noirs aux Etats-Unis. En grande

partie, elle a gardé jusqu'à la seconde guerre ses particularités, si fécondes pour notre culture : religion, langue, costume, coutume, professions...

« Nous sommes sortis de la seconde guerre ruinés, poussés comme un meuble vers l'Ouest et profondément traumatisés. Après avoir été les premiers à dire « non » au totalitarisme, nous avons lutté sur tous les fronts en perdant six millions de morts, dont trois millions de juifs. Or, on ne nous a même pas permis de prendre part aux défilés de la victoire de peur d'offenser les Russes. Et, lorsque nous prenions le risque de parler du Goulag, du pacte Molotov-Ribbentrop et des charniers de Staline, l'Occident haussait les épaules : alors, on sait bien que vous êtes antisémites, antirévolutionnaires et surtout antisémites... Il s'en fallait de peu que l'on dise que les camps, construits sur notre territoire, avaient été conçus, installés et desservis par des Polonais.

Un antisémitisme sans juifs

« Mais quarante ans après, pourquoi la persistance d'un antisémitisme sans juifs en Pologne ?

« Ces bouffées, ces relents d'un étrange antisémitisme sans juifs sont en partie dus à l'ignorance, à l'impossibilité, dans un pays comme le nôtre, de faire subir à certains faits — ou plutôt à certains mythes — une examen critique. Les juifs étaient réputés être en nombre élevé dans des institutions exécutées comme la « planification socialiste », qui ruinait le pays, et la police secrète qui le terrorisait. Mais en parler à haute voix, se demander froidement s'il s'agissait d'un fait ou d'un mythe était un tabou absolu.

« De même, était-il impossible de dire que le fondateur même de la police secrète (Tcheka), Felix Dzierzynski, n'était pas un juif, mais un noble polonais, que parmi les secrétaires successifs du parti qui nous ont poussés dans le gouffre, il y avait probablement pas non plus un seul juif et que, parmi les figures de l'opposition les plus respectées et populaires, les premières places étaient occupées par des Polonais de souche juive.

« Pendant la guerre, ma mère avait abrité, à la campagne, des juifs, avec la certitude qu'elle serait immédiatement fusillée avec toute sa famille si les Allemands découvraient leur identité. Ils devaient changer de domicile assez souvent, sans une fillette, qui est devenue pour nous une sœur cadette. Après la guerre, son père l'a retrouvée. Elle est venue cette année de Tel-Aviv nous revoir, pour la première fois depuis tout ce temps. Je connaissais dans la région d'autres grandes fermes où se cachaient des juifs — mais jamais aucun de leurs ex-

propriétaires n'aurait eu, depuis la guerre, l'idée de s'en prévaloir.

« J'ai voulu, au début des années 60, publier un livre, écrit uniquement par des rescapés juifs. En réponse à un appel dans la presse, nous avons reçu du monde entier des centaines de réponses. Eh bien, il a fallu lutter trois ou quatre ans pour pouvoir enfin le publier. Le ministère de la culture, l'office des cultes, la censure : tout nous était hostile.

« L'idée des autorités était simple : il fallait faire croire aux Occidentaux que seuls les communistes avaient aidé les juifs, et que cette nation d'antisémites doit être bien tenue en bride pour ne pas causer de soucis à tout le monde. Quelques années plus tard, les mêmes autorités communistes déclenchaient une chasse aux sorcières officielle contre ce qui restait de juifs en Pologne. Elles en sont revenues brochant, mais le mal était fait.

« J'ai essayé de proposer ce recueil de témoignages bouleversants à un grand éditeur français. Il m'a répondu d'un ton glacial : « Nous savons tout sur l'antisémitisme polonais. » Je n'ai pas beaucoup le souvenir de cette conversation.

« Comment sortir enfin de cette affaire d'Auschwitz ? Quelles solutions visez-vous ?

« Le premier geste de bonne volonté doit être fait par les catholiques polonais pour manifester leur compréhension de l'horreur incommensurable de la Shoah. Il faut tenir nos obligations et appliquer les accords de Genève, signés par des personnalités juives importantes et — entre autres — par quatre cardinaux, dont l'archevêque de Cracovie. Appliquons ces accords, sans plus tarder et sans épiloguer sur leurs éventuelles déficiences formelles.

« Il faut rapidement construire, à un demi-kilomètre du camp, un centre international et interreligieux de prière et d'étude (avec l'aide financière promise par les Eglises d'Europe), où les catholiques devraient bien vouloir s'installer. Mais n'oublions pas d'informer régulièrement et très clairement l'opinion du progrès des travaux, en leur fixant un préalable des délais réalistes.

Propos recueillis par HENRI TINCO.

● La voyage du cardinal Giamp aux Etats-Unis reporté. — Le primate de Pologne a surné, samedi 9 septembre, un voyage qu'il devait faire ce mois-ci aux Etats-Unis, en raison de la controverse entre juifs et catholiques sur le camp d'Auschwitz. Mgr Giamp devait se rendre à Washington, Boston, Chicago, Cleveland, Milwaukee et Detroit. Il risquait d'être confronté à des manifestations de juifs américains mais aussi la désapprobation de certains catholiques. — (Reuters.)

DÉFENSE

A Paris et en province

Les gendarmes se réunissent en commissions de concertation

Avec pour objectif de rénover le service public de la gendarmerie, cinq commissions sont réunies, à Paris et en province, entre le 11 et le 15 septembre, pour adresser à la fin du mois un rapport au ministre de la défense, M. Chevènement qui avait lancé ce projet le 23 août.

Ces commissions, sont composées de quatre-vingt-six gendarmes volontaires, venant de toutes les formations de la gendarmerie et de tous les grades. Selon M. Jean-Pierre Chevènement, ces structures de réflexion et de concertation sont destinées à informer le gouvernement et le commandement des mesures qui devraient être nécessaires pour rénover le service public de la gendarmerie.

La commission « participation et concertation » se réunit à Rennes dans le but d'imaginer les organes de concertation qui serviront, ensuite, de révélateur des problèmes rencontrés par le personnel. La commission « adaptation aux missions » se réunit à Paris pour rechercher les moyens de préserver la gendarmerie de son sur-emploi actuel. La commission « rénovation du cadre de

vie » se réunit à Lyon-Bron avec pour thème les nouvelles règles de vie susceptibles de faciliter les rapports humains dans la gendarmerie. La commission « contraintes de services » se réunit à Bordeaux-Mérignac et elle est destinée à proposer des solutions qui soulageraient les servitudes actuelles du personnel sans mettre en cause l'efficacité du service. La commission « style de commandement » se réunit à Metz dans le but de définir les attentes réciproques des chefs et des subordonnés.

En principe, chaque commission désignera un sous-officier de l'arme comme rapporteur, mais elle est présidée par un officier choisi par la direction générale de la gendarmerie. Les rapports devront être remis à la fin du mois de septembre au ministre de la défense, qui s'est engagé à en tenir compte pour compléter les mesures annoncées le 23 août et concernant, notamment, l'augmentation des effectifs, la réforme du règlement intérieur de la gendarmerie et une hausse de certains crédits de fonctionnement.

Des états généraux de la dernière chance

Le gouvernement a-t-il pris l'exacte mesure de ce que les gendarmes espèrent de ces réunions qu'ils ont déjà baptisées, en cette célébration du bicentenaire de la Révolution, les « états généraux » de leur corporation ? S'il ne l'avait pas prise, il lui aurait fallu attendre des décennies car les gendarmes, après des siècles d'existence de leur arme et d'acceptation des règles de silence que leur impose leur statut militaire, viennent de prendre conscience, eux, de leur force avec l'agitation épistolaire de cet été.

Pour la plupart des gendarmes qui n'ont pas l'âme syndicaliste mais qui ont été eux-mêmes surpris par les « retombées » politiques de leur fronde, la création de ces cinq commissions ne doit pas servir à enterrer les dossiers. Comme le dit l'un d'entre eux, « nous n'arrivons pas les mains vides » à ces états généraux. Sous-entendu : le ministre de la défense, à qui sont destinés les rapports de ces commissions, devra, à la fin de septembre, avoir « quelques munitions » à distribuer pour désamorcer le mouvement actuel.

N'ayant pas l'habitude de négocier comme un syndicaliste, les gendarmes arrivent, si on les en croit, à la table des discussions avec la ferme volonté de déposer — avec le sérieux qu'on leur reconnaît — un cahier de revendications de leur façon, qui est pour la corporation le minimum attendu duquel, il ne s'agit pas de descendre.

Leur insatisfaction est d'autant plus grande qu'elle a été trop longtemps contenue et qu'ils savent confusément que ce rendez-vous avec le ministre de la défense et leur hiérarchie ne se reproduira plus de si tôt. Ils n'ignorent pas non plus que les cadres des trois armées, à leur tour, sont attendus à ces états généraux de la dernière chance, tant leur sort est lié à celui des gendarmes.

Dans ce contexte-là, où ce sont les sous-officiers qui semblent avoir lancé l'agitation, le gouvernement devra veiller, en particulier, aux états d'âme des officiers de la gendarmerie.

Incontestablement, beaucoup de ces officiers ont été heurtés du manque de réaction, aussi bien du gouvernement que de leur propre hiérarchie, contre les attaques dont ils ont été l'objet, de la part de leurs subordonnés, sur leur style de commandement jugé inadéquat, l'insuffisance de leur formation ou la médiocrité des relations qu'ils entretiendraient avec les personnels sous leurs ordres. Ils sont nombreux à s'estimer « lésés » ou injustement critiqués. Leur ressentiment se nourrit de l'impression qu'ils ont d'être, en quelque sorte, « court-circuités » par cette consultation nationale, même s'ils y ont leurs représentants.

JACQUES ISNARD.

CATASTROPHES

Dans les Landes

Triple enquête ouverte après l'accident d'un hélicoptère de la gendarmerie

Trois enquêtes ont été ouvertes après l'accident, samedi matin 9 septembre, au large de Mimizan (Landes), d'un hélicoptère de la gendarmerie, dont les six occupants ont trouvé la mort (le Monde daté 10-11 septembre). Une enquête technique devra déterminer s'il y a eu défaillance mécanique. Une enquête de commandement devra établir pourquoi l'hélicoptère était en vol irrégulier. Une enquête judiciaire, enfin, a été ouverte par le procureur de Mont-de-Marsan (Landes).

Les six morts sont l'adjudant Jacques Guilloin, le gendarme médecin Philippe Riou, le médecin aspirant Alain Pinon, et trois jeunes femmes, M^{lle} Valérie Larche, Caro-

line de Saint-Pastou de Bonrepas et Florence Pompiet.

Selon le commandement régional de la gendarmerie, il apparaît que cet accident est « un dérapage professionnel majeur ». L'adjudant Guilloin, qui était un pilote expérimenté avec plus de vingt ans de pilotage, s'est laissé influencer par des demandes, après un dîner, d'effectuer de nuit un baptême de l'air. L'hélicoptère, un Ecureuil, n'était pas équipé pour la navigation de nuit, selon la gendarmerie, qui considère que plusieurs fautes ont été commises par le sous-officier.

L'hélicoptère était chargé de la surveillance estivale des plages, et cette mission, qui s'est traduite par plus d'une centaine de « sorties » en deux mois pour des secours en mer et des évacuations sanitaires, devait s'achever vendredi soir 8 septembre. L'adjudant a voulu probablement faire le fin de sa mission par ce baptême de l'air qui allait se terminer tragiquement.

Collision entre deux navires sur le Danube : 164 disparus

Bucarest. — 164 personnes sont portées disparues à la suite du naufrage, dimanche 10 septembre, d'un navire roumain entré en collision avec un convoi de péniches bulgares sur la section roumaine du Danube, près de Galati, a annoncé l'agence roumaine Agerpres.

Seules 18 personnes sur les 169 passagers et 13 membres de l'équipage du navire roumain ont pu être sauvées, a précisé Agerpres. A la demande du chef de l'Etat roumain, M. Nicolae Ceausescu, une commission gouvernementale devait mener sur place une enquête pour déterminer les raisons précises de l'accident. — (AFP.)

● L'accident de l'avion norvégien treize et un corps retrouvé. — Vingt-neuf des passagers disparus au cours de l'accident survenu, vendredi 8 septembre, au bimoteur Conqair norvégien, au large du Jutland, n'avaient toujours pas été retrouvés dimanche soir, pas plus que la boîte noire de l'avion, quand les recherches ont été interrompues. Des médecins légistes danois et norvégiens ont commencé à tenter d'identifier les trente et un corps déjà ramenés à terre en même temps que des débris de l'appareil (sièges, gilets de sauvetage, bagages) et réunis dans le vaste hangar du port danois de Hirtshals. — (Corresp.)

QUINTÉ +

FAUT PAS AVOIR PEUR DE GAGNER TROP !

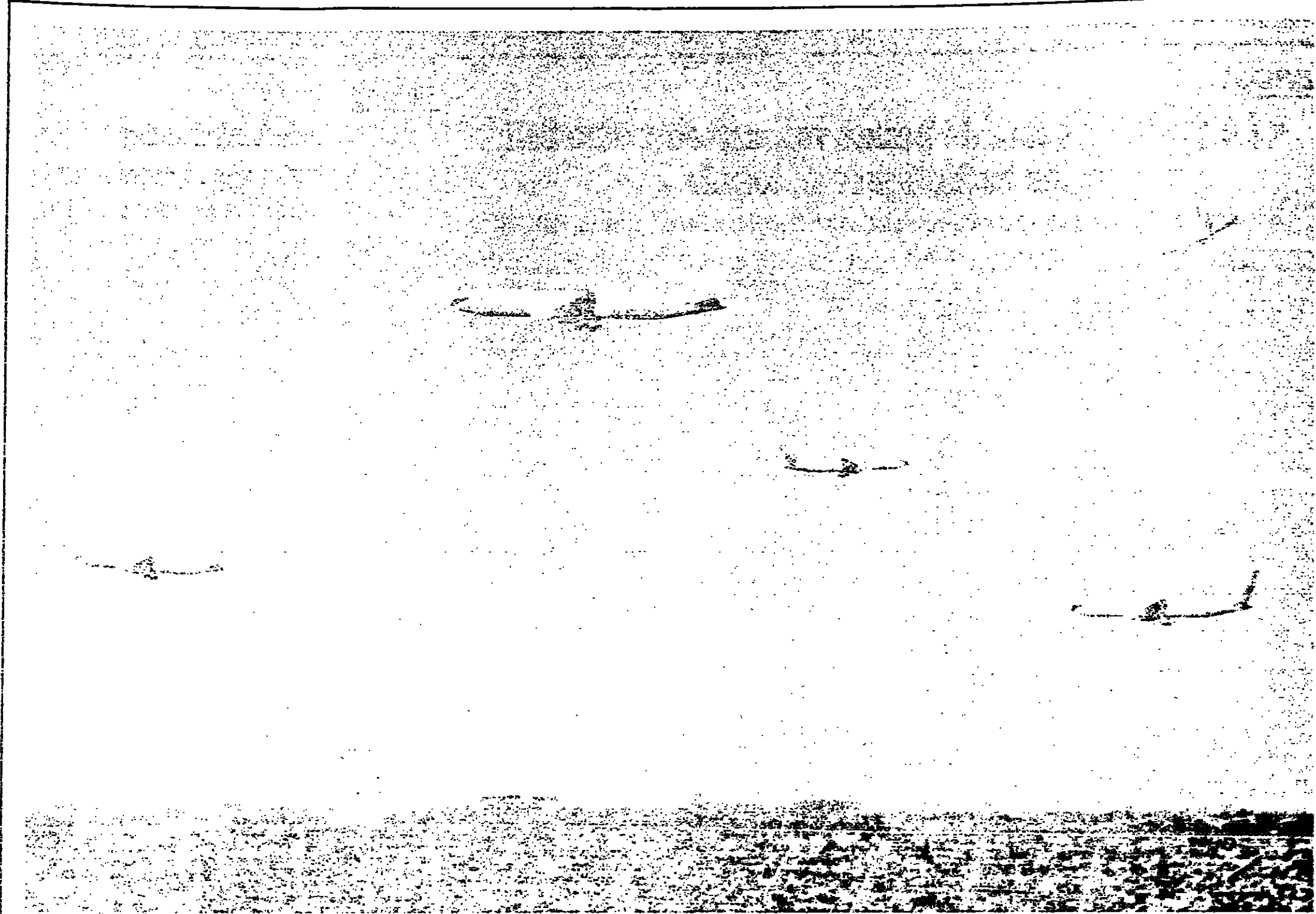


Au Quinté+, avec les 5 premiers chevaux dans l'ordre c'est le début de la fortune. Au Quinté+, vous gagnez aussi avec les 5 premiers dans un ordre différent, les 4 ou les 3 premiers quel que soit l'ordre.

Mise minimale : 10 francs.
Jour de jeu : Chaque mardi.
Où jouer : Dans tous les points PMU.



CHAQUE MARDI



Un joueur peut jouer sur un parking en bord d'aéroport à condition d'être très équilibré.



REUTERS/WUS Photo: Gianni Caccova - Sprint Vision



A Flushing Meadow, tous les joueurs boivent Evian.



صحننا من الامل

L'Open des Etats-Unis

Le tennis à l'heure allemande

Vainqueurs à Wimbledon en juillet dernier des simples féminins et masculins, les Allemands de l'Open des Etats-Unis ont remporté un nouveau doublé à l'Open des Etats-Unis de tennis. Graf a battu, samedi 9 septembre, Martina Navratilova en trois manches, tandis que, le lendemain, Becker s'est imposé en quatre sets contre Ivan Lendl. La victoire de Graf a conforté sa première place mondiale alors que celle de Becker ne lui a pas encore permis d'accéder au sommet de la hiérarchie masculine.

New-York
de notre envoyé spécial

La finale masculine de l'Open des Etats-Unis de tennis a été torride. Il faisait plus de 45 degrés quand les joueurs sont entrés sur le court à 16 h 15 et, quatre heures plus tard, le mercure n'était pas descendu en dessous de 30 degrés, lors de la remise de chèque de 300 000 dollars au vainqueur de cette cent-neuvième édition des championnats d'Amérique.

Pour prévenir les risques de malaise dans la foule, le speaker officiel a maintes fois rappelé aux quelque vingt mille spectateurs qu'ils devaient s'hydrater avec des boissons fraîches et s'hydrater abondamment. On se

demande comment Boris Becker ou Ivan Lendl ne se sont pas effondrés durant cette finale disputée à cent à l'heure dans un tour ? Les deux superbes athlètes ont produit un tennis exceptionnel. Comment aurait-il pu en être autrement ? Ils n'occupent pas les premières et deuxième places du classement mondial par hasard. Lendl avait remporté au début de la saison la levée australienne du grand chelem à laquelle il avait ajouté six autres tournois. Becker s'était imposé pour la troisième fois à Wimbledon après deux victoires en début d'année.

A Flushing Meadow, chacun avait eu sa part d'émotions. Becker avait été sauvé par le filet quand Derrick Rostagno avait eu deux balles de match au deuxième tour. Et Lendl avait été sans doute un peu aidé par les juges de ligne pour se sortir de griffes du Soviétique Andreï Chesnokov qui l'avait agrippé dans un cinquième set féroce au quatrième tour. Mais aucun match ne ressemble vraiment à un autre. Cette finale a donc été exceptionnelle.

Tout s'est passé comme entre deux candidats à la médaille d'or dans un 10 000 mètres des Jeux olympiques. Becker se détachait, Lendl faisait un effort pour revenir à niveau, et Becker produisait une nouvelle accélération qui coupait les jambes à Lendl. Dans le détail, le match a tenu à 4 points : un revers dans le filet et deux doubles fautes

de Lendl, une double faute de Becker.

Premier point important : la partie dure depuis 65 minutes, le score est de 6-6 après que Lendl a remporté de 0-3 ; ne-break. Becker sert. Lendl est crispé. Tellement qu'après deux échanges il met en bas du filet un revers pas plus délicat qu'un autre à négocier. Cette faute le tétanise. Il se retrouve mené 5-0 et perd bientôt 7-2 le tie-break. C'est-à-dire la première manche.

Deuxième point capital : la pendule indique 2 h 20 de jeu, le score est de 1 set parlot et 4-3 en faveur de Becker qui a mené 4-1 ; Lendl est au service, 0-30 à cause de deux coups droit trop longs. Il doit impérativement bien engager. Et il expédie deux boules en dehors du carré de service ; double faute. C'est offrir un nouveau break à Becker qui reprend l'avantage 5-3, s'adjuge la manche au jeu suivant en dépit d'une nouvelle possibilité de break pour Lendl.

Troisième point décisif : les joueurs sont depuis 3 h 18 sur le court, le tableau d'affichage indique que Becker sert à 4-3 au quatrième set après en avoir remporté deux ; avantage pour l'Allemand. Il sert une première balle dans le filet, la seconde est trop longue ; double faute ! C'est la onzième qu'il commet depuis le début de la partie. Il en a le bras comme paralysé. Lendl revient à 4-4 après deux énormes revers.

Dernier point déterminant : cela fait 3 h 45 de jeu, le tie-break de la quatrième manche vient de commencer : 2-1 pour Lendl qui sert. Première balle dans le couloir. Deuxième balle trop longue. C'est la cinquième double faute du Tchèque. Sa capitulation. Becker se détache 4-2 puis conclut sur un service gagnant à 7-4.

Au total, l'Allemand et le Tchèque ont remporté le même nombre de jeux, la différence - une défaite - à 150 000 dollars lors de la cinquième manche. Becker se détache 4-2 puis conclut sur un service gagnant à 7-4.

En atteignant la finale de l'Open pour la huitième année consécutive, Ivan Lendl a égalé le vieux record de « Big » Bill Tilden (1918-1925). Battu l'an dernier par Mats Wilander à ce stade de la compétition, il avait perdu par la même occasion la première place du classement mondial. Il n'en sera rien cette année grâce à l'avance qu'il a acquise avec ses victoires en tournois. Il a donc

estimé qu'il avait fait sa meilleure saison depuis longtemps.

En remportant un quatrième titre du grand chelem sur une autre surface que le gazon anglais, Boris Becker a confirmé qu'il était le candidat le plus sérieux pour prendre la relève de Lendl en tête du classement mondial, alors que les deux années blanches qu'il avait suivies ses premiers titres à Wimbledon avaient fait douter de lui. A vingt et un ans, le garçon naguère un peu trop intempestif a su domestiquer son caractère.

Cette finale marque-t-elle donc la fin de l'ère Lendl et le début de l'ère Becker ? Le Tchèque slovaque, qui tient à rester le premier encore longtemps, a donné rendez-vous à son jeune rival au Masters. Et l'Allemand de l'Ouest avait du mal à mesurer l'importance de ce qui lui arrivait. Il éprouvait des difficultés à trouver ses mots, à ordonner ses idées ; il n'aspirait qu'au repos.

Aurait-il eu la force de soutenir un cinquième set ? A 4-1 dans le deuxième set je n'ai pas cherché à m'accrocher. Je savais que la partie serait longue et je sentais que tout marchait bien avec mon service. A cause de la chaleur et du bruit, c'est finalement un tournoi plus dur que Roland-Garros », a commenté Boris Becker. Il savait bien qu'il venait seulement de franchir une étape sur un chemin encore long.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

OPEN DES ETATS-UNIS A FLUSHING MEADOW

SIMPLES MESSIEURS

Demi-finales. - I. Lendl (Tch., n° 1) b. A. Agassi (E-U, n° 6), 7-6, 6-1, 3-6, 6-1 ; B. Becker (RFA, n° 2) b. K. Krickstein (E-U, n° 14), 6-4, 6-3, 6-4.

Finale. - B. Becker (RFA, n° 2) b. I. Lendl (E-U, n° 1), 7-6, 1-6, 6-3, 7-6.

SIMPLE DAMES

Finale. - S. Graf (RFA, n° 1) b. M. Navratilova (E-U, n° 2), 6-1, 6-3.

DOUBLE DAMES

Finale. - H. Mandlikova (Aut.) et M. Navratilova (E-U) b. M. Fernandez et P. Sharif (E-U), 5-7, 6-4, 6-4.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS

Demi-finales. - N. Kulti (Sud., n° 1) b. F. Santoro (Fra., n° 3), 6-7, 6-3, 7-6 ; J. Stark (E-U, n° 6) b. J. Palmer (E-U, n° 4), 6-2, 6-2.

Finale. - J. Stark (E-U, n° 6) b. N. Kulti (Sud., n° 1), 6-4, 6-1.

SIMPLE JUNIORS FILLES

Finale. - J. Capriati (E-U, n° 3) b. R. McQuillan (Aus., n° 2), 6-3, 6-2.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix d'Italie

Prost en « ferrarista »

Alain Prost (McLaren-Honda) a profité de l'abandon de son équipier brésilien Ayrton Senna pour remporter sa trentième victoire dans un grand prix de formule 1 automobile, le dimanche 10 septembre, sur le circuit de Monza (Italie). L'Autrichien Gerhard Berger (Ferrari) a pris la deuxième place à 7 secondes, devant les Williams-Renault du Belge Thierry Boutsen et de l'Italien Riccardo Patrese et le Tyrrell-Ford du Français Jean Alesi.

Malgré ses vingt points d'avance sur Senna au classement du Championnat du monde, Alain Prost n'est toutefois pas assuré de la conquête d'un troisième titre après les problèmes de moteur qu'il a connus tout au long du week-end.

MONZA
de notre envoyé spécial

Alain Prost a enflammé le « plan rouge ». Jamais sans doute depuis la création du Grand Prix d'Italie en 1921, un vainqueur étranger ne pilotant pas une Ferrari n'avait été salué par les dizaines de milliers d'oriflammes à l'effigie du « cavallino rampante » (petit cheval cabré, emblème de la Ferrari) brandies autour du circuit.

En amonçant sa venue chez Ferrari quatre jours avant le Grand Prix d'Italie (le Monde du 7 septembre), Alain Prost avait créé un climat euphorique autour de la « Scuderia » qui ne pouvait que lui être très favorable. Depuis Juan-Manuel Fangio en 1956, jamais l'écureuil italien n'avait, en effet, recruté un double champion du monde. Le pilote français avait surtout fait vibrer la fibre sentimentale du public en s'estimant lésé par les motoristes de Honda depuis sa décision de piloter les monoplace rouges la saison prochaine.

Pour le public italien, d'abord déçu par le caractère seul d'entrepreneur par le pilote brésilien en début de course, la casse du moteur de Senna relevait du miracle ou, pour le moins, de la réparation d'une injustice commise contre un futur « ferrarista ». La réserve manifestée par les responsables de l'équipe McLaren-Honda, après cette victoire qui leur assurait le titre de champion du monde des constructeurs, n'a fait qu'aggraver le sentiment de malaise entretenu par les déclarations d'Alain Prost.

L'euphorie du premier tour d'essai, le vendredi matin, où tous les tifosi avaient salué debout leur futur idole, s'était vite dissipée. Après la première séance de qualification dominée par les deux Ferrari qui bénéficiaient d'une nouvelle évolution de leur moteur fournissant plus de puissance à haut régime et plus de couple à bas

régime, les ingénieurs Honda avaient dû travailler une partie de la nuit de vendredi à samedi pour revoir la gestion électronique de leur moteur.

Le résultat de leurs travaux avaient été concluant pour Ayrton Senna qui avait signé la treizième huitième place position de sa carrière en reléguant Alain Prost, quatrième, à près de deux secondes. « Si ça continue comme ça, ce n'est même pas la peine d'aller en Australie », avait dit le pilote français avant de se rendre au « briefing » technique de son écurie.

L'étude des enregistrements avaient confirmé ses doutes. Deux secondes d'écart, ce n'est jamais produit depuis le début de la saison, disait-il. En vitesse de pointe, Ayrton dispose de 5 km/h de plus que moi. Il dit que son moteur est parfait alors que le mien « ratacouille » à bas régime. Je sais qu'on ne peut pas tout contrôler en formule 1. Je n'ai pas de preuve mais si j'étais convaincu que cette différence de traitement était volontaire, j'arrêtera la saison sur-le-champ.

La victoire ne l'a pas fait changer d'avis. « Il m'était impossible de battre Ayrton à la régulière, disait-il. Je suis assez content de ce pied de nez mais je ne suis pas rassuré pour le titre car il ne faudrait pas que les problèmes que j'ai connus se reproduisent dans les quatre dernières courses ».

Beaucoup plus que la décision du pilote français de quitter McLaren, c'est l'annonce de son passage chez Ferrari qui a modifié le climat et les rapports au sein de l'écureuil. « Je ressens une gêne, dit Alain Prost. On ne sait plus comment se parler ». Ron Dennis, le directeur, masque mal son inquiétude.

A la suite du recrutement d'Alain Prost, John Barnard, le directeur technique de la « Scuderia » qui avait annoncé en juillet son départ en fin de saison, a proposé de rester. Cesare Fiorio, le directeur sportif, a promis d'examiner cette nouvelle proposition avec « beaucoup d'intérêt ». La presse italienne annonçait même, malgré l'absence de commentaires des intéressés, que Steve Nichols, l'ingénieur attitré de la voiture d'Ayrton Senna, et Tim Wright, un autre ingénieur McLaren chargé des essais avec Honda, pourraient à leur tour rejoindre Alain Prost et John Barnard en Italie.

Si ces rumeurs se confirmaient, Ron Dennis risquerait de voir son équipe déstabilisée la saison prochaine pour affronter une « Scuderia » à l'ambition retrouvée avec l'argent et le potentiel technique de Fiat mis au service d'un ingénieur et de deux pilotes aux talents exceptionnels. Souvent plaisant à ce sujet, Alain Prost confirmerait qu'il a souvent eu « du nez » au moment des choix décisifs pour sa carrière.

GERARD ALBOUY.

Graf sans rivale

Il faudrait s'extasier sur la nouvelle victoire de Steffi Graf à Flushing Meadow. Sept victoires sur huit finales consécutives du Grand Chelem, cela mériterait les plus grandes bravos en toutes autres circonstances. Mais bien que la suspense dans la conquête de ce deuxième titre américain ait été mené samedi 9 septembre jusqu'à la moitié du deuxième set (Martina Navratilova qui avait gagné la première manche a mené 4-2 dans le deuxième), le résultat sera surtout contraindre à mettre en évidence la médiocrité d'ensemble du tennis féminin.

Steffi Graf surclasse ses rivales avec une telle marge de sécurité que l'Allemande de l'Ouest est seulement mise en difficulté lorsqu'elle a des problèmes, physiques ou physiologiques.

L'Allemande de l'Ouest manifeste un exceptionnel tempéra-

ment de gagnante. Mais cette rage de vaincre, qu'elle conserve intacte à vingt ans, ne s'accompagne pas d'un souci de perfection. En fait, Graf a remporté pendant cette année 69 matches sur 71 même si son revers est beaucoup moins performant que l'an passé et, surtout, sa condition physique nettement moins bonne. Et elle ne semble pas partie pour redresser le tir : elle va continuer à s'entraîner de la même façon (le contrat de son entraîneur Pavel Slozil a été renouvelé pour un an à la suite de sa victoire).

En comptant la cérémonie de remise des récompenses, Steffi Graf en remporte moins de sept heures sur le court en sept matches pour l'Open des Etats-Unis. Pour cette prestation, son « salaire horaire » a été supérieur à 300 000 francs.

A. G.

ATHLÉTISME : la Coupe du monde

Kingdom, le dieu des haies

La cinquième Coupe du monde d'athlétisme, organisée du vendredi 8 au dimanche 10 septembre dans le stade de Montjuich, à Barcelone, qui accueillera les prochains Jeux olympiques, a été remportée par les Etats-Unis chez les hommes et la République démocratique allemande chez les femmes. Contrariée par une pluie violente, cette compétition a néanmoins permis à certains athlètes de se mettre en valeur : l'Américain Roger Kingdom (12 s 87/100 aux 110 mètres haies, plus vite que son record du monde mais avec un vent légèrement trop favorable), les Français Philippe Collet (vainqueur du saut à la perche) et Marie-Josée Pérec (gagnante du 400 mètres avant d'être disqualifiée).

BARCELONE
de notre envoyé spécial

Le ciel s'est fléchi au-dessus de Barcelone, ville olympique, pendant les trois journées de la Coupe du monde d'athlétisme. Des colères si violentes que, parfois, cette première répétition des prochains Jeux olympiques a semblé n'être qu'une mauvaise farce. Colère du temps, désespérément pluvieux, au point d'obliger les organisateurs à repousser d'une heure et demie le début de la dernière soirée des compétitions. Colère du public, furieux de patienter pendant plus d'une demi-heure, vendredi soir, avant que le roi Juan Carlos ne se présente pour inaugurer le stade olympique. De la presse, unie dans un même courroux pour protester contre les dérapages à

répétition d'une organisation qui ne paraît pas encore avoir compris que des Jeux olympiques ne sont pas une fête champêtre.

Le stade de Montjuich, sur sa colline verdoyante, a attiré toutes les foudres, toutes les récriminations sur une : celle d'un grand gaillard à la bouille ronde et au palmarès aussi long qu'un chapelet, un Américain de Virginie qui s'en remet à Dieu et qui place dans le 110 mètres haies tous ses espoirs. Roger Kingdom ne s'est plaint de rien. Ni de ce long retard, qui l'a pourtant obligé à s'échauffer deux fois avant le 110 mètres haies, ni de la pluie, ni de cette piste si glissante qu'à chaque haie les coureurs risquaient la chute. Roger Kingdom, vingt-sept ans, double champion olympique, n'a pas même lâché un petit juron contre cette rafale qui a soufflé au pire moment, pour le priver d'un nouveau record du monde (12 s 87) avec 2,51 mètres de vent favorable. Il a seulement remercié Dieu. « Si j'ai gagné, c'est grâce à lui. Il me procure la force nécessaire pour oublier la tension des courses les plus importantes ».

Il n'avait été écrit nulle part dans la destinée de Roger Kingdom qu'il devait battre le record du 110 mètres haies, dimanche soir, sur la piste olympique du stade de Barcelone. Alors l'Américain s'est satisfait de cette victoire sur Colin Jackson, son rival britannique. Et cette performance de 12 s 87, la plus rapide jamais réalisée par un athlète sur cette distance, a suffi à son bonheur. « Battre le record du monde deux fois dans la même saison, ce n'est pas possible », plaisante-t-il. Avant d'ajouter, plus sérieux : « Je dois encore progresser si je veux devenir champion du monde dans deux ans à Tokyo. C'est la seule médaille d'or qui manque à mon

palmarès, et je veux aussi remporter un troisième titre olympique en 1992, ce qu'aucun athlète n'a jamais fait dans toute l'histoire ».

Il fera de l'athlétisme jusqu'à ce qu'il ait « des cheveux blancs », jusqu'à ce que Dieu en décide. Et que sa compagne, Joy Sheppard, l'accepte. « Elle est mon entraîneur, et elle sait m'empêcher de commettre des erreurs dans la vie ». Avec elle, Dieu et John Nubeni, un avocat de football américain à qui il a confié ses intérêts commerciaux, Roger Kingdom ne manque pas de guides. A l'écouter ainsi parler des autres, on croirait presque que lui, double champion olympique, détenteur du record du monde, vainqueur des Universiades, de la Coupe du monde et même victorieux contre la malchance (il a été blessé en 1985), n'est pour rien dans ces records.

ALAIN MERCIER.

EN BREF

● RUGBY : les dirigeants français invitent les Sud-Africains. - Une semaine après la fin de la tournée en Afrique du Sud d'une sélection internationale comprenant sept joueurs français, le bureau fédéral de la Fédération française de rugby (FFR) a décidé, samedi 9 septembre, d'inviter en France une sélection sud-africaine à condition que cette équipe soit composée à 50 % de joueurs noirs.

● FOOTBALL : le Brésil qualifié pour la Coupe du monde. - Le Brésil est officiellement qualifié pour le Mondial 1990 en Italie. La Fédération internationale (FIFA) a décidé, dimanche 10 septembre, de donner match gagné aux Brésiliens contre le Chili (2-0), en dépit des incidents (jet d'un feu de bengale contre le gardien chilien) survenus lors de cette rencontre dimanche 3 septembre à Rio-de-Janeiro.

MOTOCYCLISME : le cinquante-troisième Bol d'or

Elles ne connaissent plus personne

Le motoriste japonais Honda a remporté une belle victoire lors du cinquante-troisième Bol d'or disputé, samedi 9 et dimanche 10 septembre, sur le circuit du Castellet (Var). L'équipage composé des Français Alex Vieira, Jean-Michel Mattioli et de l'Anglais Roger Burnett a gagné l'épreuve moto des 24 Heures.

LE CASTELLET
de notre envoyé spécial

La fête de la moto est d'abord une affaire d'hommes. Souvent seuls sur leurs puissants engins, les « coureurs » convergent régulièrement, à la fin de l'été, vers le circuit du Castellet. Entre cavaliers, on se retrouve. Des bivouacs sont dressés ; fraternisation, rudesse, jeux forains, concerts et, bien entendu, spectacle des concurrents qui tournent sur le circuit constituent le menu d'une migration à laquelle il est toujours bon d'avoir participé pour un motif.

Quelques-uns amènent leurs compagnes. Filles fières aux jeans collants habituées aux déhanchements pour suivre le corps de leur pilote, elles restent discrètes. Parmi ces ombres, dont certaines ne se contentent pas de la place arrière, il y a, paraît-il, des femmes qui rêvent de compétition. Véronique Parisot l'affirme : petite blonde âgée de trente et un ans,oureuse des deux-roues, qui a choisi depuis une dizaine d'années de vivre pour la course.

« Quand je me suis aperçue qu'il était trop difficile de s'entraîner sur la route, je me suis battue pour couvrir avec les grands... », explique-t-elle. Un combat incertain, car, dans ce milieu, la reconnaissance n'est pas chose aisée. Et l'apprentissage de Véronique a eu raison du machisme ambiant. A force de présence aux courses de promotion et d'endurance, elle est parvenue à être la première licenciée de la FIM, la Fédération internationale de motocycles.

Au guidon d'une 500 cc ou d'une 750 cc, elle rivalise avec « les mecs ». Elle grignote les secondes. Elle leur raffe parfois des places d'honneur. « Le plus dur, c'est de convaincre les écuries, et surtout les constructeurs japonais ». Véronique a en partie réussi. Pour ce 53^e Bol d'or, elle a obtenu une Yamaha et le soutien du « team » Gaulois blondes.

En compagnie de deux Canadiennes, aussi hautes que elle ou guidon d'un gros cube, Véronique s'est donc mesurée aux soixante-dix équipages masculins engagés dans l'épreuve. La petite tresse de Kathleen Coburn a joué les pompons

pour des hommes souvent étonnés par le sang-froid de ces demoiselles en cuir bleu... qui ont, hélas ! perdu beaucoup de temps à cause du manque de rapidité et de la négligence des mécaniciens d'une succursale de Rennes chargée de l'assistance.

Dimanche, vers midi, soit trois heures avant la fin de la course, le pire s'est produit. A cause d'une belle cassée, Véronique et ses amis ont dû abandonner l'espoir de se classer parmi les dix premiers. Un incident qui n'empêche pas la Française de penser un jour disposer d'un guidon en championnat du monde de vitesse.

SERGE BOLLOCH.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX D'ITALIE DE FORMULE 1 A MONZA

1. Alain Prost (Fra./McLaren-Honda) les 307,40 km en 1 h 19 s 27/550 ; 2. Gerhard Berger (Aut./Ferrari) à 7/326 ; 3. Thierry Boutsen (Bel./Williams Renault) à 14/975 ; 4. Riccardo Patrese (Ita./Williams Renault) à 38/722 ; 5. Jean Alesi (Fra./Tyrrell Ford) à un tour.

Championnat du monde des constructeurs. - 1. Alain Prost (Fra.), 71 pts ; 2. Ayrton Senna (Bré.), 51 pts ; 3. Nigel Mansell (G-B), 38 pts ; 4. Riccardo Patrese (Ita.), 28 pts ; 5. Thierry Boutsen (Bel.), 24 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

PREMIERE DIVISION (Nouvelle journée)

Bordeaux b. *Toulon... 2-0
*RP 1 et Paris S-G... 2-2
*Cen b. Nantes... 2-0
*Montpellier b. Toulouse... 1-0
*Sochaux et Mulhouse... 0-0
*Lille b. Auxerre... 2-1
Metz et Nice... 0-0
*Saint-Etienne b. Lyon... 1-0
*Brest b. Cannes... 1-0
*Monaco et Marseille (le 21 ou 22-11)

Classement. - 1. Bordeaux, 15 pts ; 2. Paris-S-G, 13 pts ; 3. Mar-

seille, 12 pts ; 4. Toulon 11 pts ; 5. Nantes, 10 pts ; 6. Sochaux, 10 pts ; 7. Toulouse, 10 pts ; 8. Montpellier, 9 pts ; 9. Monaco, 9 pts ; 10. Saint-Etienne, 9 pts ; 11. Auxerre, 8 pts ; 12. Nice, 8 pts ; 13. RP 1, 8 pts ; 14. Mulhouse, 7 pts ; 15. Lille, 7 pts ; 16. Lyon, 7 pts ; 17. Caen, 7 pts ; 18. Metz, 6 pts ; 19. Brest, 6 pts ; 20. Cannes, 6 pts ; 21. Brest, 6 pts ; 22. Cannes, 6 pts ; 23. Brest, 6 pts ; 24. Cannes, 6 pts ; 25. Brest, 6 pts ; 26. Cannes, 6 pts ; 27. Brest, 6 pts ; 28. Cannes, 6 pts ; 29. Brest, 6 pts ; 30. Cannes, 6 pts ; 31. Brest, 6 pts ; 32. Cannes, 6 pts ; 33. Brest, 6 pts ; 34. Cannes, 6 pts ; 35. Brest, 6 pts ; 36. Cannes, 6 pts ; 37. Brest, 6 pts ; 38. Cannes, 6 pts ; 39. Brest, 6 pts ; 40. Cannes, 6 pts ; 41. Brest, 6 pts ; 42. Cannes, 6 pts ; 43. Brest, 6 pts ; 44. Cannes, 6 pts ; 45. Brest, 6 pts ; 46. Cannes, 6 pts ; 47. Brest, 6 pts ; 48. Cannes, 6 pts ; 49. Brest, 6 pts ; 50. Cannes, 6 pts ; 51. Brest, 6 pts ; 52. Cannes, 6 pts ; 53. Brest, 6 pts ; 54. Cannes, 6 pts ; 55. Brest, 6 pts ; 56. Cannes, 6 pts ; 57. Brest, 6 pts ; 58. Cannes, 6 pts ; 59. Brest, 6 pts ; 60. Cannes, 6 pts ; 61. Brest, 6 pts ; 62. Cannes, 6 pts ; 63. Brest, 6 pts ; 64. Cannes, 6 pts ; 65. Brest, 6 pts ; 66. Cannes, 6 pts ; 67. Brest, 6 pts ; 68. Cannes, 6 pts ; 69. Brest, 6 pts ; 70. Cannes, 6 pts ; 71. Brest, 6 pts ; 72. Cannes, 6 pts ; 73. Brest, 6 pts ; 74. Cannes, 6 pts ; 75. Brest, 6 pts ; 76. Cannes, 6 pts ; 77. Brest, 6 pts ; 78. Cannes, 6 pts ; 79. Brest, 6 pts ; 80. Cannes, 6 pts ; 81. Brest, 6 pts ; 82. Cannes, 6 pts ; 83. Brest, 6 pts ; 84. Cannes, 6 pts ; 85. Brest, 6 pts ; 86. Cannes, 6 pts ; 87. Brest, 6 pts ; 88. Cannes, 6 pts ; 89. Brest, 6 pts ; 90. Cannes, 6 pts ; 91. Brest, 6 pts ; 92. Cannes, 6 pts ; 93. Brest, 6 pts ; 94. Cannes, 6 pts ; 95. Brest, 6 pts ; 96. Cannes, 6 pts ; 97. Brest, 6 pts ; 98. Cannes, 6 pts ; 99. Brest, 6 pts ; 100. Cannes, 6 pts ; 101. Brest, 6 pts ; 102. Cannes, 6 pts ; 103. Brest, 6 pts ; 104. Cannes, 6 pts ; 105. Brest, 6 pts ; 106. Cannes, 6 pts ; 107. Brest, 6 pts ; 108. Cannes, 6 pts ; 109. Brest, 6 pts ; 110. Cannes, 6 pts ; 111. Brest, 6 pts ; 112. Cannes, 6 pts ; 113. Brest, 6 pts ; 114. Cannes, 6 pts ; 115. Brest, 6 pts ; 116. Cannes, 6 pts ; 117. Brest, 6 pts ; 118. Cannes, 6 pts ; 119. Brest, 6 pts ; 120. Cannes, 6 pts ; 121. Brest, 6 pts ; 122. Cannes, 6 pts ; 123. Brest, 6 pts ; 124. Cannes, 6 pts ; 125. Brest, 6 pts ; 126. Cannes, 6 pts ; 127. Brest, 6 pts ; 128. Cannes, 6 pts ; 129. Brest, 6 pts ; 130. Cannes, 6 pts ; 131. Brest, 6 pts ; 132. Cannes, 6 pts ; 133. Brest, 6 pts ; 134. Cannes, 6 pts ; 135. Brest, 6 pts ; 136. Cannes, 6 pts ; 137. Brest, 6 pts ; 138. Cannes, 6 pts ; 139. Brest, 6 pts ; 140. Cannes, 6 pts ; 141. Brest, 6 pts ; 142. Cannes, 6 pts ; 143. Brest, 6 pts ; 144. Cannes, 6 pts ; 145. Brest, 6 pts ; 146. Cannes, 6 pts ; 147. Brest, 6 pts ; 148. Cannes, 6 pts ; 149. Brest, 6 pts ; 150. Cannes, 6 pts ; 151. Brest, 6 pts ; 152. Cannes, 6 pts ; 153. Brest, 6 pts ; 154. Cannes, 6 pts ; 155. Brest, 6 pts ; 156. Cannes, 6 pts ; 157. Brest, 6 pts ; 158. Cannes, 6 pts ; 159. Brest, 6 pts ; 160. Cannes, 6 pts ; 161. Brest, 6 pts ; 162. Cannes, 6 pts ; 163. Brest, 6 pts ; 164. Cannes, 6 pts ; 165. Brest, 6 pts ; 166. Cannes, 6 pts ; 167. Brest, 6 pts ; 168. Cannes, 6 pts ; 169. Brest, 6 pts ; 170. Cannes, 6 pts ; 171. Brest, 6 pts ; 172. Cannes, 6 pts ; 173. Brest, 6 pts ; 174. Cannes, 6 pts ; 175. Brest, 6 pts ; 176. Cannes, 6 pts ; 177. Brest, 6 pts ; 178. Cannes, 6 pts ; 179. Brest, 6 pts ; 180. Cannes, 6 pts ; 181. Brest, 6 pts ; 182. Cannes, 6 pts ; 183. Brest, 6 pts ; 184. Cannes, 6 pts ; 185. Brest, 6 pts ; 186. Cannes, 6 pts ; 187. Brest, 6 pts ; 188. Cannes, 6 pts ; 189. Brest, 6 pts ; 190. Cannes, 6 pts ; 191. Brest, 6 pts ; 192. Cannes, 6 pts ; 193. Brest, 6 pts ; 194. Cannes, 6 pts ; 195. Brest, 6 pts ; 196. Cannes, 6 pts ; 197. Brest, 6 pts ; 198. Cannes, 6 pts ; 199. Brest, 6 pts ; 200. Cannes, 6 pts ; 201. Brest, 6 pts ; 202. Cannes, 6 pts ; 203. Brest, 6 pts ; 204. Cannes, 6 pts ; 205. Brest, 6 pts ; 206. Cannes, 6 pts ; 207. Brest, 6 pts ; 208. Cannes, 6 pts ; 209. Brest, 6 pts ; 210. Cannes, 6 pts ; 211. Brest, 6 pts ; 212. Cannes, 6 pts ; 213. Brest, 6 pts ; 214. Cannes, 6 pts ; 215. Brest, 6 pts ; 216. Cannes, 6 pts ; 217. Brest, 6 pts ; 218. Cannes, 6 pts ; 219. Brest, 6 pts ; 220. Cannes, 6 pts ; 221. Brest, 6 pts ; 222. Cannes, 6 pts ; 223. Brest, 6 pts ; 224. Cannes, 6 pts ; 225. Brest, 6 pts ; 226. Cannes, 6 pts ; 227. Brest, 6 pts ; 228. Cannes, 6 pts ; 229. Brest, 6 pts ; 230. Cannes, 6 pts ; 231. Brest, 6 pts ; 232. Cannes, 6 pts ; 233. Brest, 6 pts ; 234. Cannes, 6 pts ; 235. Brest, 6 pts ; 236. Cannes, 6 pts ; 237. Brest, 6 pts ; 238. Cannes, 6 pts ; 239. Brest, 6 pts ; 24

Société

La misère des Tsiganes roumains en exil

Ces Galeux de Tourville-la-Rivière

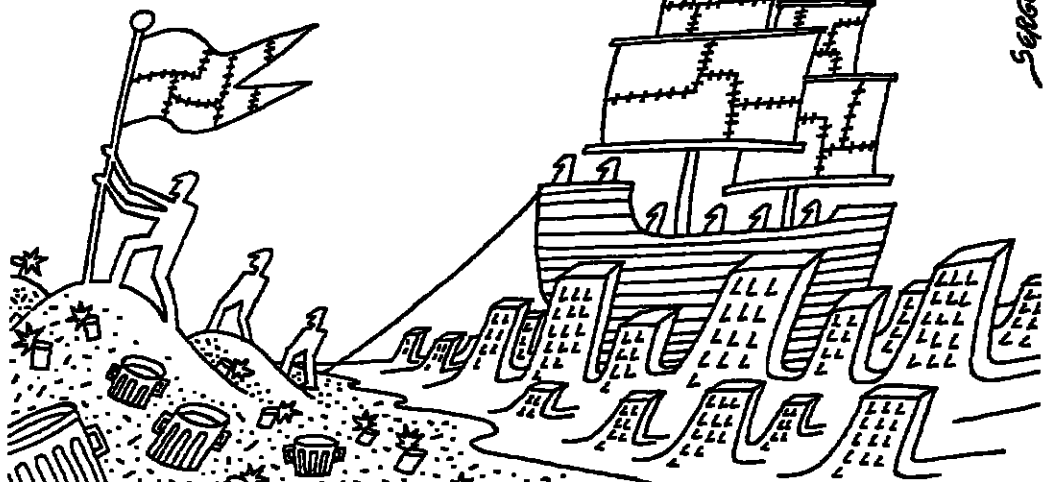
ELBEUF (Seine-Maritime)
de notre envoyée spéciale

Cachée derrière un bosquet, une Tsigane sans âge et son bébé de deux mois accroché à son sein maigre gisent sur un matelas défoncé à même la terre. Ballots informes et gamins en guenilles : Bisa, mère de sept enfants, a posé son berceau la nuit précédente à la lisière de ce terrain vague, arrivée d'on ne sait où. Elle avait appris — mais comment ? — qu'une centaine de Roms ayant fui la Roumanie, leur pays, se terraient sur ce champ poussiéreux en bordure de la Seine, loin des regards policiers.

Réfugiés sans papiers ni argent ni logement, ils ont débarqué début juillet. C'est à la mi-août que la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) les a découverts. Alertée par un journaliste de Paris-Normandie, la DDASS, faute de moyens d'urgence, a prévenu l'antenne locale de Médecins du monde. Depuis, cette association assure les soins élémentaires et mobilise les bonnes volontés, des mairies au préfet en passant par la Croix-Rouge et tous les services sociaux compétents.

« Une telle misère est inacceptable. Il faut trouver une solution et d'abord régulariser leur situation », explique le docteur Vincent Lajarie, responsable de l'intervention. Ce samedi 9 septembre, en début d'après-midi, lui et sa femme, Marie, généraliste, sont à pied d'œuvre. Assistés de secouristes de la Croix-Rouge, ils vaccinent contre la polio et le tétanos les occupants du campement. A l'appel de leur nom, ceux-ci défilent. Les enfants pleurent ; certains hommes cherchent à se dérober, pris de peur. L'examen prend un temps fou, car, tâche supplémentaire, la gale, ici, fait des ravages. Certains Roms souffrent déjà de lésions. Sous l'unique tente dressée, chacun est traité et doit changer de vêtements. La moitié des familles, honteuses de tant de misère, sont ainsi examinées. Faute de temps, les autres seront soignées à la prochaine visite, le mardi suivant. Cette inégalité, une de plus, provoque cris et conciliabules.

Les premiers installés s'effraient de l'afflux soudain provoqué par l'espoir fragile d'une situation plus régulière. De soixante-quinze au départ, ils étaient quatre-vingt onze en début de semaine et plus de cent ce samedi. Ainsi, Bisa, fraîchement débarquée, se cache-t-elle derrière son bosquet dégoûté par crainte de se faire rejeter, mais elle souffre. D'un signe de la main elle demande à parler. Elle ne s'est visiblement pas remise de son récent accouchement. Elle a juste la force de prononcer quelques mots, de montrer sa poitrine « qui lui fait mal » et son bébé épuisé. Prévenue, Marie Lajarie ausculte mère et enfant. Tous deux ont une forte température. « Impossible de les laisser passer la nuit à la belle



droits. Il faut les hospitaliser», décide le médecin.

Sur le terrain vague le bivouac est sommaire — un euphémisme. Aucune tente n'est dressée : le maire de Tourville-la-Rivière, redoutant que les Roms prennent racine, a refusé l'autorisation d'un camping, fût-il provisoire. Pas d'eau portable à moins de 3 kilomètres, la Seine pour se laver, des voitures délabrées où dorment les plus petits. Pour manger, la quête des poubelles et des fins de marché, le produit de la mendicité.

Chaque famille s'est aménagé son « coin ». Couvertures jetées, quelques cages où sont rangées provisions et menus biens et un jerrican d'eau. Une « grande dame », ainsi surnommée pour ses manières volontairement étudiées, a même tendu un fil tendu pour délimiter son territoire. Elle a installé une table et, sur la toile cirée, sert le café, boisson d'accueil traditionnelle. Roumaine mariée à un « Rom » roumain, elle tient à marquer sa différence. Comme une absurde et ultime tentative d'affirmer sa classe sur ce terrain vague.

Le temps, cet été, a été clément, les pluies rares, mais à présent ? Dans quelques semaines, l'été sera interrompu par les bulldozers : un hypermarché doit être construit. L'urgence devient insupportable.

Là-bas chrétien,
ici chrétien

Tous ces exilés sont citoyens roumains, tsiganes sédentarisés depuis plusieurs décennies. Le nomadisme est interdit en Roumanie. Là-bas, les hommes étaient mécaniciens, maçons ou manœuvres. Ils possédaient leur maison, héritée des parents, et fréquentaient leur église pentecôtiste, malgré les persécutions, le président Ceausescu ne tolérant guère que le culte orthodoxe.

La milice, selon les réfugiés, envahissait régulièrement les lieux de culte, usant de brutalité sans parvenir à faire taire la conviction. Elle arrêta les « sages » pour les relâcher après tabassage. Malgré tout, ces familles Roms exilées aujourd'hui à Tourville-la-Rivière persistent à vouloir vivre chez

elles. Jusqu'au jour, en 1986, où les autorités roumaines firent détruire les maisons individuelles pour construire, sur l'espace libéré, des HLM. Ainsi le pouvoir imposait-il ses « agrovilles ». Les Roms pleurent leurs ruines, la maison étant un symbole. Peu de temps après la milice détruisit les églises pentecôtistes : les Roms perdirent leur lieu de culte. Certains, de désespoir, se suicidèrent. D'autres se résignèrent à fuir.

Ainsi l'histoire de Mura, « là-bas chrétien, ici chrétien ». Ce jeune père, originaire de Gataia, une petite ville de la Roumanie, tenta sa chance il y a trois ans déjà. Mécanicien automobile, il avait appris quelques mots de français à l'école. Il sut s'en servir, guettant les camions immatriculés en France, « la terre de la liberté ». Finalement, un transporteur accepta de les cacher, sa famille et lui, dans un conteneur. Mura « paye » son passage, celui de son épouse et de leur enfant au prix fort : 15 000 F par personne. Trois jours plus tard la famille prit pied à Valenciennes, un peu d'or en poche, donné par les proches restés au pays, mais sans les moyens de subsistance. Mura, habile et déterminé, déposa très vite une demande pour obtenir le statut de réfugié politique. Il « fuyait les persécutions roumaines ». Il voulait trouver un travail et « être en règle ». L'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) lui délivra un récépissé rose, le titre provisoire qui ouvre l'accès aux aides d'insertion et à l'emploi. Il finit par trouver un logement HLM au Petit-Quevilly, dans la banlieue de Rouen.

D'autres Roms firent halte à Cléon et à Grand-Couronne. Après avoir traversé le Danube à la nage et la Yougoslavie à pied, ils avaient atteint l'Italie, puis, moyennant finances, franchirent enfin la frontière française. Certains n'eurent pas autant de « chance ». Ainsi Jessica, la trentaine, six enfants, fut-elle reprise par la milice et emprisonnée pendant six mois. Battue sauvagement, elle porta aujourd'hui les cicatrices de ces coups. Après trois tentatives ratées d'évasion, elle réussit à rejoindre son époux à Rouen. Un septième enfant naquit sur le sol

français. Eux aussi ont le récépissé rose.

La question
des « papiers »

Mura, lui, n'a plus, aujourd'hui, aucun papiers. Sa demande a été rejetée par l'OFPRA, son recours également, le 3 août dernier, pour insuffisance de documents prouvant la persécution dont il dit avoir été victime en Roumanie. Depuis, en situation irrégulière, il a, selon la réglementation, un mois pour quitter le territoire français. Il a perdu son logement pour non-paiement des loyers, puisque sans emploi faute de « papiers ». Son père est mort dans une prison roumaine. Sa mère continue à subir les tracasseries de la milice.

Son appartement du Petit-Quevilly, au fil des mois s'est transformé en domicile déclaré de vingt-deux Roms en quête de statut. Les voisins ont vu d'un œil cail « cette tribu » s'installer. La famille vivait selon sa culture bruyante et conviviale : victime de la rumeur sur des vols, elle a été expulsée. Début juillet, les Roms du Petit-Quevilly se sont posés sur le terrain vague, bientôt rejoints par ceux de Cléon, chassés pour des raisons analogues.

Médecins du monde sollicite auprès des autorités un relèvement d'attribution au centre de transit : « Il faudra en rouvrir un, fermé depuis quelques mois, car ceux disponibles sont pleins ». L'association réclame également une aide provisoire à l'insertion : sans elle, comment survivre dans l'immédiat ?

Mais l'organisation se bat d'abord et avant tout comme les exilés Roms eux-mêmes, pour une régularisation au cas par cas. En échange de titres de séjour réguliers qui permettent de travailler, « Les Roms doivent engager leur responsabilité ; rien ne sera facile », répète Vincent Lajarie. « Je voudrais être comme les Africains, comme les Chinois, comme les Français », murmure le jeune frère de Mura, « Pas de faveur particulière, jamais ; mais un emploi. N'importe lequel, et un toit tranquille. Nous disons : la Roumanie, c'est dur. Mais ici, n'est-ce pas encore plus dur ? »

DANIELLE ROUARD.

JUSTICE

Dans un entretien accordé à la Cinq

Le juge Simon promet des « rebondissements » dans l'affaire Villemin

Un jour viendra où il n'y aura plus de mystère Grégory. Le juge Maurice Simon, président de la cour d'appel de Dijon, qui a repris depuis plus de deux ans l'instruction commencée par l'ancien juge d'instruction spénalien, Jean-Michel Lambert, a fait cette révélation dans un entretien diffusé, dimanche 10 septembre, par la Cinq. Un jour viendra, un jour où l'autre, le juge le « pense ». Il n'a pas dit quand ni comment.

Mais cela ne se fera pas sans rebondissements. Le juge promet de nouvelles surprises, du moins il ne « pense pas » qu'elle se termine sans. Près de cinq ans après la mort du petit Grégory Villemin, il estime que le dossier devrait déboucher sur « un mobile, un ou des personnages ». Mais la justice n'a « pas

perdu de temps. Nous avons mis un accent considérable sur la recherche du mobile ».

Le juge se refuse cependant à livrer un quelconque élément de conclusion et même à dire s'il a réussi à savoir où et quand exactement est mort l'enfant, retrouvé pieds et poings liés dans la Vologne.

Bref, le mystère du jour où il n'y aura plus d'affaire Grégory reste entier. Et il se double d'une interrogation sur le « mobile » qui a conduit un juge aussi soigneux sur le respect du secret de l'instruction à donner une interview à une chaîne de télévision. Élément de la stratégie du magistrat ? Paul Lefevre, le journaliste qui a recueilli ses propos, avait lui-même n'avoir pas épuisé l'énigme de ce rebondissement-là.

TAUROMACHIE

Le torero Nimenno II
grièvement blessé à Arles

Le torero français Christian Montcouquiol dit Nimenno II, a été grièvement blessé, dimanche 10 septembre, dans les arènes d'Arles par un taureau de l'élevage de Mirra.

Dans sa chute, le torero a subi une grave luxation avec fracture entre la troisième et la quatrième vertèbres cervicales, entraînant une paralysie des quatre membres et une paralysie respiratoire. Selon le docteur Gabriel Lens, neurochirurgien (hôpital de La Timone à Marseille) qui l'a opéré dans la soirée, le pronostic vital est, ainsi que le pronostic fonctionnel, « très réservé ».

Il y a seize ans, le 29 octobre 1973, dans ces mêmes arènes d'Arles, Christian Montcouquiol, dit Nimenno II, apprenti matador, affrontait un taureau de l'élevage Galache, âgé de six ans (l'âge requis pour les taureaux de corrida est de quatre ans). Cette course de fin de saison, destinée à vider les « cornes » avant l'hiver, n'avait pas attiré la grande foule. Face à ce fauve redoutable que peu de vedettes de la tauromachie auraient osé affronter, Nimenno II, (son frère, torero de talent, se faisait appeler « Nimerio »), se montre courageux, volontaire et « coupe une oreille » à son adversaire. Passée inaperçue, cette journée décida de la carrière de jeune Nimenno.

À l'âge de trente-cinq ans, le plus célèbre matador français, né à Spire (RFA), est installé à Nîmes depuis l'âge d'un an. Démangé par la passion des taureaux, il passe son enfance à courir les chemins de Camargue et tue son premier taureau à quinze ans dans les arènes de Saint-Gilles (Gard). Le 25 avril 1977, jeune torero, se présente à Séville. A l'issue de la morriellada, Luis Bolain, l'ami de Belmonte, pourtant avare en confidences, affir-

maît : « J'ai vu aujourd'hui dans la Maestranza (les arènes) surgir l'ombre du plus grand. Et ce nom est si grand que je n'ose l'écrire ». Le 28 mai 1977, dans les arènes de Nîmes, Nimenno prend l'alternative — c'est-à-dire le titre de matador — des mains du grand torero espagnol José-Mari Manzanares, avec pour témoin Angel Teruel.

Au sommet
de son art

Bon à la cape, excellent banderillero, franc à la mise à mort, Nimenno II payait comptant et s'est imposé dans toutes les grandes « plazas » d'Espagne, de France et d'Amérique du Sud. Après s'être débarrassé d'une certaine fébrilité dans l'arène, le Nimenno était arrivé au sommet de son art. Il n'hésitait pas à affronter les plus dangereux comme ceux des Mirra, de Victorino Martín, les Fraile ou les Maria Luisa. En juin dernier, Nimenno II, qui a mis à mort plus de 800 taureaux, avait connu un succès éclatant lors de la Feria de Pentecôte de Nîmes. Ce jour-là, il tua six redoutables taureaux du fameux élevage de Guadalupe, et était sorti de l'amphithéâtre porté en triomphe.

Blessé à de très nombreuses reprises, Nimenno II toréait en moyenne trente-cinq fois par an, et avait su forcer la porte des arènes espagnoles, souvent fermées aux toreros français. « Quand la bête passe bien, quand mon corps est en parfaite harmonie avec le taureau, quel plaisir, quelle joie ! Le public le ressent. C'est la fête », nous avait-il déclaré en 1983, lors des fêtes pascales d'Arles.

« Suerte », lancent les toreros avant le passe pour conjurer le mauvais sort. « Suerte », murmurent les aficionados qui, depuis le drame, rodent autour de l'hôpital de La Timone où un prince de la tauromachie lutte contre la mort.

JEAN PERRIN.

EN BREF

● Deux skinheads arrêtés à Tours. — Deux skinheads qui avaient aggrégé à coups de couteau un étudiant à qui ils reprochaient un « look de skin de gauche » le 3 septembre à Saint-Cyr-Lespinasse, près de Tours, ont été écroués après s'être présentés spontanément à la police. Marc Forster, dix-neuf ans, a été inculpé de coups et blessures volontaires avec arme, et son camarade, mineur, de voies de fait avec arme, coups et blessures volontaires. Huit cents personnes avaient défilé dans les rues de Tours le 7 septembre pour protester contre la violence skinhead. (Le Monde des 5 et 9 septembre).

Sept kilos d'héroïne saisis à Paris. — Le groupe d'enquêteurs de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants renforcé la semaine dernière par le ministère de l'Intérieur (Le Monde datée 10-11 septembre), a saisi dans la nuit du vendredi au samedi 9 septembre, à Paris, sept kilos d'héroïne. Six trafiquants, d'origine internationale, selon les policiers, ont été interpellés.

● Tribunaux administratifs : deux décrets au Journal Officiel. — Deux décrets concernant les tribunaux administratifs sont parus au Journal Officiel du dimanche 10 septembre. Le premier concerne le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ; le deuxième modifie certains décrets relatifs au contentieux administratif. Les décrets, qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1990, viennent en application de la loi du 10 décembre 1987 destinée à désorganiser les services du contentieux du Conseil d'Etat et qui avait créé cinq cours

administratives d'appel à Bordeaux, Lyon, Nancy, Nantes et Paris. (Le Monde du 15 novembre 1987).

● Mère Teresa est dans un état stationnaire. — L'état de santé de Mère Teresa, soixante-dix-neuf ans, hospitalisée à Calcutta (Inde), était jugé stationnaire dimanche soir 10 septembre. La religieuse, fondatrice des Missionnaires de la charité, a été opérée dimanche, pour recevoir un stimulateur cardiaque. (AFP).

● L'OMS met en place un programme de secours d'urgence. — Le programme de secours d'urgence mis en place par l'Organisation mondiale de la santé est opérationnel, a annoncé le 7 septembre à Nîmes (Nipen) M. Iroshi Nakajima, directeur général de l'organisation. Ce nouveau programme répond aux demandes ponctuelles des pays membres en matière de nutrition, d'alimentation en eau ou de prévention. (AFP).

● Création d'un CAPES de corse. — Le Journal officiel du dimanche 10 septembre a publié deux arrêtés portant création d'un certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (CAPES) de langue corse. Les épreuves écrites d'admissibilité de ce concours comprennent une dissertation en corse sur un sujet de littérature et de civilisation, un thème, une version, et, au choix, soit une composition française, soit une dissertation en anglais, italien ou espagnol. La création de ce nouveau CAPES, dont la première session aura lieu en 1990, avait été annoncée par M. Jospin en octobre 1988, lors d'un voyage en Corse. Un CAPES de breton existe depuis 1988.

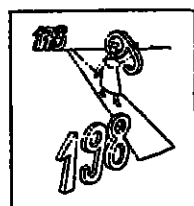
SOS-Racisme
réclame
une « politique
de l'intégration »
des immigrés

« L'antisémitisme le plus primaire est de nouveau à l'ordre du jour », a déclaré M. Harlem Désir au cours du conseil national de SOS-Racisme réuni, dimanche 10 septembre, à Paris. Selon lui, il s'agit là d'une entreprise de banalisation qui déborde l'extrême droite et contre laquelle l'opinion publique doit se remobiliser. Le président de SOS-Racisme estime également que rien n'est encore réglé pour l'intégration des immigrés.

Rappelant que ce point ne figure pas dans les « onze travaux d'Hercule » que s'est fixé M. Michel Rocard, il a souligné que le gouvernement devrait maintenant « passer du discours de l'intégration à une politique de l'intégration ».

En matière d'expulsions d'étrangers, l'organisation antiraciste entend également se battre pour rétablir le principe du recours suspensif qui a été supprimé de la loi sur le droit de l'immigration par décision du Conseil constitutionnel. Selon M. Harlem Désir, cette décision ne remet pas en cause le principe du recours, mais seulement la voie juridictionnelle choisie.

BICENTENAIRE

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Douze mille spectateurs étaient attendus. Ils furent soixante-dix mille, selon les services de gendarmerie, à participer à la fête marquant la célébration, du bicentenaire de la Révolution française, au pied du Puy-de-Dôme, le volcan auvergnat qui surplombe Clermont-Ferrand, baptisé pour la circonstance « Mont-Fraternité ».

L'initiative, que l'on doit au conseil général du Puy-de-Dôme, à majorité socialiste, s'est donc traduite par un succès populaire mémorable. Pourtant, les élus de l'opposition l'avaient fortement désapprouvée, estimant que l'opéra-

Devant 70 000 spectateurs

Le Puy-de-Dôme devenu
« Mont Fraternité »

tion était trop onéreuse (le département ayant pris à sa charge cinq millions de francs).

Dès la nuit tombée, samedi 8 septembre, le célèbre volcan — le site naturel le plus visité de France, après le Mont-Saint-Michel — s'illumina. La lumière de 70 bougies électriques géantes était visible à plusieurs kilomètres. Cette installation gigantesque avait été parrainée par des entreprises de la région, des communes et des sociétés d'économie mixte.

La fête, qui se voulait « républicaine, imaginative et populaire », pour reprendre l'expression de Pierre Boucaud, président PS du conseil général —, s'était ouverte aux accents de la « Suite galactique », hymne à la fraternité composé par Jean-Claude Amiot, direc-

teur du Conservatoire national de la région Auvergne, interprété par 2 500 musiciens des fanfares et harmonies du département.

Par la suite, les milliers de spectateurs qui avaient réussi à parvenir sur place — ce qui n'était plus possible dès 19 h, puisque toutes les routes d'accès au volcan étaient embouteillées depuis Clermont-Ferrand — ont assisté à un gigantesque ballet aérien avec l'envol des « Fraternités », symbole vivant des trois oiseaux de Folon... Armada d'ailes volantes, d'ULM, de parapentes et de montgolfières.

Le spectacle a atteint son apogée avec le final pyrotechnique d'Eric Jeumont et d'Edouard Lacroix qui ont reconstruit, « grandeur nature », une éruption volcanique, sur fond tricolore de fraternité.

JEAN-PIERRE ROUGER.

صلى الله عليه وسلم

CINÉMA

Festival de Deauville

Père et fils

Le Festival de Deauville s'est achevé dimanche dernier avec Indiana Jones et Voyageur sans permis.

Il semble bien que le grand succès du quinzisième Festival de Deauville, soit *Indiana Jones et la Dernière Croisade* (IUP), de Steven Spielberg, en concurrence avec l'inévitable *Batman* pour lequel la Warner avait exigé une seule séance sur invitations, histoire d'intensifier l'événement, de porter à son maximum l'incandescence du public. D'où la grande d'IUP, qui ayant prévu six projections craignant de banaliser son film. On a transigé à trois, dont une suivie d'un dîner de gala au profit de la lutte contre le cancer, et par en rajouter une pour *Batman*, car d'abord, les invitations n'avaient pas été distribuées en nombre suffisant.

Le public, déjà vêtu de smokings, ou sanglé dans des fourreaux smokés, a ri, a battu des mains à ces nouvelles aventures d'Indy, tout aussi rocambolesques que les précédentes, et plus encore barbaques.

Un régal pour ceux qui aiment les merveilleuses légendes, les contes de mystère, les labyrinthes, les énigmes et les embûches, les poursuites balistiques parées de pièges, de dangers terrifiants, de gags à la *Magic Circus*, où les bons sont beaux et sympathiques alors que les méchants sont redoutables et finalement avalés par l'enfer.

Une balle de base-ball

Quant à ceux qui n'aiment pas, tant pis pour eux. Ils rateront des super morceaux de bravoure : comme les *James Bond*, les *Indiana Jones* comportant des figures imposées, qui, bénéficiant de l'expérience passée, atteignent une étonnante acuité, elles vont à l'essentiel. Ils rateront surtout le face-à-face d'Indy toujours Harrison Ford et de son père, Sean Connery. Un face-à-face qui lézarde l'assurance du séduisant archéologue au fouet et le rend plus humain. Un délice.

Indiana Jones était en tout cas le film le plus acclamé du Festival, sans même parler de *Indiana*, par Oja Kodar, femme d'Orson Welles à qui il n'a pas légué sa créativité. Pour raconter une histoire en spirale qui relie, une fois de plus, des époques de la nuit — trévas, peurs, gigs, cloches.

Rock et prix

Le Festival de Deauville n'est pas compétitif, mais comme on vit un monde de compétition, il distribue quand même des prix. Celui du public — un public touché par une émotion très forte — a été décerné à *Torch of Song Trilogy* (le Monde) daté 10-11 septembre, celui de la presse au *Dossier* (documentaire qui retrace le parcours d'un auteur judiciaire le Monde) daté 3-4 septembre.

Le festival, cette année a invité un nombre considérable de journalistes qui n'étaient pas à Venise, car les deux manifestations ont lieu en même temps. Ils étaient 430 dont 58 venus de l'étranger, ce qui élargit considérablement l'audience du festival et sa médiatisation.

Pendant le week-end, la ville et les alentours étaient en pleine activité, mais la semaine, les rues étaient dans la brume du matin, d'un vide absolu. Pourtant, il y a eu au minimum 40 000 entrées pour l'ensemble des séances. Les musées et les sous ont fonctionné. Il y a eu des fêtes, une expo de grosses voitures chronométrées, un concours de rock pour marquer la projection de *Great Balls of Fire*.

Les stars étaient présentes. Elles ont considérablement rejoint. Il y a eu une année avec à la fois Bette Davis et Janet Leigh. Cette fois, le seul papa était Robert Mitchum. Laurence Bacall s'est cachée dans une limousine blanche aux vitres fumées, longue comme un vaisseau. En ordre d'âge décroissant, on a vu Kim Novak à l'occasion d'un hommage, l'arrivée de Mickey Rourke, presque aussi indifférent que dans son rôle de Johnny Balle Gueule et, pour Batman, Kim Basinger dont la conférence de presse, c'est sûr, a suscité bien des vocations journalistiques.

plus un diva nymphomane, une folle qui place dans tout des certificats de virginité. Pour décrire cet univers érotique, Oja Kodar se borne à enchaîner sur un rythme mou, de façon appliquée, des scènes mal ficelées.

Le film s'était fait attendre, car il y avait en confusion de copies. Celle sous-titrée en français était partie à Venise tandis que Deauville recevait celle sous-titrée en italien. Mais c'était se donner du mal pour rien que de s'obstiner à répéter l'erreur.

Et puis le Festival s'est achevé avec *Voyageur sans permis*, de Skolimovski, road movie classique, James Belushi, gentil mais simplet depuis qu'il a reçu une balle de base-

ball derrière l'oreille, s'y trimbalait dans une vieille Lincoln rouillée avec Whoopie Goldberg, à qui une tumeur au cerveau donne des crises de violence automutilatrices. Il pense que son père l'aime, elle croit que sa mère ne l'a jamais aimée. Ils se trompent tous les deux. Elle rencontre sa mère dans un cimetière, mais vivante. Il arrive chez lui pour les obsèques de son père. Entre lui et elle s'établit une sorte d'amitié virile.

Leur balade est prétexte à montrer une Amérique pleine d'obèses, de malfrats, de grands enfants qui font la parade, de paysages minifricolés, c'est le rêve américain de Konchakovski, parmi tous les autres.

COLETTE GODARD.

Festival de Toronto

Pile, face et sur la tranche

C'est par une triple première mondiale que s'ouvrait jeudi dernier le Festival du cinéma de Toronto. Devant la ruée du public (et la descente en masse d'un état-major de la Warner), le Festival devait en effet réquisitionner deux cinémas supplémentaires et trimbalait de salle en salle l'unique copie, à peine sèche, de *In Country*, le vingt-cinquième film de Norman Jewison (dans la chaleur de la nuit).

Quatorzième de la série, le festival des festivals se définit déjà par son titre. Manifestation non compétitive (contrairement à celle de Montréal), il choisit, en première récolte, les meilleurs films présentés dans les autres festivals (*Jésus de Montréal*, *Sissi*, *messange et vidéo*, *Trop belle pour toi*, *Monsieur Hire*).

Sur le plan de la fréquentation cinématographique, la ville de Toronto semble avoir le profil exact du marché de type nord-américain. Dès lors, elle constitue pour l'industrie du cinéma américain une tête de pont, une rampe de lancement, au même titre que New-York et Los Angeles. Vétérans des relations publiques, Helga Stephenson, directrice du Festival, en tient astucieusement compte et pimente sa manifestation de « galas hollywoodiens avec stars ».

Ses arrières assurés, elle s'en va piocher avec jubilation dans le répertoire réputé « insortable » des films indépendants ou étrangers (français, chinois, polonais) qui demandent au spectateur un peu plus de réflexion que le dernier *Eddie Murphy*.

C'est dans des séries qui s'intitulent : « Le cinéma mondial contemporain », « Folles de Minuit » (nouveaux mensuels, dont un nouveau *Docteur Caligari* sado-masochiste-érotique), « La France », « Cinéma pour enfants » ou « Émergence » (le cinéma de femmes au Canada) que le Festival trouve sa

raison d'être esthétique (sinon financière). Mélange de conformisme et d'audace, de films commerciaux et expérimentaux, le Festival est de ce fait une arme à double tranchant.

In Country est à l'image de ce festival à double visage. Côté pile, c'est un pur produit hollywoodien. Le réalisateur en est un vétéran estimé (*La chaleur de la nuit*), les stars en sont Bruce Willis (le flic-tueur *Clair de lune*, *Die Hard*) et Emily Lloyd (*Cookie*, *Wish you were here*) — ce qui devrait séduire au moins deux générations de spectateurs.

Profondément américain (il y est question du Vietnam), *In Country* est, côté face, « presque européen ». Entendez par là qu'il se veut avant tout étude de caractères. Plutôt qu'un film sur le Vietnam, c'est un film sur les remises de la guerre aux États-Unis. Bruce Willis, le survivant, n'est pas au centre de l'histoire. Il obéit à la place à Samantha (Emily Lloyd), dix-sept ans, habitant le Kentucky, qui tente de comprendre les ravages opérés par la guerre dans son entourage.

Les performances des acteurs sont remarquables (Willis est très inattendu), et les spectateurs avaient encore les larmes aux yeux en se précipitant sur les petits fours de la « Opening Night Party », sponsorisée, comme toute manifestation artistique en Amérique du Nord, par une grande marque de bière.

Deux des séries parallèles démarraient à la même heure que *In Country*. « Le cinéma contemporain » avec *Le Voleur de savonnets* de Maurizio Nichetti, parodie tous azimuts du néo-réalisme italien et « la France », avec *Chine ma douleur*, de Dai Sijie.

Cette section entend miser sur ce qui sera peut-être la nouvelle vague du cinéma français et la présenter. Assemblée pour nous bécotiller, qui réunit, outre Dai Sijie, Jean-Jacques Beineix (dont le triomphe de *Diva* à Toronto déclencha la sortie de *Il faut le dire*), Claire Denis (*Man au Ruq*), Bruno Delmonne (*Le Grand Cirque*, produit par Beineix), mais aussi Jacques Rivette (*La Bande des quatre*), Bertrand Tavernier, Alain Corneau, Bertrand Blier, Yannick Bellon (*Les Enfants*

Fallgropen, de Vilgot Sjöman Berlin-Jérusalem, d'Amos Gitai Scugnizzi, de Nanni Loy I Want to go Home, d'Alain Resnais.

Pour donner une idée du climat émotionnel et doucement délétère qui imprègne sournoisement les esprits cinéphilos en villégiature au Lido, il suffit de mentionner, par exemple, les premières images du générique du film suédois *Fallgropen* (le *Pige*), de Vilgot Sjöman : une allumette maigrichonne dont la flamme vacille sur le noir de l'écran tandis qu'un robinet mal fermé goutte obstinément. Un professeur de théologie, spécialiste de saint Jean de la Croix, essaie de sauver du suicide une candidate malheureuse à l'examen et se retrouve avec une jolie camarade de la défunte en de furieuses galipettes.

C'est curieux comme les jeunes femmes dans ce film ont de l'appétit pour ce « cinquante » groupé et replet qui pousse des cris de goret quand il ne parle pas de Dieu. Peut-être est-ce parce qu'elles sont schizo-phrènes ou dépressives, mais enfin, de retrouver au lit avec le professeur en écoutant la *Africa Cristalle* et en regardant des tableaux religieux, ce n'est pas une émotion érotique facile à faire partager.

La monotonie qui se dégage du film d'Amos Gitai *Berlin-Jérusalem* est d'un autre ordre. L'histoire de ces deux femmes, Mania Wilbuschewitch et Elise Lasker-Schuller (le Monde du 9 avril 1989), qui furent parmi les pionnières de la création d'Israël, est une histoire vraie et forte, pleine d'événements et de drames. Amos Gitai a choisi de ne pas la raconter, mais de la peindre en de vastes plans expressionnistes, en jouant sur l'ellipse et l'alternance des lieux, Berlin et l'arrivée des nazis, Jérusalem et les premiers kibboutz.

Une réflexion esthétique et grave sur un sujet actuel (les dernières séquences évoquent la répression dans les territoires occupés), mais l'on ne voit pas du tout pourquoi l'auteur s'est privé d'un matériel his-

La 46^e Mostra de Venise

Chères patries

torique passionnant qui aurait donné à ses héros plus de chair, mieux que le simple plumeau noir qu'Elle tient à la main en arrivant à Jérusalem, sans doute en signe d'égarement.

A mille lieues de toute anstérité, l'Italienne Nanni Loy a présenté Scugnizzi devant un public enthousiaste. Ces « gamins de Naples » sont des jeunes délinquants d'un centre de redressement napolitain qu'un entrepreneur de spectacles peu scrupuleux se charge de transformer en comédiens pour raffer au passage une subvention destinée à l'enfance malheureuse. Il va connaître, et nous avec lui, les abîmes d'horreur quotidienne, de misère, de violence, qui frappent ces garçons très jeunes (de dix à dix-huit ans), dont certains sont plusieurs fois criminels.

Le propos de Nanni Loy est de dénoncer l'hypocrisie de la société qui engendre ces gamins, les exploite avant de les boucler, et il ne nous cache rien de la face obscure de Naples, « la ville la plus triste du monde ». Mais arrachées, gosses drogués, battus ou même abattus par la Mafia. Mais comme tout est repris, séquence par séquence, dans la comédie musicale qu'interprètent les gamins, sur un mode plus gai, on passe sans cesse de l'affreux au cabaret chantant. C'est voulu, délibéré, mais cela coïncide un peu tout de même, ce passé de *Fame* et de *Schindler*, à la fois pamphlet nécessaire et comédie racoleuse : le public italien a beaucoup aimé, la critique se tait encore.

Le film d'Alain Resnais, *I Want to go Home*, a pour sa part rassemblé tous les suffrages à la projection du soir en présence du maître (si distingué, regard argenté, Français dans le bon sens du terme), comme dans les votes par étoiles des journaux internationaux publiés chaque jour par la *Repubblica*, et ceux du public collationnés par la pâtisserie Ramieri, ce qui n'était pas évident a priori.

Cette fable, entre la comédie musicale, elle aussi, et le cours de linguistique attrayante, est, comme souvent chez Resnais, assez déroutante au départ. Mais si l'on va voir les films de Resnais, c'est précisé-

ment parce que l'on aime cela, être dérouté, sinon autant reprendre d'une tasse de Jean Delannoy. Un vieil Américain, auteur fameux de bandes dessinées (Adolph Green, charmant, un splendide ensemble de soixante-douze dents toutes neuves vissées dans le bec) quitte pour la première fois son Cleveland natal et vient à Paris retrouver sa grande fille, partie deux ans plus tôt pour étudier Flaubert à la Sorbonne.

Resnais peint les Américains tels que les Français les voient, et réciproquement, multiplie les quiproquos et les malentendus, les contrepensées de langage et de comportement, qui font qu'entre ces deux pays on ne se comprend pas toujours.

La démonstration devient vite assez fluide, pleine d'une bonne humeur, d'une gentillesse, absentes des derniers films de Flaubert. Ce n'est pas *Marienbad* ou *Providence*, mais une réflexion (pas si optimiste) sur ce qui fait de notre prochain un étranger, par les mots précisément, chargés de tout éclaircir, en principe. La façon dont Resnais souligne l'arrogance, la grossièreté, la bêtise rochonne du Parisien de base, a particulièrement réjoui les Vénitiens. On est, hélas ! de tout cœur avec eux.

MICHEL BRAUDEAU.

10 millions de francs pour les petites salles

10 millions de francs, c'est ce qu'a promis Jack Lang, ministre de la culture, au Syndicat national des petites structures (SYNAPSS) pour encourager la création et la rénovation de lieux adaptés aux besoins de groupes pas encore très connus. Le SYNAPSS avait fait appel au ministre à l'occasion du départ de la tournée de Patricia Lait dans soixante villes, coup d'envoi d'une opération « Coup de 100 dans l'Hexagone ».

D'autre part, dans sa municipalité de Blois, où il inaugure le V Festival de théâtre européen, le ministre a annoncé, pour les 2 et 3 novembre, la réunion de ministres de la culture et d'intellectuels de la CEE et de pays de l'Est comme la Pologne, la Hongrie, l'URSS.

VARIÉTÉS

Guidoni au Théâtre de la Ville

D'autres rêves

Pendant trois jours, les 13, 14, 15 septembre à 20 h 30, Jean Guidoni est au Théâtre de la Ville, pour lequel il a adapté le spectacle présenté à l'Espace Européen (le Monde du 25 mars). Aucune crainte à avoir, Guidoni est un homme de scène, il sait se couler dans les espaces grands ou petits, et les habiter, y définir son territoire, comme un chat, comme un fauve. On l'a vu à l'Olympia et aux Bouffes du Nord, à cet Espace Européen qui s'appellait encore Théâtre en rond, au Cirque d'hiver, sans oublier la Batellerie.

Jean Guidoni marche à contre-courant. Il ne vise pas le Zénith, encore moins le Palais des congrès. Il prend la mesure du public et cherche le contact. Ne craint pas de descendre dans la salle, comme au cabaret. Agresse avec des chansons à histoires, tristes, sordides parfois, et qu'il fait vivre avec

panache vers la dérision. Il se permet les cins d'œil, le second degré dans un domaine réputé simple. Il ne craint pas non plus de dire qu'il aime d'un amour romantique, sentimental, que la mort attire. Jean Guidoni a imposé l'univers louche des rôdeurs de la nuit, des macadam cow-boys, et puis lui a donné de l'air, y a introduit d'autres fureurs, d'autres douleurs, d'autres rêves de bonheur.

Le voyou blême d'il y a dix ans est trop impatient pour rester fixé à la même image. Il a besoin de bouger, de secouer les habitudes avant qu'elles deviennent routine. Il a besoin de partager les rages qu'il porte en lui. Égoïsme ou générosité ? Peu importe, Jean Guidoni ne garde rien pour lui. A nous de prendre.

C. G.

La mort de Jean Bertola

Jean Bertola, compositeur-interprète et directeur artistique, est mort à Paris dimanche 10 septembre. Il était âgé de soixante-sept ans.

Né à La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie) en 1922, Jean Bertola avait commencé ses aventures au lendemain de la Libération, à la radio de Lyon où, assisté par le metteur en musique les textes envoyés par ses auditeurs. Accompanyé de Charles Aznavour à ses débuts, Bertola devient bientôt interprète, crée l'adaptation française de *Sixteen Tons* et obtient le Prix du disque en 1957. Compositeur, il travaille avec des poètes de la chanson comme Bernard Dimey et Henri Gougaud et leur offre des mélodies (*le Musicien*) fabriquées avec une précision et une rigueur remarquables. Directeur artistique, il met sa connaissance de la tradition

populaire française au service des autres.

Vingt années durant, Jean Bertola participe à la mise au point musicale de tous les enregistrements de Georges Brassens. Il accompagne même ce dernier au piano lors d'un double album Philips consacré aux chansons qui avaient marqué la jeunesse de l'auteur de *La case de Jane*. Ami fidèle, Jean Bertola est ainsi amené à enregistrer en 1983, avec sa belle voix de basse chaleureuse, en restituant le fond et la forme, la lettre et l'esprit, les dix-sept chansons de Brassens destinées à paraître sous la forme d'un disque et qui devaient constituer le répertoire de reprise à Bobino qui n'avait pu avoir lieu — Georges Brassens disparaissant en octobre 1981.

C. F.

[Jean Bertola était le mari de Danièle Heymann, chef du service culturel du « Monde ». La direction, la rédaction et le personnel du journal s'associent à la peine de notre collaborateur et lui présentent ainsi qu'à ses deux filles leurs condoléances attristées.]

Des problèmes à l'ORAL ?

AMERICAN CENTER'S

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

NEW GRAMMAR ? NEW IDIOM ?

Place de l'Odéon 47, rue de Valenciennes 75006 Paris 75008 Paris

tel : 46 33 18 52 tel : 42 56 25 49

COURS

- TRIMESTRIELS
- INTENSIFS
- T.O.E.F.L.
- FORMATION CONTINUE

INSCRIPTIONS MAINTENANT

Culture

MUSIQUES

« Le Retour d'Ulysse » au Théâtre du Jorat

Un violon vaudois

Michel Corboz a retrouvé son plus beau son montevardien pour accueillir le superbe Ulysse, de François Le Roux, dans son pays romand.

Le Théâtre du Jorat est un lieu légendaire de l'histoire de la musique, depuis qu'un beau jour de 1921 il révéla le génie d'Arthur Honegger grâce au Roi David. On parlait d'un théâtre de bois dans la campagne vaudoise, mais existe-t-il encore après tant d'années ? Nommée directrice du TNL-Opéra de Lausanne, Renée Anghel n'est de ce théâtre de bois que par le nom. Elle y monta tout à tour le *Couronnement de Poppée*, l'*Orphée* de Gluck, enfin le *Retour d'Ulysse* dans sa patrie de Montevard, triomphalement accueilli dimanche après-midi.

Excellente occasion pour découvrir cet édifice mythique qui ne déçoit en rien. Il est situé à Mézières à 17 kilomètres au nord-est de Lausanne, dans un village tranquille aux puissantes et vastes maisons paysannes. Lui-même, tout en planches sous son toit de tuiles, a une apparence très rustique ; dans la salle, les bancs sont disposés sur des gradins face à la scène, sans la moindre fioriture. Comme à Bayreuth, Dronningholm ou Glyndebourne, toute l'attention des mille spectateurs ne peut s'orienter que vers le spectacle.

Et tout ce bois sonne comme un violon : on ne perd pas une note de cette musique si dévouée, qui se limite le plus souvent à une ligne vocale et à la basse continue, et en même temps d'une richesse de forme et d'expression incroyable par la seule vertu du chant, si libre, si poignant de vérité et de génie poétique.

Michel Corboz a retrouvé pleinement cette effusion jaillie du cœur et cet élan qui nous rendent Montevard si proche au regard d'interprétations très distinguées, hautes et gracieuses. Il suit la version Malpiero qui comporte pas mal de coupures, avec une orchestration non-

velle de Xavier Bouvier légère et sobre qui ne se permet que quelques fantaisies pittoresques pour accompagner les soupirs, souvent accompagnés par l'orgue régal.

A l'avant-scène, des bancs comme dans la salle ou à l'église ; les villageois d'une île grecque sont réunis, femmes tout en noir, la tête couverte, hommes en noir également mais avec leur chemise blanche des dimanches ; réunis pour « une soirée récréative » dans les années 50 nous dit le metteur en scène Jean-Claude Anghel. Ils assistent et participent à l'histoire d'Ulysse, comme le chœur antique, dans un fort beau décor de Bernard Arnould : un gigantesque Atlantide, la porte du palais de Pénélope, la mer et le ciel, des blocs de marbre qui attendent d'être sculptés.

Symbole de l'attente qui ronge

Cette foule donne bien du charme et de l'animation à cette fresque un peu statique et elle en souligne l'action ; pourtant elle paraît quel que fois trop anecdotique, encombrante dans des scènes d'intimité. Peut-être n'avons-nous pas l'habitude de voir l'Antiquité et le baroque vérités sous ces couleurs austères, avec cette curiosité à la limite du voyeurisme, mais bon enfant.

Le TNL-Opéra de Lausanne a réuni une très belle distribution pour

cette occasion exceptionnelle. François Le Roux magnifiquement en voix, passionné, avide de bonheur et de vengeance est un Ulysse saisi par la trahison sur les plaines égarées, aux voix épiques (les excellents Steven Cole, Jacques Bona et Andrian Dalton).

La Pénélope de Brigitte Baileys est plus émue dans son rôle de veuve éplorée que tout à fait convaincante dans sa foi inébranlable en le retour d'Ulysse. Jean-Claude Anghel l'a voulue ainsi, symbole de l'attente qui ronge. Mais du coup la splendide scène finale où elle lutte pied à pied pour qu'Ulysse revienne qu'il est vraiment son époux reste étrangement froide presque triste. Martine Mahé campe une industrieuse Minerve parfois à la limite d'Offenbach, et Colette Alliot-Lugaz (Mélante) forme le plus mélodieux des couples avec Guy de Mey (Eurymaque) affublé d'une soutane de prêtre orthodoxe. Le ténor Étienne de Francis Duda, le Télémaque habillé en moussin d'Amélie Normand et enfin Valentin Jar pétaradant caricature du glouton Iro complètent ce spectacle qui témoigne de l'excellent travail accompli à Lausanne.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations : Théâtre du Jorat, les 12 et 14 septembre à 20 heures ; 17 septembre à 15 heures (renseignements : Théâtre municipal de Lausanne, 21-312-64-33).

THÉÂTRE

« Un bal nommé Balzac », par La Veillée de Montréal

La ronde infernale

D'après la Peau de chagrin de Balzac. La Veillée bâtit une ronde d'ambition et de mort, sans véritable centre de gravité, mais Balzac, lui, passe bien la rampe.

La langue de Balzac est une comédienne formidable qui met en

scène, avec la même profondeur, les mœurs d'une société et les hommes qui la font. Pour *Un bal nommé Balzac*, le metteur en scène Théo Spach, co-directeur avec Gabriel Arcand du groupe québécois La Veillée, s'est inspiré d'un des contes philosophiques de Balzac, *La Peau de chagrin*, l'histoire d'un jeune comédien endetté, Raphaël, qui achète dans l'échoppe d'un vieil antiquaire un talisman, une peau de chagrin qui lui permettra d'assouvir ses désirs les plus fous, mais se retirera peu à peu.

« A chaque vouloir, je déclinerai comme tous les jours », a-t-il écrit, avec cette mise en garde. « Règle tes souhaits sur la vie ». Raphaël n'a cure. Il flambe sa peau en passions amoureuses, en volutes, en fêtes, en ambition. Pour finir, il retrouve l'honneur de ses aïeux misérables, Pauline. Mais, trop tard, tout est consommé.

L'histoire est presque enfantine, dit Spach, qui a éprouvé le besoin d'arracher quelques pages au *Père Goriot*, aux *Illusions perdues*, à la *Physiologie du mariage* et autres textes.

Le parti pris se défend, mais l'intensité dramatique en pâtit. Le destin de Raphaël passe au second plan, pendant une bonne moitié du spectacle, et Jean Turcotte, le comédien qui interprète, contribue à cet effacement. Tout se joue entre divan et coussins, dans un salon. La tonalité majeure est assombrée, légère. La musique de Rosenzweig, cette atmosphère de mondanité frivole, peuplée de coquette, de courtisanes et des doubles de Vautrin et de Rastignac.

Les comédiens chantent, vivent, agissent, mais sur un registre trop facilement séducteur. Bien sûr, la peur de la mort rôde dans les propos échangés sur l'avenir, l'amour, l'ambition, le sort des épouses et des mères, le vouloir et le pouvoir.

Les mots claquent, mais c'est la force, la lucidité de Balzac qui retiennent notre attention plus que l'action scénique. Gabriel Arcand, magnifique prince de l'*Idiot*, de Dostoevski, occupe un rôle de télescopage. Il est le grand faucheur subtilisant de cette ronde balzacienne, qui s'achève sur une scène à peu près blanche de Pauline, comme, il est vrai, le roman de Balzac.

On retrouve la palette qui faisait la beauté de l'*Idiot* présenté la saison dernière par La Veillée. Un jeu sûr, sûr, en accélérations et en ruptures, une puissance d'évocation, une liberté qui fait s'entrechoquer les plus naturellement du monde monologues, dialogues et voix off. Mais, cette fois, l'achèvement de tous ces éléments n'opère pas.

ODILE QUIROT.

★ Jusqu'au 24 septembre, Locomotiv, 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34.

Communication

En prenant le contrôle de Carat

WCRS se concentre sur l'achat d'espaces publicitaires

Le groupe britannique WCRS s'apprête à se désengager progressivement de son métier original, la publicité, pour se concentrer sur l'achat d'espaces et le conseil média, en prenant le contrôle complet du groupe français Carat Espace. Depuis quelques jours en effet, le titre WCRS, coté à Londres, est l'objet d'une forte spéculation à la hausse. Les dirigeants du groupe ont publié vendredi 8 septembre un communiqué confirmant leur réorientation stratégique, et la constitution, à terme, d'un grand groupe international d'achat d'espaces publicitaires.

WCRS, qui a pris il y a dix-huit mois une participation de 50 % dans la société Carat Espace de MM. Francis et Gilbert Gros, a été en effet très impressionné par les résultats de cette activité. Depuis mars 1988, le chiffre d'affaires européen de Carat Espace a quadruplé et dégage 70 % des bénéfices du groupe britannique. Un constat suffisant pour que M. Peter Scott,

patron de WCRS, envisage « de poursuivre la collaboration avec Carat Espace et de l'institutionnaliser ».

Au terme des négociations en cours, WCRS devrait se transformer en holding financier et prendre 100 % du capital de la société française Carat Espace. En retour, le groupe de MM. Francis et Gilbert Gros devrait acquiescer à la cession de son holding britannique, devenant ainsi le premier actionnaire de WCRS. Les frères Gros devraient tous deux siéger parmi les six membres du conseil d'administration du holding. Carat Espace resterait de droit français, avec ses dirigeants actuels.

Parallèlement, WCRS se désengagerait progressivement de ses activités de conseil en publicité, en cédant à la société française Eurocom 30 % de sa filiale WCRS Advertising Worldwide. Eurocom, qui détenait déjà 20 % de l'agence publicitaire britannique en obtiendrait ainsi le contrôle majoritaire. A Eurocom, le PDG, M. Alain de Pourzic, confirme des négociations, conformes à l'objectif stratégique affiché du groupe de conseiller un

réseau mondial d'agences. Mais ces négociations se déroulent aussi bien avec WCRS qu'avec les autres alliés d'Eurocom, Bozell, Denton ou Young et Rubicam. Et elles n'ont pas abouti. Selon M. de Pourzic, « si Eurocom prend la majorité d'un réseau, nous entendons contrôler l'ensemble de ses activités, y compris l'achat d'espaces ».

Le redéploiement stratégique de WCRS est révélateur des grandes manœuvres de concentration du marché publicitaire (le Monde du 22 juillet). Inventé par MM. Francis et Gilbert Gros dans les années 70, l'achat en gros d'espaces publicitaires dans les médias, en échange de conséquences ristournes, est longtemps resté une spécialité française. Le lancement de télévisions privées sur peu partait en Europe a sensiblement accéléré sa diffusion à travers le Vieux Continent. Tous les grands groupes publicitaires cherchent aujourd'hui à développer cette pratique lucrative, et à constituer des réseaux européens.

JEAN-FRANÇOIS LACAN et MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

POINT DE VUE

La communication, atout du service du public

par Pierre Zemor
conseiller d'Etat *

ALORS que le premier ministre entend faire de la rénovation et de la revalorisation du secteur public l'un de ses grands « chantiers », il est d'actualité de s'interroger sur le rôle de la « communication publique », non pas de la communication du gouvernement, mais bien plus largement des communications institutionnelles de tous les pouvoirs ou établissements publics, dès lors qu'ils impliquent le citoyen, qu'il soit baptisé administré, habitant, résident, usager, contribuable, assujéti, ayant droit, électeur, électeur, etc.

Les émanations publiques majeures, qu'il s'agisse des corps constitués, ministères, administrations centrales ou décentralisées, agences ou sociétés nationales, établissements publics de toutes natures, collectivités territoriales développées, avec leur autonomie, leurs moyens d'expression, en dépit de la diversité de leurs objectifs, ont en commun la spécificité du service public. Et il n'a pas toujours été pertinent de vouloir transposer les méthodes des entreprises privées ou du marketing de la distribution concurrentielle.

Parce que, au-delà de la relation établie pour la fourniture d'un service, elle a le devoir d'entretenir en permanence des liens avec le citoyen, la communication publique se trouve tout naturellement au centre du débat sur la place non seulement de l'Etat, mais de l'ensemble des services publics nationaux ou locaux, dans notre société.

Autant dans une relation unique-ment commerciale, il est bienvenu de dire que le client est roi, puisque cette assertion traduit que, selon l'apport essentiel du marketing, il faut prendre en compte le marché, écouter, répondre et s'adapter aux besoins du consommateur, bref abandonner (après un enfermement que les entreprises françaises avaient trop prolongé) la seule logique de producteur, autant, pour une institution de service public, la relation avec l'interlocuteur est complexe car celui-ci est, en quelque sorte, à la fois client et actionnaire.

Le service public est avant tout le service du public. Or ce public, couronné par la société de consommation, est fort naturellement devenu exigeant. Il désire être non seulement informé, voire séduit, mais aussi convaincu pour adhérer. La légitimité de l'émetteur public ne saurait suppléer ni à l'absence d'arguments ni à l'insécurité de la communication.

Quand on proteste d'une défaillance du service, c'est à la fois comme utilisateur et comme détenteur d'une part de responsabilité de la chose publique. On est tenté de rappeler qu'on paye des impôts lorsque l'attente se prolonge au guichet de la poste, alors que cela ne viendrait pas à l'esprit dans une situation analogue à la caisse d'un grand magasin.

Dans cette double référence apparaît la complexité de la tâche de communication publique. Et pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le niveau moyen d'information civique et de connaissance pratique des in-

stitutions publiques reste insuffisant, en dépit d'efforts nombreux pour informer et présenter les services ou les actions menées.

La seconde cause de déficit est que la logique de producteur, dans la gestion administrative, devient caricaturale avec l'existence de coupe cloisonnée (responsables des impôts, ingénieurs des Ponts et Chaussées, agents de taille administrative...), homogènes par leur formation et leur recrutement, et avec le règne des règles techniques lentement édictées pour construire une rationalité dans laquelle l'usager, supposé éclairé, doit nécessairement entrer. On se dispense ainsi de se mettre à la place de l'interlocuteur ou d'anticiper la perception symbolique d'une décision.

Le handicap de l'image

En troisième lieu, quelle part faire au handicap, à la fois fondé et infondé, d'une image négative des fonctionnaires qui seraient peu enclins à communiquer car refusés de s'impliquer (d'afficher leur nom par exemple), ou profitant d'un privilège de situation face à un client captif obligé d'en passer par leur service ? On reproche en fait des inadéquations au mode de vie actuel (horaires), des attitudes cavalières (renvoi de service en service, refus de comprendre une situation personnelle), des facilités prises sous couvert de légitimité.

Et la tension qui apparaît, justement sur ce terrain de la légitimité, fait oublier l'exactitude du chemin, l'attention de l'interlocuteur, la fréquence qualité du service, les nombreuses servitudes assurées en dépit de moyens limités, et l'attachement très général au service public. Les malentendus ne manquent pas, qui sont rapidement passionnés.

La communication publique a donc la lourde charge de maintenir ou de rétablir une relation perturbée. Elle a aussi la perspective gratifiante, en révélant considération des citoyens et motivation des agents publics, de permettre d'accéder à des gisements d'initiative et de vitalité aujourd'hui inexploités. Lorsque le préfet de Seine-Saint-Denis distribue des tickets de repas et des tickets d'essence aux conducteurs exemplaires, au-delà d'une incitation à bien respecter la règle, il contribue surtout à présenter une image, moins négative de l'agent de police dans sa relation avec les automobilistes.

La communication ne saurait être durablement efficace que si elle implique et mobilise le personnel de l'institution. Trop d'institutions ont cru possible d'accompagner la poursuite d'objectifs conflictuels ou de concilier des images contrastées au moyen de discours clés.

La communication du service public rencontre souvent un autre type d'obstacle : les indésirables franchissements de frontière, entre domaines privé et public. D'une part, l'usage balance entre deux attitudes lorsqu'il pénètre dans un lieu public : de l'extrême familiarité — n'est-ce pas chez lui, puisque par ses impôts, il participe au foyer ? — des halls de gare, qui, dans une réaction peu

insupportable à l'échange, conduit les employés à se renfermer derrière des piquets protecteurs, à la réserve dédoublée inspirée par l'autorité étendue à certains bureaux médicaux, administratifs, policiers... Dans les deux cas, la relation qui s'établit n'est ni simple ni naturelle.

Lorsque, d'autre part, le service public va au devant du citoyen, l'interaction est globalement mal supportée. Les campagnes pour les grandes causes sociales en ont fait l'expérience lorsque le message public s'écarte l'oubli de la culture de sécurité plus sur le vie de père de famille, de la rigueur collective (la peur du gendarme) pourtant plus efficace. La communication publique doit-elle assumer son rôle social ou s'adresser plus personnellement à chaque individu pour le mobiliser contre la menace du sida.

Eversons une dernière difficulté. Les messages de la communication publique concernent souvent des projets, des situations ou des fonctionnements complexes : ils sont perçus comme intellectuels au regard du vécu individuel ou familial, terrain de préférence de la communication de consommation. C'est une gageure que d'établir une relation nécessairement rationnelle et affective, pour faire passer des messages austères par leurs enjeux et, pour parler, abstrait, si l'on se refuse à les caricaturer.

La simplification abusive n'est pas permise à l'émetteur public soucieux de mériter la confiance durable du citoyen. Pas plus qu'il ne peut sacrifier la pérennité de cette relation aux facilités des effets d'annonce.

La servitude de long terme

C'est dans la pédagogie et la conduite d'une relation informée avec le public que se fonde, en tout état de cause (sans parler de la démocratie pour éviter l'emphase) la capacité de régulation du service public.

Car s'il faut, bien entendu, évoquer le fonctionnaire de l'Etat en tant qu'il assure la défense, la police, veille à la justice, bat monnaie et lève l'impôt, il est peut-être plus opérant, dans le monde d'aujourd'hui, de parler des fonctions de régulation, non seulement de l'Etat, mais de l'ensemble des pouvoirs publics, auxquels revient le rôle de satisfaire aux exigences d'égalité des chances, de garantie de l'ordre social, de continuité et d'adaptation pour l'avenir du pays.

Si, par conséquent, il devient régulier de réguler, alors la communication, en ce qu'elle est apport de connaissance, écoute (le feedback de la régulation cybernétique) et dialogue en vue de l'ajustement des règles, est l'instrument essentiel pour animer cette régulation de notre société.

Et si la communication est bien un levier de changement institutionnel, le défi de rénovation du service public va maintenant requérir toutes les qualités de la communication publique.

★ Pierre Zemor est fondateur de l'association Communication publique (1, place du Palais-Royal, 75001 Paris).

cinéma

A PARTIR DU 14 SEPTEMBRE

FRANCIS HUSTER



La Peste

DE **ALBERT CAMUS**

mise en scène et adaptation de FRANCIS HUSTER
d'après le récit paru aux EDITIONS GALLIMARD 1947
costume RUCHA GROSSMANN décor MAX CWAJBAUM
lumière ANDRE WIRTH assistant à la mise en scène PASCAL CASANOVA

THEATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN

LOCATION
42.08.00.32

PARIS EN VISITES

سكنا في الامل

Le Monde ECONOMIE

L'ÉNERGIE EN QUESTION

Pause et perplexité

L'abondance est retrouvée, mais, face à la pression de l'environnement, l'avenir énergétique apparaît imprévisible

L'EQUILIBRE ? Seize ans après le premier choc pétrolier, trois ans après le contre-choc, le marché énergétique marque enfin une pause. Oubliés le spectre de la pénurie et les turbulences qui, suivant les caprices des cours de l'or noir, ont malmené le secteur pendant plus d'une décennie.

Ressources abondantes, prix raisonnables et, semble-t-il, stabilisés pour un bon moment, l'énergie a cessé de constituer pour tous les gouvernements un problème majeur et reprend son rang de simple matière première.

A maints égards l'Occident retrouve, en matière énergétique, la situation bénie des « trente glorieuses ». La comme ailleurs la « crise » semble bel et bien finie.

Equilibre durable ou simple répit ? C'est une autre affaire... Si chez les politiques l'inconscience semble de nouveau la règle, chez les professionnels la perplexité l'emporte sur l'euphorie.

Au moins cinquante ans

A priori la situation paraît beaucoup plus favorable qu'on ne l'imaginait il y a encore cinq ans. Les ressources du globe — on le sait désormais — restent largement suffisantes pour satisfaire les besoins bien après le tournant du siècle.

« Nous avons au moins cinquante ans devant nous avec les énergies fossiles : pétrole, gaz et charbon », assure Paul-Henri Bourrellet, président des Houillères du Centre-Midi et auteur d'un ouvrage récent sur *« L'enjeu des ressources naturelles »* (1).

La consommation, stimulée par la reprise et la chute des prix, repart, mais à un rythme pour l'instant relativement modéré, bien inférieur à celui de la croissance économique, grâce aux investissements d'économie d'énergie réalisés au cours de la

décennie précédente. Le monde consomme aujourd'hui dix fois plus qu'il y a un siècle, mais seulement 16 % de plus qu'il y a dix ans.

Si les besoins doivent encore doubler d'ici à 2030, ce sera d'abord pour assurer le développement des pays les plus pauvres, lesquels absorberont, estiment les analystes, les trois quarts de cette croissance. Quant aux prix, obsession des années 70, ils sont retombés, en termes réels (compte tenu de l'inflation), au niveau de 1974 (2), et ne devraient guère augmenter, selon la plupart des prévisions, avant le milieu des années 90, voire au-delà.

Aux alentours de l'an 2000, compte tenu de la mauvaise

répartition des réserves fossiles, concentrées pour le pétrole aux trois quarts dans les pays de l'OPEP et pour le gaz pour moitié en URSS, l'Occident devra certes, selon toute probabilité, se résigner à un nouveau gonflement de sa facture énergétique. Mais il est probable que, sauf accident, technique ou politique, touchant l'une ou l'autre des énergies, le monde a quelques bonnes années devant lui pour s'y préparer.

Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'en prend pas le chemin.

Tout se passe comme si les responsables, oubliant trop vite les leçons de la crise, avaient retrouvé, avec l'abondance, l'inconscience qui jadis avait conduit aux tensions. Les efforts d'économie d'énergie, le développement de sources alternatives, se sont partout relâchés, d'autant plus vite qu'ils ne sont plus, aux prix actuels de l'énergie, rentables à court terme. Le nucléaire, boudé par l'opinion et lui aussi handicapé par ses coûts, est presque partout arrêté.

Résultat : tandis que la consommation d'énergies fossiles repart, les efforts de recherche, d'exploration et d'équipement se relâchent. Déjà la production dans les zones « sûres » (hors OPEP et URSS) — les plus chères — diminue. Ainsi la production américaine de pétrole a-t-elle chuté depuis 1985 de 10 %, alors que la consommation augmentait de 9 % — et le PNB de 11,5 %.

A ce rythme il est clair que l'euphorie actuelle sera de courte durée. « A long terme, on sait qu'il sera impossible de vivre sur les énergies de stock, explique Paul-Henri Bourrellet. La seule chance est un changement durable des comportements... »

Une curieuse paralysie

Compte tenu de la durée des investissements dans un secteur considéré comme le plus capitalistique de l'industrie moderne, les choix doivent pourtant être faits tôt. Choix d'équipements, de politiques (taxation, normes, économies, privatisation, etc.), choix techniques — le nucléaire doit-il changer de filière ? — choix entre les diverses ressources disponibles. Pourtant rien n'est fait, ni dans le secteur privé, guidé par le court terme, ni dans le public, saisi d'immobilisme.

A cette curieuse paralysie, plusieurs raisons. D'une part, la mode du libéralisme et de la privatisation, qui a substitué des opérateurs privés à l'Etat dans des secteurs de plus en plus larges. En Grande-Bretagne, par exemple, la privatisation prochaine de l'électricité, succédant à celle du pétrole et du gaz, à l'évidence compromet la poursuite du programme d'équipement nucléaire, d'autre part, la perplexité des analystes et des responsables, échaudés par des années d'erreurs répétées et désormais peu enclins à se prononcer sur le moyen ou le long terme.

« Le marché réalise qu'il y a beaucoup d'énergie dans le monde, et donc beaucoup de choix, mais il comprend aussi que des décisions responsables ne sont pas toujours faciles à prendre », notait au début de l'année J. S. Jennings, l'un des principaux dirigeants du groupe Shell. De fait, les incertitudes n'ont jamais été aussi grandes.

Aux aléas économiques — croissance, prix, etc. — politiques et techniques traditionnelles, s'ajoutent depuis peu deux contraintes

majeures : la pression sociale et l'environnement. Passée la peur de manquer, les soucis qualitatifs concernant notamment l'écosystème prennent le pas sur ceux, purement quantitatifs, du « bouclage » énergétique. Et ils touchent toutes les énergies, non plus le seul nucléaire.

Le refus des pluies acides, des marées noires, la peur née de l'effet de serre, poussent logiquement les gouvernements, sous la pression de l'opinion publique, à réduire l'usage des énergies fossiles, au premier rang desquelles le charbon et le pétrole, qui représentent respectivement 30 % et 37 % de la consommation totale. L'enau est que les mêmes préoccupations continuent de bloquer le développement du nucléaire (5 % du total), tandis que le gaz (20 %) et l'hydroélectricité (7 %) demeurent limités par des contraintes géographiques et de transport presque incontournables.

Il reste les énergies nouvelles, et surtout les économies d'énergie, selon le principe évident que l'énergie la moins polluante est celle qu'on ne consomme pas. Mais ces solutions passent difficilement la rampe aux conditions actuelles du marché.

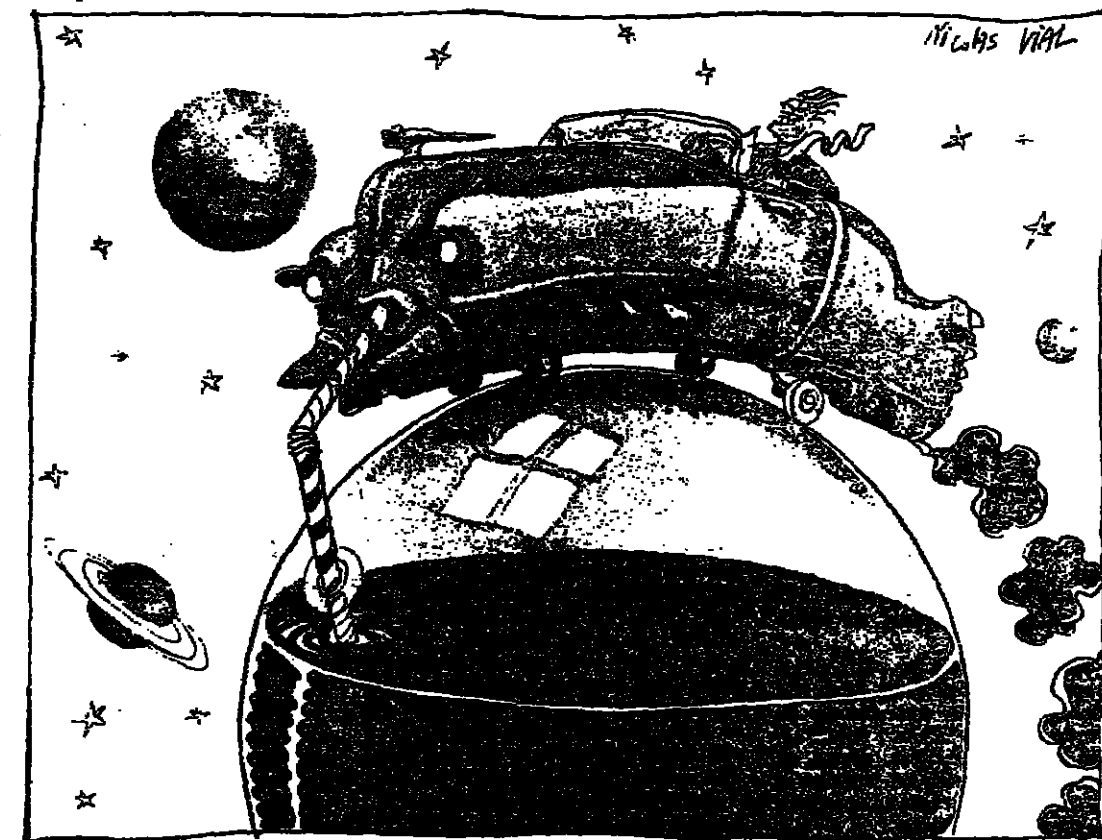
Le choix dans ce contexte relève de la quadrature du cercle. Fait significatif : le Japon, particulièrement vulnérable aux aléas énergétiques, vient de réaliser une étude ambitieuse, nommée « Vision du XXI^e siècle ». Aux critères traditionnels de choix — sécurité et coût — s'en ajoute un troisième : flexibilité. Coûteux d'anticiper sur un avenir imprévisible, le marché de l'énergie n'a désormais plus qu'un impératif : la souplesse.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) *Le Mobile de la planète. L'enjeu des ressources naturelles*, Paul-Henri Bourrellet et Robert Dietrich, Editions Economica, 627 pages, 250 francs.

(2) En termes réels, le prix du pétrole — énergie dominante — aujourd'hui aux alentours de 18 dollars le baril, est environ deux fois moins élevé qu'au début des années 80. Il est toutefois deux fois plus haut que celui pratiqué au cours des années 60, avant le premier choc de 1973. Pour l'histoire, notons qu'il est aussi, *grasso modo*, équivalent au cours de l'or noir à la Belle Epoque (1900-1914) et pendant les Années folles (1920).

(Lire page 16 l'article de Benjamin Dessus sur les énergies renouvelables.)



CONTROLE DES FUSIONS EN RFA

L'affaire Daimler-Benz-MBB

Le pouvoir fédéral a permis la création d'un géant industriel malgré l'interdiction de l'Office des ententes

par CHRISTOPH RADTKE (*)

suspendre la part de financement de l'Etat fédéral dans le groupement Airbus Industries, désormais pris en charge par Daimler-Benz.

Cet avis fut accueilli avec d'autant plus d'écœurement que le président de la commission, en désaccord avec la décision de celle-ci, émettait en déclarant qu'il s'opposait strictement à cette fusion. Il apparaît clairement que la décision ministérielle d'outrepasser l'interdiction formulée par l'Office est purement politique.

Son caractère tout à fait exceptionnel n'est pas de nature à remettre en cause les critères économiques et juridiques sur lesquels cet organisme fonde habituellement son contrôle.

Une certaine concurrence

Le mécanisme d'intervention du Bundeskartellamt donne souvent l'impression de peser très lourdement sur la vie économique allemande. Les entreprises françaises peuvent d'ailleurs se trouver confrontées à lui à l'occasion, par exemple, du rachat d'une entreprise allemande.

Le contrôle des fusions par le Bundeskartellamt, ainsi que celui de ses homologues des autres pays de la Communauté européenne, subsistent après 1993, parallèlement aux contrôles exercés par la

Commission des Communautés européennes sur la base de l'article 85 du traité de Rome. Les investisseurs étrangers ont donc tout intérêt à connaître leurs critères et leurs exigences.

La réglementation sur le contrôle des fusions n'a été introduite en RFA que relativement tard, en 1973. Il s'agit d'un contrôle visant clairement à maintenir un certain degré de concurrence, mais qui ne peut avoir pour effet d'empêcher *a priori* toutes les opérations de concentration.

Dans les travaux préparatoires de la loi, il est souligné expressément que le contrôle des fusions ne doit pas être interprété comme du dirigisme. L'évolution en Allemagne, depuis l'introduction de ce contrôle, témoigne de cette préoccupation de ne pas gêner les rapprochements légitimes.

Selon les statistiques, le nombre de concentrations a constamment progressé, et les contrôles de l'Office fédéral des ententes n'ont nullement empêché les rapprochements. Entre 1973 et 1986, 7388 opérations de concentration ont été notifiées à l'Office pour autorisation. Sur ce nombre, 71 seulement se sont vu refuser l'autorisation. Le nombre de fusions réalisées annuellement est passé de 294 en 1974 à 802 en 1986.

(*) Avocat au barreau de Tübingen (cabinet, Lamy, Veron, Ribeyro et Associés - Lyon).

Ce contrôle n'est dissuasif que dans le cas où il existe un sérieux danger pour la structure du marché, et on ne peut nullement soutenir qu'il existe, en RFA, une conception restrictive en ce qui concerne les concentrations. Ainsi, la plus grande fusion d'après-guerre, le rachat d'AEG par Daimler-Benz, qui en a fait l'entreprise la plus importante du pays, avec 66 milliards de Deutschmarks de chiffre d'affaires annuel, n'a pas été contestée par l'Office fédéral des ententes.

L'intervention de l'Office est régie par des dispositions détaillées, contenues dans la loi sur les pratiques restrictives de concurrence (GWB) dans sa version de 1980. Tout d'abord, cette loi prévoit l'obligation de notifier les fusions d'importance importante, la fusion étant définie comme une opération entraînant la création d'une nouvelle entité économique.

La forme juridique par laquelle s'opère la fusion n'est pas déterminante, la prise de participation au capital d'une société anonyme en étant une des modalités. La simple acquisition de 25 % du capital d'une autre société par actions, assortie de droit de vote, est considérée comme une fusion.

Est également qualifiée de fusion un accord de contrôle de plusieurs entreprises par une entreprise dominante, autorisée par la loi sur les actions. Le contrôle englobe la naissance ou le renforcement de positions dominantes sur le marché, la création des entreprises communes, les imbrications de nature personnelle entre entreprises, les cas de concentration dite « verticale » ou sous forme de conglomérat.

(Lire la suite page 19.)

CONCOURS ISG

RÉSERVES AUX ETUDIANTS EN B.T.S., I.U.T., D.E.U.G., MATH SUP/SPE, KHAGNE, CES CONCOURS ADAPTES A VOTRE CURSUS ET VOTRE NIVEAU D'ETUDES, VOUS PERMETTENT D'ACCEDER A UNE FORMATION A LA GESTION DISPENSEE DANS LES CENTRES ISG DE PARIS, NEW YORK & TOKYO.

DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS : 25 SEPTEMBRE 1989

Paris Tokyo New York

ISG

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Enseignement libre d'enseignement supérieur
123 RUE DE LONDRES 75110 PARIS
TEL 45 53 60 00 - FAX 45 53 1200
MINITEL 30 10 ISG

L'ÉNERGIE EN QUESTION

Modernes éoliennes

SAVIEZ-VOUS que 5 millions de Japonais prennent tous les jours une douche ou un bain à l'eau chaude solaire ? Qu'en Israël 800 000 maisons sont équipées de chauffe-eau solaires ?

Saviez-vous que les bergers du Sinkiang transportent sur leur cheval une petite éolienne démontable d'une centaine de watts, mise au point par les ingénieurs chinois, qui leur permet de disposer d'un minimum de confort dans la yourte traditionnelle (éclairage, radio, télévision parfois) ? On en dénombre 70 000 aujourd'hui.

Saviez-vous qu'en 1988 les commandes mondiales de petites usines hydroélectriques — d'une puissance unitaire inférieure à 10 000 kilowatts — ont représenté une puissance totale de 17 mil-

encore de 1,6 milliard de francs en 1988 (1,9 milliard en 1985).

Saviez-vous que 6 000 familles en Espagne, 15 000 aux États-Unis s'alimentent en électricité domestique uniquement avec des photopiles solaires ? Saviez-vous que 4 000 familles font de même dans les départements et les territoires d'outre-mer ?

Saviez-vous que les « fermes éoliennes » de Californie qui servent de fond décoratif à la publicité d'une marque de voitures françaises comportent plusieurs milliers d'éoliennes de 15 à 25 mètres de diamètre.

Le chemin parcouru

Insolites ou banales, isolés ou largement répandus, ces exem-

Le soleil, le vent, l'eau représentent un marché de près de 200 milliards de francs

par BENJAMIN DESSUS(*)

qui sont en train de se produire dans les laboratoires (on a obtenu pour la première fois aux États-Unis en 1988 des rendements de photopiles supérieurs à 30 %) sont les signes avant-coureurs d'une révolution tranquille.

En Californie, une société d'origine israélienne, Luz Solar, a installé en trois ans plus de 130 mégawatts de centrales solaires à miroirs paraboliques, de quoi alimenter en électricité de pointe 150 000 climatiseurs qui se mettent en route aux heures les plus chaudes de l'été.

mer à plus de 180 milliards de francs en 1988, sans compter la biomasse. Il est en effet bien difficile d'obtenir des données fiables pour le bois, plus encore pour les déchets de l'agriculture.

Ces produits échappent en effet la plupart du temps aux circuits commerciaux classiques et par conséquent aux statistiques. Les chiffres mondiaux cités par différents sources varient de 500 à 1 000 millions de tonnes d'équivalent pétrole ; l'incertitude est deux fois supérieure à la production d'électricité nucléaire mondiale... Il n'en reste pas moins qu'on peut estimer, à partir des informations fragmentaires dont on dispose, à plus de 25 milliards de francs par an le seul marché des chaudières et des poêles à bois dans les pays industrialisés.

Un enjeu à terme

Aujourd'hui, le dérapage des consommations énergétiques des pays industrialisés, le développement du tiers-monde et des préoccupations écologiques ouvrent à terme de nouvelles perspectives aux énergies renouvelables. Ainsi l'évolution technologique, qui conduit à des consommations spécifiques chaque année plus basses pour chaque activité humaine, vient à la rencontre des progrès réalisés dans la mise au point des filières d'énergies renouvelables, pendant que le rendement des photopiles devenait quatre fois plus efficace.

En outre, le caractère local et décentralisé des énergies renouvelables permet de rendre dès aujourd'hui des services essentiels aux pays les plus pauvres dans des zones où il n'est guère concevable de faire appel aux systèmes énergétiques classiques. C'est ainsi qu'aujourd'hui avec 1 mètre carré de photopile par individu, on peut assurer facilement les services essentiels : éclairage, audiovisuel, ventilation et froid d'un ménage des pays chauds et souvent dans des conditions économiques compétitives.

Enfin ces énergies ne sont pas génératrices de problèmes d'environnement, tout au moins quand elles sont utilisées de façon décentralisée. En particulier elles ne contribuent pas à l'effet de serre ; même dans le cas du bois, le gaz carbonique dégagé par combustion est réabsorbé par les arbres qui en tirent leur croissance.

Encore faut-il vérifier que le potentiel réellement utilisable de ces énergies n'est pas complètement marginal par rapport aux besoins recensés dans les différentes zones de la planète. En effet, même si les ressources apparaissent au premier abord comme considérables — dix mille fois la consommation mondiale

(*) Chargé de mission au CNRS.

actuelle. — les particularités des énergies renouvelables en limitent singulièrement le potentiel. Ces énergies sont alors diluées, fugaces ; on ne sait transporter ni le vent ni le rayonnement solaire sur de grandes distances ; on ne sait pas non plus les stocker sous forme concentrée.

C'est donc en adoptant une méthode analogue aux pétroliers, qui considèrent comme ressources les gisements physiquement reconnus et comme réserves la part de ces ressources économiquement rentables, qu'on peut dessiner une carte mondiale des réserves renouvelables d'énergie. Cette évaluation tient compte des ressources physiques et des

Autre constat : les formes les plus décentralisées de ces énergies, par exemple l'électricité photovoltaïque hors réseau, concernent dès aujourd'hui plus de 2 milliards d'habitants. Les solutions centralisées développées en Occident entraînent en effet des investissements initiaux et des coûts d'exploitation souvent hors de proportion avec les capacités de financement des pays pauvres. Les énergies locales, elles, permettent une politique des « petits pas » d'installations modulaires adaptées à la nature des besoins des populations et au rythme du développement local.

Il s'agit donc d'un véritable enjeu, à la fois pour le développe-

Désintérêt français

PARLER d'énergies renouvelables dans notre pays, c'est encore s'exposer à des sourires de sympathie quelque peu condescendants : utopie respectable d'écologiste pour certains, solution à très long terme pour les autres, quand les ressources fossiles seront toutes épuisées et si l'on ne trouve rien de mieux. En tout cas, pas une réalité industrielle pour l'entrepreneur responsable ; l'utilisation significative et commerciale des énergies renouvelables est renvoyée à un avenir plus ou moins mythique et assurément lointain.

Photowatt, l'une des sociétés les plus performantes au niveau mondial, leader dans le domaine de l'élaboration et de la découpe du silicium polycristallin pour photopiles solaires, voit ses actionnaires publics l'abandonner dès sa privatisation. Le gouvernement de l'époque en profite pour geler toute aide à la recherche.

Il faut attendre les propositions de rachat par des capitaux étrangers pour que les pouvoirs publics réagissent. A ce jour cependant, Photowatt n'a toujours pas touché le moindre sou d'aide à la recherche depuis bientôt trois ans. Quand on sait que la recherche représente un tiers de son activité, on peut imaginer les difficultés rencontrées.

Pendant ce temps, Valorga, une autre petite société qui exploite une idée tout à fait originale de production de méthane et de compost à partir des ordures ménagères, dépose son bilan, faute de trésorerie, alors même qu'elle enregistre des commandes de plusieurs grandes villes de France. Quant aux collectivités locales qui ont engagé des opérations de géothermie dans la région parisienne, victimes de montages financiers très onéreux et de problèmes de jeunesse de la filière, elles ont bien du mal à en maîtriser l'exploitation.

Le marché français des capteurs solaires (chauffe-eau, piscines, etc.), que les efforts de l'AFME (Association française pour le maître de l'énergie) de 1983 à 1986 et les incitations fiscales avaient permis de redresser, s'effondre à nouveau. De près de 90 000 mètres

carrés en 1985, il chute à 40 000 mètres carrés en 1987, moins de 30 000 mètres carrés en 1988.

Tableau morose donc qu'on peut attribuer en partie à des intérêts sectoriels qui s'opposent au développement de ces énergies, mais aussi et peut-être surtout à la dispersion des acteurs, à l'absence de continuité dans la volonté des pouvoirs politiques face à l'hostilité de l'administration, à la sous-information des utilisateurs. Le défaut de coordination et d'incitation des pouvoirs publics se fait cruellement sentir.

La fuite des cerveaux

Sous prétexte de libéralisme, de saine concurrence, on a laissé, sous le gouvernement Chirac, ces petites entreprises se débrouiller pratiquement sans aide devant la concurrence des producteurs d'énergie : chute des budgets de recherche, désengagement des grands groupes (CGE, Elf, etc.). L'abandon de ces thèmes par les laboratoires publics, la fuite des cerveaux et des brevets vers le Japon, l'Allemagne et les États-Unis, sont les conséquences très rapides de ce désengagement de l'Etat.

Bien évidemment, la chute des prix du pétrole n'a rien arrangé. La compétitivité, tout au moins à court terme, des énergies renouvelables s'en est fortement ressentie partout dans le monde. Mais, dans l'euphorie consécutive au choc pétrolier, pas une seule prise de position des pouvoirs publics n'est venue contre le laisser-aller général : tout s'est passé comme si le pétrole allait rester bon marché très longtemps.

Plus grave encore, les signaux positifs qui existaient à l'égard du grand public (déductions fiscales, primes aux chauffe-eau solaires, etc.) ont tous disparu en même temps qu'était libérée la publicité des producteurs d'énergie. Dans de telles conditions, on peut se féliciter que quelques entreprises aient réussi à maintenir leur chiffre d'affaires à force d'ingénierie et de dynamisme à l'exportation.

B. D.

Bilan des énergies renouvelables

Type d'énergie	Gamme puissance	Investissement moyen/kW (durée amortissement)	Durée de vie (délai d'installation)	Coût moyen de kWh électrique	Marché mondial (en ordre de grandeur en 1988)
Petite hydraulique	1 kW à 10 MW	6 000-18 000 f/kW (5 000 heures/an)	30 ans (1 à 3 ans)	0,20 f/kWh électrique	150 milliards de francs
Eolien	50 W à 2 MW	8 000-15 000 f/kW (2 000-3 000 h/an)	10 à 15 ans (0,2 à 1 an)	0,50 à 1 f/kWh électrique	1,5 milliard de francs
Géothermie haute température	1 MW à 50 MW	18 000-25 000 f/kW (8 000 h/an)	15 à 30 ans (2 à 3 ans)	0,25 à 0,80 f/kWh électrique	8 milliards de francs
Photovoltaïque	1 MW à 20 MW	60 000 à 100 000 f/kW (1 500 à 2 500 h/an)	20 ans (0,1 à 0,5 an)	5 à 15 f/kWh électrique	2 milliards de francs
Electricité solaire thermique	20 kW à 100 MW	10 000 à 20 000 f/kW (1 500 à 2 000 h/an)	10 à 20 ans (0,5 à 3 ans)	0,5 à 1,50 f/kWh électrique	0,6 milliard de francs
Capteurs solaires	1 kW à 500 kW	3 000-8 000 f/kW (1 200 à 2 000 h/an)	10 à 20 ans (0,1 à 0,5 an)	0,15 à 0,50 f/kWh thermique	5 milliards de francs
Dizels sites isolés	50 kW à 100 MW	3 000 à 5 000 f/kW (3 000 à 4 000 h/an)	3 à 20 ans (0,2 à 2 ans)	0,80 à 5 f/kWh électrique	1,2 milliard de francs
Piles et accumulateurs	1 mW à 10 kW		0,2 à 5 ans (0 à 1 an)	100 à 5 000 f/kWh électrique	30 milliards de francs
Nucléaire	600 à 3 000 MW	8 000 à 15 000 f/kW (5 000 à 7 000 h/an)	30 ans (7 à 10 ans)	0,25 à 0,70 f/kWh électrique	35 milliards de francs

Sources : CEE, AIE, AFME, Frost et Sullivan.

Unités : 1 MW = 1 000 kW, 1 kW = 1 000 watts, 1 mW = 1/1 000 watt.

lions de kilowatts et plus de 150 milliards de francs, alors que les commandes de centrales nucléaires n'atteignent pas le quart de cette valeur (3,6 millions de kilowatts en 1988)...

Saviez-vous qu'en France, aujourd'hui, le bois, avec 6,7 millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep), vient talonner le fioul domestique (7,3 Mtep) pour le chauffage des maisons individuelles ? 5,2 millions de maisons individuelles sur 11,1 se chauffent au bois ; le marché des appareils de chauffage à bois (chaudières, poêles, inserts et foyers fermés), malgré le coup de frein dû à la chute des prix du pétrole et à la suppression des déductions fiscales en 1986, était

pleins montrent la diversité des applications, le foisonnement des initiatives, la vigueur des acteurs : les énergies renouvelables sont une réalité d'aujourd'hui. En 1973, il n'y avait au monde que quelques milliers de chauffe-eau solaires, quelques dizaines d'éoliennes de grande taille ; les photopiles restaient dans l'espace pour alimenter les satellites. On voit donc le chemin parcouru et les progrès techniques accumulés en quinze ans.

L'évolution technologique extrêmement rapide de la filière photovoltaïque a déjà permis une chute spectaculaire des prix — divisés par quatorze en treize ans. Les progrès considérables

Ses commandes dépassent aujourd'hui 450 mégawatts aux États-Unis, mais aussi au Mexique, en Inde...

Au Brésil, pays en plein développement industriel, 60 % de l'énergie utilisée provient de sources renouvelables : hydraulique pour l'électricité, alcool de canne à sucre pour les voitures et les camions, charbon de bois pour les usages thermiques...

Pendant ce temps le gouvernement allemand consacre plus de 700 millions de francs à la recherche et au développement industriel de technologies nouvelles dans ce domaine. Les Danois exportent des éoliennes aux États-Unis en grande quantité : 7 100 machines de 1981 à 1986 pour 530 mégawatts et plus de 6 milliards de chiffre d'affaires.

Sans bruit, un peu partout dans le monde, une réelle activité industrielle se développe, dans des marchés à croissance rapide, pour certains d'entre eux : 20 % par an pour le photovoltaïque, 9 % pour la géothermie, 15 % pour la petite hydraulique... Un marché mondial qu'on peut esti-

(*) Chargé de mission au CNRS.

LA CROISSANCE RETROUVÉE

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1988

UN DOSSIER COMPLET SUR L'INVESTISSEMENT

45 ANALYSES FLASHES

UNE CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

332 pages 120 F

LE RAPPORT ANNUEL DES COMPTES NATIONAUX

COUPON-RÉPONSE à retourner à : CNGP-INSEE BP 2718 80040 Amiens cedex

☐ Veuillez m'envoyer... exemplaires de l'ouvrage "LA CROISSANCE RETROUVÉE" de la série ÉTUDES (332 pages - 120 F)

Nom ou raison sociale :

Activité :

Adresse :

Ci-joint mon règlement par : ☐ chèque bancaire

☐ chèque postal

☐ mandat... à l'ordre de :

INSEE

Institut National de la Statistique et d'Études Économiques

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître les études suivantes :

- Le travail temporaire en Europe
- Le fret express et ses perspectives en Europe
- Les agences de presse dans le Monde
- Les SSH européennes face à la concurrence internationale
- Les biotechnologies agro-industrielles dans le Monde
- Les biotechnologies de la santé dans le Monde
- Les résidences pour personnes âgées : maisons de retraite privées et nouvelles formes d'hébergement
- Leclerc, Intermarché et leurs concurrents

et vous informe de ses prochaines parutions d'études :

- L'industrie de l'armement dans le Monde
- Les cabinets français d'expertise comptable et d'audit : enjeux et concurrence étrangère.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383.

Nos représentants à l'étranger :

— ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.39. Télécopie : 4312740.

— ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 06.52.855. Télécopie : 06.55.78.

— PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738.

— BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 647.00.75. Télécopie : 640.30.57.

conditions technico-économiques mais aussi de la proximité des populations susceptibles d'y recourir.

Malgré ces conditions très restrictives, on constate que les réserves renouvelables totales représentent plus de la moitié de la consommation d'énergie mondiale d'aujourd'hui, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas aussi marginales qu'on veut bien parfois le dire. 70 % de ces réserves sont situées dans les pays du Sud.

Au Brésil, elles représentent sept fois la consommation d'aujourd'hui, en Amérique latine quatre fois, en Afrique dix fois. En Scandinavie, elles sont du même ordre de grandeur que la consommation ; pour la Communauté européenne, elles en représentent encore 15 %.

ment du tiers-monde, l'équilibre écologique de la planète et l'économie des pays industrialisés. Les grands pays industrialisés l'ont bien compris : l'Allemagne, qui consacre dix fois plus d'argent que la France à la recherche et au développement de ces énergies ; le Japon, qui s'appuie sur l'établissement d'un marché intérieur dynamique ; les États-Unis, qui prévoient un doublement de leur marché intérieur d'énergies renouvelables d'ici à 1995.

La France, bien placée dans les années 70, semble avoir baissé les bras depuis quelques années. Il est temps de réagir, avant que les chercheurs et les industriels ne se soient définitivement détournés de ce domaine curieusement dévalorisé dans notre pays.

ET LE 1^{er} SALON EUROPEEN
Organisé par le Secrétariat
Européen
150 exposants français

CONTROLE DES FUSIONS EN RFA

L'affaire Daimler-Benz-MBB

(Suite de la page 17.)

Une déclaration préalable est prévue par la loi dans le cas où l'une des entreprises participantes a réalisé durant l'année écoulée un chiffre d'affaires de 2 milliards de DM au moins, ou si les deux entreprises ont réalisé chacune un chiffre d'affaires d'au moins 1 milliard. Cela signifie que les cent plus importantes entreprises allemandes doivent déclarer leurs éventuelles fusions dès le stade du projet. L'Office fédéral des ententes doit statuer sur la fusion dans un délai de quatre mois. Durant ce délai, il est interdit de procéder à l'opération.

Toutes les autres fusions sont soumises à une formalité de déclaration obligatoire *a posteriori*. Toutefois, si la part de marché des entreprises concernées n'atteint pas 25 % après la fusion ou si les entreprises participantes ne totalisent pas dix mille employés ou un chiffre d'affaires annuel de 500 millions de DM, cette formalité n'est plus nécessaire. Pour certaines branches économiques, comme le commerce, les banques et la presse, les ordres de grandeur déterminés sont différents.

Une déclaration obligatoire, qu'elle soit préalable ou *a posteriori*, n'entraîne pas nécessairement un contrôle au fond de la fusion. Il existe en effet des clauses de tolérance qui limitent la possibilité d'un refus d'autorisation. L'Office fédéral ne peut intervenir si l'une des entreprises participant à la fusion ne réalise pas plus de 50 millions de chiffre d'affaires par an ou si le marché concerné par la fusion représente un volume en chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de DM.

En cas de contrôle, le refus d'autorisation est subordonné à la condition suivante : l'organe de contrôle doit constater l'acquisition d'un pouvoir dominant sur le

marché. En ce qui concerne les fusions horizontales, il faut insister sur la modification des parts de marché. Si une part du marché représentant un tiers de celui-ci (ou, dans le cas d'oligopoles, la moitié) est acquise, il y a présomption de l'existence d'une position dominante.

Cette présomption est réfutable et n'entraîne même pas un renversement de la charge de preuve. Il y a donc toujours lieu de contrôler si la concurrence substantielle avant la fusion subsiste encore après celle-ci et à la suite des modifications intervenues de ce fait dans la répartition des parts de marché.

De possibles compensations

Une position dominante sur le marché peut également être acquise par des entreprises formant une majorité, dans l'hypothèse où il n'y a pas entre elles concurrence et où elles se présentent dans leur rapport avec l'extérieur comme agissant d'un commun accord. Sont également visées les concentrations auxquelles participent des entreprises dans la même branche et en position d'oligopole.

Le simple renforcement d'une entreprise figurant dans un oligopole peut conduire à un refus d'autorisation de la part du Bundeskartellamt. L'absence de concurrence est présumée en cas d'oligopole à moins que les parties intéressées ne fassent la preuve contraire.

Les critères d'intervention sont les suivants :

— Le contrôle a lieu dès lors que le marché national est affecté. Par conséquent, les entreprises étrangères elles-mêmes sont soumises à l'obligation de déclaration et éventuellement au contrôle, si des entreprises allemandes participent à la fusion ou si, dans le cas d'une fusion purement étrangère du fait de ses participants, des marchés allemands sont affectés ;

— Le marché doit être affecté de façon préjudiciable à son bon fonctionnement. L'Office fédéral des ententes a tendance à définir le marché concerné de façon étroite. Ce point est crucial dans les procédures de contrôle. Plus on limite le marché, plus rapidement une fusion est considérée comme acquisition d'un pouvoir dominant. Ce critère du marché concerné doit être examiné dans chaque situation particulière.

Il faut noter que la pratique de l'Office fédéral des ententes permet aux entreprises de procéder à une fusion, même lorsque les conditions justifiant le refus d'autorisation semblent réunies. Une entreprise peut abandonner certains secteurs d'activités afin de pouvoir réaliser la fusion pour le reste. Ainsi, alors qu'avait été interdite la fusion Thomson-Grundig, la fusion Philips-Grundig a été admise sauf pour les activités « dictaphones » des deux entreprises — dissociées du reste, car la fusion aurait entraîné l'acquisition de parts du marché trop importantes sur ce marché spécifique.

Une fusion d'entreprises sur un marché peut également être compensée par une déconcentration sur un autre. Un exemple en est la fusion Karstadt-Neckermann où l'Office fédéral a considéré que la dégradation des conditions de concurrence dans les secteurs de la vente par correspondance avait pour contrepartie une amélioration dans la branche du tourisme.

En conclusion, le contrôle des fusions n'a été exercé de façon systématique que sur des marchés très sensibles, tels que celui de la presse. L'intervention du Bundeskartellamt concerne maintenant pour la première fois le marché de l'armement. Ce contrôle ne devient un obstacle aux rapprochements d'entreprises que s'il existe réellement un danger sérieux pour la structure du marché.

Dans le cas de Daimler-Benz, le Bundeskartellamt entendait par son interdiction s'opposer à la mainmise de la plus grande société allemande sur MBB, entreprise détenant déjà en RFA le marché de la fabrication d'armement, un des leaders sur le marché aérospatial et le partenaire d'Airbus Industries. Le

Bundeskartellamt ne pouvait pas accepter l'atteinte à la concurrence résultant de l'acquisition d'une position dominante dans le secteur de la haute technologie.

C'est afin d'augmenter la compétitivité du futur géant sur le marché mondial que l'autorisation ministérielle a été donnée contre l'interdiction prononcée par l'Office fédéral des ententes. Cette décision a une logique : le projet de fusion a été vivement encouragé dès le début par l'Etat fédéral lui-même, lequel détient avec plusieurs Länder la majorité

du capital de MBB, dont il désirait, d'ailleurs, à terme se dégager. Toutefois, les commentateurs politiques ne manquent certainement pas de souligner l'atteinte à la séparation des pouvoirs qui caractérise la décision du ministre de l'économie.

CHRISTOPH RADTKE.

(*) Le Bundeskartellamt est une autorité fédérale autonome, située à Berlin et appartenant hiérarchiquement au ministère fédéral de l'économie, dont il est cependant indépendant dans son pouvoir de décision. Les décisions sont prises par des comités composés par trois fonctionnaires, tous de formation juridique.

fondation saint-simon SEMINAIRES 1989/1990

- Echanges et conflits entre les générations
Animateur général : Hervé Le Bras
- Individualisme libéral et justice sociale
Animateur général : Jean-Pierre Dupuy
- Bio-éthique et démocratie
Animateurs généraux : Michèle Barzach et Luc Ferry
- La crise de l'école : Que penser ? Que faire ?
Animateurs généraux : Philippe Reynaud et Paul Thibaud
- Les pays de l'Est et nous
Animateurs généraux : Pierre Grémion et Pierre Hassner
- L'avenir de l'ingénieur
Animateurs généraux : Michel Bauer et Georges Y. Kervenn

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par un enseignement pluridisciplinaire de haut niveau consacré aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :

fondation saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

LES Entretiens

CONDORCET

RENCONTRES ANNUELLES DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

12, 13 SEPTEMBRE 89
PARIS • LA VILLETTE

Mardi 12 Septembre 1989

10 H 30

- Synthèse des Assises Régionales des Entretiens Condorcet par Monsieur André Ramoff, Délégué à la Formation professionnelle.
- Histoire de la Formation Professionnelle (Audiovisuel).
- Accueil par Monsieur André LAIGNEL, Secrétaire d'Etat chargé de la Formation Professionnelle.
- Intervention de Monsieur François MITTERRAND, Président de la République.

14 H 30

Ateliers «Les nouvelles pratiques pédagogiques».

17 H 00

Table ronde «Le rôle des partenaires sociaux dans la formation professionnelle».

Mercredi 13 Septembre 1989

8 H 45

Ateliers «Les nouvelles réponses de l'offre».

11 H 30

Table ronde «Nouveaux métiers, nouvelles qualifications».

14 H 30

Table ronde européenne «La France dans l'Europe de la Formation».

16 H 30

- Intervention de Monsieur André LAIGNEL, Secrétaire d'Etat chargé de la Formation Professionnelle.
- Discours de clôture des Entretiens Condorcet par Monsieur Michel ROCARD, Premier Ministre.

Renseignements

36.15 INFO

ET, LE 1^{er} SALON EUROPEEN DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Organisé par le Secrétariat d'Etat à la Formation Professionnelle et la Commission des Communautés Européennes à l'occasion des Entretiens Condorcet et de l'Europe des Compétences.

- 150 exposants français et européens : organismes de formation, entreprises, universités, partenaires institutionnels...
- Accès libre et gratuit de 9 H à 19 H du 12 au 15 septembre 1989, Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris-La Villette

La chronique de Paul Fabra

Vaines alarmes sur le commerce extérieur

C'EST bien à tort que le gouvernement s'inquiète de la sensible augmentation du déficit de la balance commerciale. Selon toute vraisemblance, cette « détérioration », pour reprendre l'expression, n'a aucune signification précise et, surtout, n'appelle aucune mesure corrective. Mais tellement anecdotique est le préjugé selon lequel un solde négatif de nos échanges avec l'étranger, et a fortiori un solde en voie d'accroissement, est, en soi, un indice défavorable — et cela quelle que soit l'évolution des autres postes de la balance des paiements — que tout propos rassurant sur ce chapitre est un coup d'épée dans l'eau.

Cependant, la quasi-suppression du contrôle des changes pour les entreprises et la prochaine abolition complètes, y compris pour les particuliers, de l'importation des produits étrangers, représentent une véritable mutation. L'importance accrue qu'on continue d'accorder à la balance des paiements est la preuve qu'on n'a pas mesuré toutes les conséquences. Cela ne veut pas dire que pour la France, le temps n'est sans doute plus éloigné où ce document fera figure, dans plusieurs de ses éléments considérés encore aujourd'hui comme essentiels, d'inutiles survivances.

Injustifiés auront été, ces derniers jours, et l'annonce consternée des chiffres de juillet faisant état du « plus mauvais résultat enregistré depuis août 1988 » de la balance commerciale et l'excessive discrétion avec laquelle a été rendu public le fort accroissement des recettes nettes du tourisme. Rien ne distingue, quant à leurs effets sur l'équilibre global des comptes de la France, la vente d'une automobile Renault en Allemagne de la location de chambres d'hôtel à des touristes venus de Düsseldorf. Tous les achats que ceux-ci auront eu la bonne idée de faire en France pendant leur séjour sont, à tous égards, l'équivalent d'exportations françaises en RFA. Ce qui conduit à classer sous deux rubriques différentes ces deux opérations semblables est une convention statistique, laquelle, à bien sûr, sa raison d'être. Mais il s'agit d'une raison subtile, motivée par le louable souci

d'identifier les différentes sources de recettes. Elle n'implique aucun jugement de fond quant à la nature des transactions visées.

A force de faire l'objet de commentaires, d'être repris dans les discours politiques, les chiffres afférents aux diverses divisions statistiques finissent par faire croire qu'ils renvoient à des phénomènes dont il importe de connaître l'ordre de grandeur à 2 ou 3 milliards près. Parce que l'an dernier l'excédent des importations sur les exportations a été de 32,8 milliards, tout dépassement de ce montant risque aussitôt d'être considéré comme une « dégradation », mais, si on veut bien se souvenir de la façon dont ce chiffre est établi, on s'aperçoit que le caractère très hasardeux de toute interprétation. Ce solde, d'abord, n'est pas la différence entre le montant des achats et des ventes à l'étranger directement appréhendés par les statisticiens. Sur cette base, le déficit recensé l'année dernière ressortait à quelque 48 milliards de francs. Mais, par souci de regrouper les opérations sur services qu'on appelle « invisibles » (précisément parce qu'elles ne portent pas sur des biens matériels), on a délégué du coût des importations les frais d'assurance et de transport. Ce travail d'affectation est forcément entaché de beaucoup d'imprécision. Pour mieux saisir la réalité, on s'en est éloigné encore de plusieurs crans. Cela n'est pas une critique, mais une remarque propre à relativiser la portée des chiffres sur lesquels on raisonne.

Autre circonstance qu'il faut encore moins perdre de vue : depuis 1974, pour se conformer à la norme internationale définie par le Fonds monétaire, la France a abandonné sa méthode traditionnelle, à savoir de classer sous deux rubriques différentes ces deux opérations semblables est une convention statistique, laquelle, à bien sûr, sa raison d'être. Mais il s'agit d'une raison subtile, motivée par le louable souci

réalité économique. L'idée est d'appréhender les mouvements physiques des biens, autrement dit d'enregistrer les transactions à la livraison des marchandises plutôt qu'au moment du règlement. Il n'est pas sûr que ce soit un progrès. Comme on le verra, par ce biais, on laisse de côté la fonction la plus importante d'un marché des changes, selon le tour général de la science économique moderne qui continue à raisonner sur la base d'agréats macro-économiques plutôt qu'à s'intéresser de près aux mécanismes de marché.

Si on accorde si souvent une attention toute spéciale aux fluctuations de la balance commerciale et de son solde, plus particulièrement encore au solde des seuls échanges portant sur les produits manufacturés, c'est parce que beaucoup s'imaginent y trouver une bonne mesure de la compétitivité de l'industrie française. Aucune étude ne fait état du phénomène dominant : l'extrême plasticité des échanges extérieurs. Les entreprises évoluent sur un marché aux dimensions du monde, les positions respectives de l'offre et de la demande se modifient à chaque instant.

Plutôt que de tirer des conclusions hâtives sur la structure de l'appareil de production français, l'insuffisance, réelle ou supposée, des investissements, il conviendrait de s'attacher à l'équilibre général. Le gouvernement table aujourd'hui sur un déficit commercial (pas seulement pour les produits manufacturés) de 40 à 45 milliards, soit environ 10 à 15 milliards de plus qu'en 1988 (où le déficit commercial avait été de 32 milliards).

Mais l'excédent de la balance du tourisme (pourquoi ne pas y voir aussi un signe de la compétitivité des prix français ?) serait supérieur d'au moins 7 à 8 milliards à celui de 1988, pour atteindre cette année environ 30 milliards de francs : de quoi compenser une bonne partie du déficit commercial. Tant et si bien que le déficit de la balance des paie-

ments courants, qui regroupe les transactions sur les marchés et les services, devrait ne pas beaucoup s'écarter de celui de l'an dernier, égal à 21,3 milliards de francs. Ce chiffre n'a rien d'inquiétant pour un pays où les capitaux étrangers affluent.

On approche de plus près du cœur du sujet, en se demandant ce qui, en France et à l'étranger, explique cet engouement pour la balance des paiements, tantôt attiré (en cas de déficit), tantôt enquis (en cas d'excès de surplus). En ce qui concerne notre pays, on serait tenté de répondre : les cuisantes expériences que nous avons connues. Mais les mauvais souvenirs devraient plutôt contribuer à relativiser l'importance de la balance des paiements. Comme par enchantement, de poser un problème réel, le vieux dilemme de financement, à partir du moment où le gouvernement cessait lui-même de subir — le dérapage des prix, le dérapage des finances publiques, etc. — pour gouverner à nouveau.

Dans une note d'information publiée par la Banque de France (portant le numéro quatre-vingt), en date de décembre 1988, on peut lire : « L'importante libéralisation des changes intervenue depuis mai 1987 a eu pour effet de modifier notablement les circuits financiers précédemment utilisés par les entreprises résidentes pour l'exécution de leurs règlements avec l'étranger. De plus en plus d'opérations sont réglées désormais par voie de compensation, ou directement à partir de comptes ouverts à l'étranger (comptes bancaires ou comptes courants d'entreprises). »

Concrètement, cela signifie que, désormais, le marché des changes recommence à jouer pleinement son rôle après la longue éclipse qu'a représentée le régime du contrôle des changes, destiné précisément à se substituer à la régulation par le marché. Sur un marché des changes qui remplit complètement son office, les demandes de devises

émanant des importateurs de marchandises étrangères, des acheteurs de titres étrangers et, plus généralement, de tous ceux qui doivent régler leurs fournisseurs étrangers, sont satisfaites grâce à l'offre provenant des exportateurs, et, d'une façon plus générale, de tous ceux qui, en vendant des actifs français à l'étranger, se sont procurés des dollars, des deutschemarks, des livres sterling, etc.

A partir du moment où le marché des changes fonctionne comme une immense chambre de compensation, les circuits financiers n'ont plus besoin de travailler par l'Institut d'émission. Un opéré n'a plus besoin de transfusion dès lors que la circulation sanguine a repris son cours normal à l'intérieur de son corps. C'est à cette « modification » que faisait allusion la première phrase du passage de la note citée ci-dessus. On voit le « danger » pour une administration accoutumée, depuis plus d'un demi-siècle, à se faire communiquer par le menu toutes les opérations privées (sans parler naturellement des publiques) effectuées avec l'étranger.

En Allemagne, le comte Lambsdorff, président du Parti libéral (FDP), a récemment proposé, afin d'alléger la tâche bureaucratique des entreprises, de supprimer les déclarations légales et obligatoires aux services de statistiques. Qu'on ne puisse plus demain disposer d'un certain nombre de renseignements aujourd'hui recaptés par la balance des paiements pourrait passer pour un retour à l'obscurantisme. Mais l'obscurantisme, c'est le fétichisme de la balance des paiements, qui établit, contre toute logique économique, une différence de nature entre, d'une part, les échanges effectués avec l'étranger et, d'autre part, les échanges qui s'opèrent à l'intérieur du territoire national.

Raison de plus pour se méfier du projet de la Commission européenne, visant à centraliser toutes les transactions intracommunautaires donnant lieu au paiement de la TVA, sous prétexte de rendre possible le grand marché intérieur. Une des conséquences serait inévitablement de rendre à nouveau chaque Etat sensible aux moindres fluctuations de sa balance commerciale. Un comble !

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

GERALD M. MEIER
et DUDLEY SEERS éd.Les Pionniers
du développement

L'avant-propos banal d'A.W. Clausen, président de la Banque mondiale, suivi d'une préface de G.M. Meier, de Stanford, confirme l'ignorance courante, aux États-Unis, relative aux économistes de langue non anglaise. Ni Jean Fourastié, ni Maurice Allais, prix Nobel, ni les Italiens, ni les Allemands ne sont cités ; aucun Soviétique, est-il à peine besoin d'ajouter. C'est dans une note de bas de page qu'on trouve le nom de Léon D. Dupriez (Louvain).

Les dix pionniers évoqués et reproduits sont Lord Bauer (commenté par M. Lipton et T.N. Srinivasan), Colin Clark (commenté par G. Pyatt), Albert O. Hirschman (commenté par C.F. Diaz Alejandro et P. Street), Sir Arthur Lewis (commenté par C. Harberger), Gunnar Myrdal, prix Nobel (commenté par H. Myrdal), R. Prebisch (commenté par A. Fishlow et J.N. Bhagwati), Paul N. Rosenstein-Rodan (commenté par D. Avramovic), Walt Whitman Rostow, l'auteur du « décollage » (commenté par G. Haller et A.F. Mohammed), H.W. Singer (commenté par B. Balassa) et Jan Tinbergen, prix Nobel (commenté par M. Bruno).

Une bibliographie est très utile.

★ Economica, Paris 1988. 24 cm. 398 p. 125 F.

HENRI HATZFELD

Du paupérisme
à la Sécurité sociale

Elle est déjà lointaine, la première édition (1971), et il y a eu depuis tant de novations dans les esprits que nous pouvons considérer cet ouvrage comme nouveau. L'adresse au président Pierre Laroque est, du reste, récente et inédite.

Il y a plusieurs façons de le lire, plusieurs attitudes plutôt, qui vont de l'indignation contre les positions de certaines classes ou de certaines époques, à la satisfaction devant les progrès accomplis. Est cependant, peut-être, sous-estimée, selon une norme bien classique, la misère rurale, moins visible, moins agressive.

Trois périodes sont distinguées : le dix-neuvième, jusqu'en 1889 ; la période 1889-1945 ; enfin de

1945 à aujourd'hui. Rappel de quelques lois importantes, qui, tout en faisant passer, peu à peu, de la bienfaisance à l'assurance, sont entachées de confusions. Marx et la loi d'airain de Lassalle nous placent sur un autre terrain.

Fidèlement décrites, les attitudes patronales (sauvegarder les droits géométriques), les objections antérieures (Léon de Sallé), Le Belge Anseret a écrit : « La loi sur les retraites ouvrières marquera une régression en France sur l'évolution du socialisme. M. Jaurès ne s'en doute peut-être pas mais M. Jouhaux s'en méfie. »

Ce conflit entre réforme et révolution est-il résolu ? Nous passons, pour le voir, à l'examen « du moteur et du frein », des freins faudrait-il dire, parmi lesquels... les agriculteurs et les médecins. En conclusion, elle n'était pas fatale, cette évolution : elle a, du reste, été différente en Grande-Bretagne et en Allemagne. Mais, partout, a été oubliée, ou sous-estimée, la question des enfants et de la famille. Bibliographie.

Presses universitaires de Nancy, Nancy 1989. 24 cm. 348 p. 130 F.

MICHEL CAHEN

Bourgs et villes
en Afrique lusophone

Il fut, peut-être, un moment, le premier du monde, l'empire des descolores, mais les dernières colonies ne sont affranchies après la « révolution des caillots ». Ils ne se doutaient pas, les colonisateurs européens de divers pays, que le seul résultat durable de leur domination serait culturel. La langue portugaise reste enseignée sur de vastes territoires.

La préface de Catherine Coquery-Vidrovitch nous annonce qu'elle compte sur une collaboration suivie entre le laboratoire tiers-monde : Afrique de Paris-VII, et l'université technique de Lisbonne. Pour sa part, l'ouvrage est publié avec le concours de la Fondation Calouste Gulbenkian de Lisbonne, du centre de recherche Etudes et Documentation universitaires (Nairobi) et de l'université Paris-VII. Il a bénéficié du concours de dix auteurs spécialisés.

La première partie porte assez largement sur le Cap-Vert. Les deuxième et troisième parties concernent particulièrement Bissau et l'Angola ; la troisième nous présente ainsi la ville de Luanda et se termine par un chapitre « pour ne pas conclure », car tout reste à faire y compris l'organisation politique et sociale. La quatrième partie porte sur la ville de Maputo, ex-Lourenço-Marquez.

Excellente initiation aidée par plusieurs cartes.

★ Editions L'Harmattan, Paris. 1989. 299 pages. 190 F.

JACQUES ADDA

et MARIE-CLAUDE SMOUTS

La France face au Sud
Le miroir brisé

Un de plus, mais un bon, qui nous emmène au fond des choses, sans toutefois cesser quelque solution sacrilège. Dès le début, nous trouvons la partie la plus solide, à savoir l'évocation de la grande migration méditerranéenne vers le Nord. Sont rappelés, à ce propos, les émeutes d'Alger en 1988, mais nous devons regarder encore plus au sud.

Jacques Adda travaille à l'Observatoire français des conjonctures économiques, présidé par Jean-Marcel Jeanneney ; Marie-Claude Smouts est directrice de recherche au CNRS. « Les sanglots de l'homme blanc » pourraient servir de titre, si celui-ci n'avait pas été illustré par Pascal Bruckner. Car nous en sommes au même point, encore que jamais un sanglot n'ait troublé les débats politiques.

Le nombre de victimes de la pauvreté absolue est évalué à un milliard par la Banque mondiale, mais l'esprit de Canouan s'est noyé « dans un océan d'indifférence ». La proportion du PIB consacrée à l'aide aux pays en développement est inférieure de plus de moitié aux 0,7 % initialement proposés comme un minimum. Quant à l'aide des ONG, elle est plus humanitaire qu'économique.

Et nous retombons dans le terrible « malentendu » de l'endettement : la Bolivie a racheté la moitié de sa dette bancaire à 10 % de sa valeur, et cela avec l'aide du FMI. Mais cette aventure détruit les comptes de

façon « inacceptable ». Il y a diverses façons d'agir, mais une seule à compter... en principe.

Vaste parcours, documentation sûre, mais la conclusion précisée attendue n'est pas celle. Le miroir est brisé. Bibliographie où manque le nom de Jacques Giri.

★ Editions Karthala, Paris. 1989. 24 cm. 363 pages. 160 F.

AGNÈS CHEVALLIER
et VÉRONIQUE KESSLEREconomies en développement
et défis démographiques

Algérie - Egypte - Maroc - Tunisie

Le voici enfin, ce livre si attendu : c'est la fin du désert, sur un des sujets les plus vireux pour la France et pour le monde. Représentons l'usage si déplacé du terme « désert » : il ne s'agit pas d'un tournoi, mais d'un sujet. Ce livre, particulièrement bien venu pour l'Algérie, est l'œuvre de deux économistes du si fécond CEPI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales).

Dans ces quatre pays, la mortalité a fortement baissé, comme partout dans le monde, mais la fécondité n'a qu'inégalement suivi. Jusqu'ici rebelle, l'Algérie est entrée dans le mouvement. Les perspectives des Nations unies confirment la tendance qui va toucher profondément les coutumes, les façons de vivre et peut-être certaines pratiques religieuses.

En bonne place, les prévisions des Nations unies jusqu'en 2025 : plus de cent millions, pour le seul Maghreb. Le taux de natalité algérien pourrait être encore, à peu près, le double de divers pays occidentaux. Est souligné le contraste entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, sans vues précises sur les migrations possibles ou nécessaires.

L'économie, l'emploi, sont examinés avec la prudence nécessaire, encore que la part du travail noir (informel) soit dûment étudiée.

★ La Documentation française, Notes et Etudes documentaires, n° 4878. 1989. 350 F.

JACQUES GIRI

Le Sahel au XXI^e siècleUn essai de réflexion
sur les sociétés sahéliennes

Il le connaît si bien « son » Sahel, cet ingénieur des mines, devenu apôtre, qu'il ne nous en donne ni définition, ni limites, ni carte. Or bien des Français n'ont que quelques idées de cette région que par les récits et vues du raid Paris-Alger-Dakar, alors qu'elle recouvre neuf Etats.

C'est avec l'aide de l'OCDE qu'a été créé, en 1976, à l'initiative de la préfecture Anne de Lattre, le Club du Sahel, organe où l'auteur — un moraliste — joue un rôle essentiel. Il a, en particulier, élaboré des scénarios possibles, pour un quart de siècle, ce qui nous conduit au, si exploré déjà, XXI^e siècle.

En ballottage, cette région, dit-on en style familier, tant sont incertaines les conditions d'avenir, principalement la météorologie, cette science si atterrante. « Gouverner, c'est prévoir ! », disait-on plaisamment, à l'époque coloniale. Et, cependant, cet avenir dépend également de l'homme : son action peut vaincre le désert ou assurer son extension, ce qui est plutôt le cas actuel.

Que le lecteur se garde cependant de courir au dernier chapitre : « Où est la sortie ? » L'action des habitants pouvant être favorable ou désastreuse, l'éducation joue un rôle fondamental. Pas de limitation des naissances, doublement classique de la population en vingt-cinq ans. La fécondité de groupes nomades semble, cependant, avoir baissé, effet selon l'INED des restrictions décidées pour éviter la consanguinité.

Le Sahel au XXI^e siècle ? La réponse semble sombre, mais, si intense est l'effort, si réfléchi l'action, que l'espoir demeure en une victoire sur la nature. Le monde entier devrait suivre cette lutte, dont il dépend quelque peu.

★ Editions Karthala, Paris. 1989. 21,5 cm. 342 pages. 130 F.

RENTREE OCTOBRE

2^{ème} CYCLE
MANAGEMENT
EUROPÉENLICENCE
EUROPÉENNE
DES AFFAIRESavec le centre de management
aux affaires de GENEVE14 MOIS DE MANAGEMENT
ET DE MISSIONS
PROFESSIONNELLES
EUROPÉENNESADMISSION :
Jeunes cadres,
licence, DEUG, DUT, BTS
ou diplôme C.E.E.
équivalent

IEMI

INSTITUT EUROPEEN DE
MANAGEMENT INTERNATIONAL

INFORMATION

(1) 42 66 66 82

71, RUE DU FG-ST-HONORE,
75008 PARISComment
bâtir une stratégie
de communication globale ?
Quels sont les signes extérieurs d'image ?
Comment maîtriser et gérer les techniques ?...Le
1^{er} guide
opérationnel pour la
communication d'entreprise

M.H. WESTPHALEN

LE
COMMUNICATOR

195 F

Dunod

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

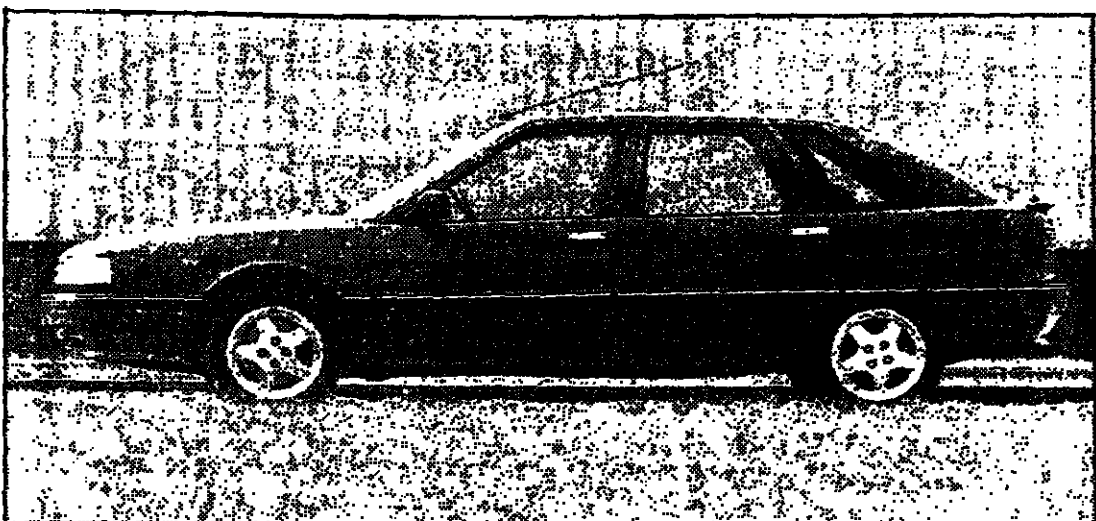
BOURSE

36.15 LEMONDE

صكنا من الاصل

Automobile

Renault 21 : cinq portes et aussi une quatre roues motrices



Alors que le groupe PSA prend cette année l'offensive sur le segment des hautes de gamme avec la XM de Citroën et la 605 de Peugeot, Renault a choisi de renforcer sa position sur le créneau des voitures moyennes.

A peine digéré le lancement de la 19 à deux volumes (compartiment moteur et habitacle à coffre intégré), en septembre 1988, Renault a présenté une version de cette voiture à trois volumes (moteur, habitacle et coffre séparé) en mai 1989 - la Chamade. Voici maintenant les 21 qui bénéficient d'améliorations importantes non seulement des lignes, mais aussi d'usage et de motorisation. Une version à quatre roues motrices va être en outre très bientôt proposée.

Première des modifications : la possibilité de se faire livrer une 21 en deux volumes. Ce qui peut apparaître comme superflu puisqu'un modèle break existe déjà. En fait, cette version est l'aboutissement d'une volonté à la Régie : donner aux automobilistes tentés par les marques étrangères, largement pourvues en versions multiples, le moyen de trouver chez un constructeur français au moins l'équivalent.

Avec les deux ou trois volumes - et un break - cinq moteurs à déclinaisons diverses et des modèles « sportifs » (douze soupapes et turbo), la gamme des 21 apparaît en effet désormais très complète.

Sur le plan industriel, ces modifications intervenues n'ont pas entraîné de gros investissements. Ainsi les deux volumes ne sont-ils retouchés que sur l'arrière où ils ont

pris un hayon avec seul de chargement bas. Pour autant, les sous-ensembles ont néanmoins été revus - les sièges arrière par exemple - mais ces modifications n'ont pas causé de bouleversement sur les chaînes. Sur le montage des groupes moteurs, aucune modification n'est intervenue, et l'on trouve deux types de moteurs, l'un pour des moteurs montés longitudinalement (1 995 cm³), l'autre pour les groupes montés transversalement (1 721 cm³). Cette solution avait beaucoup surpris lors du lancement des premiers modèles de la gamme en 1986.

Parfois réticente

Toutefois, les groupes ainsi disposés ont évolué comme les lignes de ces véhicules, gagnant en puissance dans la plupart des cas et faisant appel pour une version 2 litres, plus sportive, à une multiplication des soupapes. La 21 TXI ainsi baptisée, qui est dotée de 2 litres à 12 soupapes (trois par cylindre) commandées par un seul arbre à cames, apparaît d'une grande souplesse d'utilisation. Avec 140 ch à 6 000 tours et un couple moteur maximal de 17,9 mkg (effort de traction) qui amorce sa montée en puissance dès les 2 000 tours sans les à-coups que procurerait une turbine, ce moteur donne bien des satisfactions à la conduite. Notons par ailleurs la grande discrétion sonore du groupe, ce qui ajoute un confort supplémentaire pour une voiture pourtant plutôt réservée aux initiés.

Sur toutes les versions des 21, il reste que le comportement routier

diffère selon que le modèle choisi comporte le moteur monté en long ou en large. Dans le premier cas, une certaine vigilance en sortie de virage est recommandée, la voiture semblant réticente à une remise en ligne spontanée.

Le freinage est à la hauteur des ambitions, et la généralisation de la gestion électronique de l'allumage et de l'alimentation fait oublier les mauvais souvenirs de la carburation traditionnelle.

Ces remarquables progrès de la technique ne font que plus regretter les défauts de finition qui peuvent, hélas ! apparaître : serrures de portes qui se bloquent, coffre tenu à l'ouverture, colliers de durite desserrés, voyant de pression d'huile obstinément bloqué dans le rouge alors que le moteur tourne sans défaut... mais ne généralisons pas.

La toute nouvelle version en transmission intégrale permanente mérite, en outre, une mention toute spéciale. La 21 Quadra, à visco coupleur, donne des garanties supplémentaires de sécurité à la route quand le mauvais temps sera de retour. L'arbre de transmission est classique et non pas comme sur l'Espace en matériau composite. Il s'agit là d'un arbre en acier réalisé en deux tronçons. La possibilité de bloquer le différentiel arrière donne tous les moyens, comme sur un 4x4 de rallye, de sortir le véhicule d'une mauvaise situation quand le démarrage a lieu par adhérence douteuse.

Les mêmes qualités remarquées sur les berlines à douze soupapes sont à noter : confort de conduite et silence. On notera, toutefois, que le réservoir à carburant est désormais placé derrière le pont arrière. Il est donc à ce titre moins à l'abri des chocs que sur les autres modèles classiques.

A l'heure actuelle, dans toutes les versions, près de un million de Renault 21 circulent en France et en Europe. La Régie espère, avec ses nouveautés, améliorer encore ce succès.

CLAUDE LAMOTTE.

★ Les prix des Renault à deux ou trois volumes sont identiques et s'établissent de 77 100 F à 162 000 F (2 litres turbo), les 21 TXI Quadra sont vendues 159 400 F, une version 2 litres Quadra turbo est disponible.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 9 septembre 1989 :

UNE CIRCULAIRE

De 5 septembre 1989 relative à la politique en faveur de l'intégration des rapatriés d'origine nord-africaine.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 10 septembre 1989 :

UNE SERIE D'ARRÊTÉS

DU 30 AOÛT 1989

● Modifiant l'arrêté du 28 février 1973 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs de collège d'enseignement général (ancien régime) et aux personnels assimilés et relatif aux instituteurs chargés d'un enseignement dans un collège d'enseignement général ou de fonctions assimilées.

● Modifiant l'arrêté du 28 février 1973 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux différents emplois du grade d'instituteur public.

● Fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux chargés d'enseignement.

● Fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive.

● Fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux conseillers d'éducation.

● Fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux adjoints d'enseignement.

● Modifiant l'arrêté du 26 janvier 1983 fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des instituteurs.

● Fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux professeurs d'enseignement général de collège.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Rachel STELLA et Pierre AUBRY, ont la joie d'annoncer la naissance de Rebekah Edmonde AUBRY, le 5 septembre 1989.

29 bis, rue de Poissy, 75005 Paris.

Mariages

— M. et M^{me} Angèle DOUTREMEPUNCH, M. et M^{me} Alain LE MAOUT, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Agathe et Denis, le 9 septembre 1989.

10, rue Stéphanie, 33200 Bordeaux, 48, rue Proudhon, 78370 Plaisir.

— Dominique NARDOT, Isabelle ITENEY-PAUDER, ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans la plus stricte intimité, le samedi 9 septembre, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois.

23, rue Circulaire, 78110 Le Vésinet.

— Marisol TOURAINE, Michel REVEYRAND,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à la mairie de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), le 4 septembre 1989.

38, avenue Parmentier, 75011 Paris.

Décès

— Geneviève Benon, son épouse, Denise et Jacques Mollard, ses enfants, Pascal Mollard, son petit-fils, Solange Poilane, sa sœur, ses enfants et petits-enfants, Marguerite et Fernand Marcein, sa tante et son oncle, leurs enfants et petits-enfants, Madeleine et Paul Boquet, sa belle-sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Sa famille. Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 19 août 1989, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

Michel BENON, administrateur civil du ministère de l'Industrie, violoniste et alpiniste passionné. Selon sa volonté, l'incinération a eu lieu le mercredi 30 août, au crématorium du Père-Lachaise.

— Le président Et le conseil d'administration de Teleflex Lionel-Dupont, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 5 août 1989, de

M. Aymé BERNARD, administrateur honoraire.

Une messe de requiem sera célébrée le 15 septembre, à 17 h 30, en la basilique Saint-Martin d'Alain, à Lyon.

— M^{me} Arnold Delacour, ses enfants, Petite-enfants, Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André DELACOUR, survenu à Cagnes-sur-Mer, le 5 septembre 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Charles Feyrabend, son épouse, M. et M^{me} Jacques Lautman, M. et M^{me} Claude Feyrabend, M. et M^{me} Philippe Müller, M. et M^{me} Jean Touillier, M. Louis Feyrabend, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles FEYRABEND, directeur honoraire de la Société nationale des chemins de fer français, président-directeur général honoraire de la SNCF, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, survenu le 1^{er} août 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Gustave-Charpentier, 75017 Paris.

— Saint-Nazaire. La Baule. Paris.

M^{me} Marc Frèche, son épouse, Philippe et Thierry Frèche, ses enfants, M^{me} Leon Frèche, sa mère, M. et M^{me} René Ayache, ses beaux-parents, M. et M^{me} Fernand Frèche et leur fils, M. et M^{me} Léo Palti et leurs enfants, M. et M^{me} Gilbert Frèche et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Beton et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Pierre Ayache. Le professeur et M^{me} Charles Frèche et leur fille. Les familles Frèche, Ayache, Palti et Beton, ont la douleur de faire part du décès brutal de

M. Marc FRÈCHE, PDG des vêtements Léon Frèche, à Saint-Nazaire, survenu à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 12 septembre, à 11 h 30, au cimetière de Montmartre, à Paris (entrée principale).

30, avenue des Peupliers, 44300 La Baule.

— M. et M^{me} André Schwalberg, M. et M^{me} Ili Nisim, ont la douleur de faire part du décès de leur beau-frère et frère,

Charles FRYC, survenu le 4 septembre 1989.

La levée du corps aura lieu le mardi 12 septembre, à 8 heures du matin, à l'Institut médico-légal, place Mazza, Paris-12^e.

Il sera inhumé le lendemain à 14 h 45, au cimetière de l'Est à Nice.

Ni fleurs ni couronnes.

177, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. Ciel de Fatma, avenue J.-Gordan, 06200 Nice.

— M^{me} veuve Joseph Aknine et ses enfants, M. Elie Lascar, ses enfants et petits-enfants, M. Judas Azmels et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Fortuné LASCAR, née Azmels, survenu le 10 septembre 1989, dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques auront lieu au cimetière israélite de Versailles, boulevard Pershing, le mardi 12 septembre, entre 14 heures et 15 heures.

77, rue Bayou, 75017 Paris.

— M^{me} Edith Simon et ses enfants Patrick et Stéphane, M. et M^{me} François Légar, ont la douleur de faire part du décès de

M. Ernest MARKS, survenu le 2 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 1, rue de Marnes, 92410 Ville-d'Avray. 11, rue Lord-Byron, 75008 Paris.

— M. Victor Mazaltob, son épouse, M. et M^{me} Gerald Mazaltob et leurs fils, M. et M^{me} John Saul et leur fils, ses enfants et petits-fils, M^{me} Marcelle Idessosse, sa sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la mort de

M^{me} Lyne MAZALTOB, née Idessosse, décédée le 8 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. 14, rue de Strasbourg, 92600 Asnières.

— Les familles Moulens et Bourget, ont la douleur de faire part de la mort de

Hélène MOULENE, née Bourget, décédée dans sa quarante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Dinard, le mercredi 13 septembre, à 15 h 30.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux si nombreux témoignages de sympathie qu'elle a reçus lors du décès de

M. Georges LÉSEVRE,

M^{me} Elisabeth Chojnacka-Lesèvre remercie tous ceux qui se sont associés à sa grande peine.

— M^{me} Catherine Stark, M. et M^{me} Dominique Stark, profondément touchés par les témoignages de sympathie et d'amitié que vous leur avez témoignés lors du décès de

M. Albert STARK,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

POMES FUNÉRAIRES

ROBLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE" pour l'organisation de vos obsèques. Interrogez-nous.

N^oVERT 05.45.22.27

JACQUES GAUTIER

Broche « Marguerite » cristal sur argent et émail noir 2 600 F
Boucles d'oreilles
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. 42-60-84-33

CAMPUS

Cadres européens pour le tourisme

Quatre universités et écoles supérieures de tourisme - la Dorset Institute de Bournemouth (GB), la Fachhochschule de Heilbronn (RFA), la Nationale Hogeschool voor Toerisme de Bréda (Pays-Bas) et le département de langues étrangères appliquées (LEA) de l'université de Savoie à Chambéry - ont expérimenté l'an dernier le premier DESS pour l'industrie touristique européenne (European Tourism Management), destiné à former des cadres pour le secteur public ou privé d'entreprises à vocation européenne ou susceptibles d'accueillir une clientèle internationale.

Une vingtaine d'étudiants trilingues, issus de ces quatre établissements, ont acquis cette formation complémentaire d'un an au cours de trois sessions qui se sont déroulées à Dorset, Heilbronn et Chambéry, dont l'objectif était d'approfondir les techniques de marketing et de communication propres à chaque marché et à chaque pays. En Savoie, leur dernière étape, ils se sont livrés à des études de cas sur les Jeux olympiques, l'accueil dans les stations de ski et de thermalisme ou l'apprentissage des langues dans les écoles de ski.

« Cette expérience nous a appris à mieux connaître ce que sera l'Europe de demain, les échanges de culture, de langues, de pratiques », indiquait une jeune étudiante à l'issue de cette formation intensive, dont l'objectif était d'approfondir les techniques de marketing et de communication propres à chaque marché et à chaque pays. En Savoie, leur dernière étape, ils se sont livrés à des études de cas sur les Jeux olympiques, l'accueil dans les stations de ski et de thermalisme ou l'apprentissage des langues dans les écoles de ski.

M. D.

Tourisme culturel

Le centre de formation permanente de l'université Paris-III crée un diplôme de deuxième cycle « tourisme et management culturel » pour des personnes ayant trois ans d'activité professionnelle dans ce domaine ou titulaires d'une licence et désirant devenir cadre du tourisme et du loisir culturel.

Renseignements : Formation continue, Paris-III, 13 rue de Saintaut, 75005 Paris. Tél. : 45-87-40-88.

Gestion hospitalière

L'université Montpellier-I crée un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) « Économie et gestion hospitalière privée ». Les inscriptions pour les

candidats en formation continue (cadres du secteur de la santé, personnels médicaux et paramédicaux...) sont reçues jusqu'au 20 septembre.

Centre d'études supérieures en économie et gestion hospitalière privée, 9, avenue Charles-François, 34080 Montpellier. Tél. : 67-54-00-74.

Technologie mécanique

L'université du Havre met en place une licence et une maîtrise de « technologie mécanique » pour les titulaires d'un DUT, BTS ou équivalent en mécanique, production, maintenance... Retrait des dossiers jusqu'au 15 septembre.

Université du Havre, 25, rue Philippe-Labon, 76600 La Havre. Tél. : 35-22-69-88.

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

ETUDES ET DEVELOPPEMENT



A 35-40 ans, véritable professionnel du développement en secteur industriel, vous souhaitez élargir votre domaine d'intervention en prenant un poste études et développement dans un groupe en pleine expansion, largement implanté en France et aux Etats-Unis.

Compétence, qualité, investissement et développement sont les moteurs de notre politique de diversification. Dépendant de la Direction

Général, c'est bien sûr en France, mais également dans un vaste champ d'actions hors frontières que vous détectez puis analysez de nouvelles affaires et que vous élaborez des projets : études de marché, rachats de société, opportunités de diversification...

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous la référence 6279 à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex.

COMMERCIAL... ...ET ENTREPRENEUR

Groupe de partnaires allemands nous avons mis en commun nos savoir-faire et nos capitaux pour lancer une nouvelle activité de services liée à la FORMATION. Son succès en RFA nous incite à nous développer en Europe et à créer une filiale en France. Pour cela nous cherchons un PARTENAIRE :

JEUNE DIRECTEUR DE FILIALE H/F

VOTRE MISSION : • Assurer le développement commercial de l'entreprise auprès d'une clientèle diversifiée par : vente directe, vente indirecte, franchise • Démarrer et gérer la filiale - Recruter et animer l'équipe.

VOTRE PROFIL : La trentaine, ESC ou équivalent, vous justifiez d'une bonne expérience commerciale dans la vente de services de préférence. Une expérience marketing serait un atout. Vous avez la volonté d'évoluer vers une position d'encadrement rapidement autonome et l'ambition de créer une affaire pour réussir avec elle. Le domaine de la formation vous intéresse.

NOUS VOUS APPORTONS : • La compétence et les capitaux de nos partenaires - un solide soutien logistique et commercial - une formation complète à nos services • une gamme de produits complémentaires créant une synergie • la possibilité d'entrer dans le capital de notre société • une rémunération attractive liée à vos résultats (fixe + primes).

Si vous êtes intéressé par ce poste, basé aux ULS dans un premier temps, écrivez à notre Conseil MERCURI URVAL, 95, avenue Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON Cedex sous réf. 58.2827 LM.

Mercuri Urval

Executive Service

LECTRA SYSTEMES



Leader sur notre marché (40% de croissance annuelle), nous sommes spécialisés dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement de haute technologie (CAO, FAD) principalement pour l'industrie de la construction. Société française de dimension internationale (26 filiales à l'étranger), nous rassemblons près de 1100 personnes et réalisons 80% de notre C.A. à l'exportation. Poursuivant une stratégie active de développement, nous souhaitons intégrer un :

Ce manager optimisera la stratégie de notre groupe dans le domaine du service (SAV, Support technique avant-vente et clients, formation).

A la tête d'une équipe de cinquante personnes en Maison-Mère, il orientera et coordonnera l'activité des 250 collaborateurs de nos filiales intervenant en clientèle et définira les moyens techniques à mettre en œuvre.

A 35-40 ans, de formation technique supérieure (Grandes Ecoles d'ingénieurs : X, ESE, AM...), vous possédez une solide expérience de l'ensemble des aspects de l'après-vente, dans un groupe international.

Gestionnaire avisé, vous avez un solide sens du contact et de la communication.

Pratique courante de l'anglais indispensable.

Poste à pourvoir à Bordeaux immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. DSG à LECTRA SYSTEMES S.A. Chemin du Marticot 33610 CESTAS

TAILLE POUR LE SUCCÈS

UNE MISSION D'ENVERGURE POUR UN HOMME DE DEVELOPPEMENT

Fort de l'assise internationale et du dynamisme du groupe d'ingénierie française auquel nous appartenons (950 personnes, 800 MF CA, 11 filiales) et de notre savoir-faire reconnu sur notre marché (80 % du marché national), notre société (100 personnes, 82 MF de CA) située à Soissons (Aisne 02) demeure le premier constructeur, ensemble "clé en main" français de matériel et machines (depuis la carrière à la filière) destinés aux industries de la céramique. Nous recherchons notre :

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Aupres de notre PDG, après une période d'audit de l'entreprise, vous êtes responsable, en vous appuyant sur une structure de production d'étude et de gestion dont vous êtes l'animateur et le coordinateur, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de développement technique et commercial en France et à l'international s'articulant autour des 3 axes suivants :

• accroître et développer notre présence sur les marchés que nous maîtrisons, • chercher et opérer une diversification de marchés en transférant notre savoir-faire, • développer l'aspect ensemble et ingénierie de l'entreprise.

A 35-40 ans, ingénieur diplômé grandes écoles (AM, ECAM, ICAM, IDN...), bilingue anglais, vous avez nécessairement une expérience réussie de 5 ans minimum de direction industrielle ou technico-commerciale ou de centre de profit autonome acquis dans des entreprises fabriquant des matériels (manutention, machines, biens d'équipement) destinés à l'industrie lourde (TP, sidérurgie, céramiques, cimenterie).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 2600/PM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Le Monde CADRES

DIRIGER UN PARC TECHNOLOGIQUE

400 000 F +

MICROPOD est le parc technologique de Gap des Alpes. En votre qualité de manager, vous développerez, animerez et dirigerez la Société d'Exploitation Mixte en charge de l'opération. Votre mission vous conduira notamment à favoriser la création de nouvelles activités, prospecter des entreprises et les aider à s'implanter, développer la recherche et la formation, participer à l'essor économique du département et tout ceci en étroite collaboration avec le Président de la SEM, les élus locaux, les partenaires économiques. Vous avez une première expérience du développement économique local et une bonne connaissance de l'entreprise. Votre bon sens commercial allié à des qualités de manager complètent parfaitement votre compétence technique.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (en précisant votre rémunération actuelle et souhaitée) à TSD - Espace Beethoven, Route des Lucioles, Sophia Antipolis 06560 Valbonne.

400.000 + Jeune Directeur National des Ventes - PROVINCE

Force de vente 40 Personnes

Réf. M1

400.000 + Jeune training Manager Multinationale - PROVINCE

Bilingue Anglais

Réf. M2

400.000 + Jeune Directeur des Achats (Centrale) - PARIS

Connaissance catalogue télématique souhaitée.

Réf. M3

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et téléphone privé en précisant la référence du poste, pour recevoir une description de fonction, 13 rue Madeleine Michels 92592 Neuilly.

MRI conseil
Danièle Chapuis

HEC, ESSEC, ESCP, entre nous, tout est possible...

Dans le domaine du transport de marchandises, les 6000 commerciaux de FRET SNCF s'engagent quotidiennement pour réaliser un chiffre d'affaires annuel de 14 milliards de francs. Négociateurs, gestionnaires, innovateurs, responsables et animateurs, les cadres commerciaux de FRET SNCF ont un objectif majeur :

**Vendre de la logistique transport...
... à tous leurs clients, sur tous les marchés, dans toute l'Europe.**

Jeune diplômé ou possédant une première expérience, pour vous aussi tout est possible...

Après une courte formation, vous occuperez, avec une rémunération motivante, des responsabilités commerciales concrètes à Paris, Lyon ou Lille. Ensuite, dans le cadre d'une nécessaire mobilité géographique, votre réelle évolution de carrière vous conduira à des responsabilités commerciales de plus en plus élargies à la SNCF ou dans l'une de ses 240 filiales. Sans aucun doute, vous deviendrez rapidement l'un de nos dirigeants commerciaux de pointe.

Pour nous rencontrer, merci de transmettre lettre, CV et photo sous réf. 75, à l'attention de Patrick PERRIN, SNCF, Direction Commerciale FRET, 10, place de Budapest, 75436 Paris Cedex 09.



AVIS DE CONCOURS

Directeur : Jacques Houtmann

Le Syndicat Mixte de l'Orchestre Régional « Philharmonie de Lorraine » recrute pour les postes suivants :

PREMIÈRE CATÉGORIE :

- 1 alto solo,
- 1 hautbois solo,
- 1 premier violon solo.

TROISIÈME CATÉGORIE :

2 VIOLONS DU RANG

Date limite de dépôt des candidatures : lundi 16 octobre 1989.

Le concours aura lieu les 22 et 23 octobre 1989.

Les demandes de candidature sont à envoyer au :

SYNDICAT MIXTE DE L'ORCHESTRE RÉGIONAL « PHILHARMONIE DE LORRAINE »

25, avenue Robert-Schuman, 57000 Metz.

Tél. : 87.55.12.02.

IDATE

Institut de l'Audiotextuel et des Télécommunications en Europe
Montpellier - Paris

recherche (H ou F) :

- Experts présentant de solides références, aptes à prendre en charge d'importants programmes d'études sur la prospective des télécommunications et de l'audiovisuel.
- Economiste expérimenté dans le secteur des télécommunications, disposant d'une bonne connaissance des méthodes de traitement statistique et de modélisation.
- Chargé d'études spécialisé dans la sociologie des organisations, disposant d'une réelle expérience dans l'étude des projets bureaux ou télécommunications d'entreprise.
- Ingénieur disposant d'une compétence globale dans l'étude des réseaux d'entreprise.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à : Marcel BOYER - IDATE - Bureaux du Polygone - 34000 Montpellier
Confidentialité assurée

Economie

... Le Monde • Mardi 12 septembre 1989 23

SOMMAIRE

■ Réunis à Antibes les 8 et 9 septembre, les ministres des finances des pays de la CEE ont travaillé sur le calendrier visant à l'instauration de l'union économique et monétaire (lire ci-contre).

■ Déçus par le plan gouvernemental, les armateurs français menacent de transférer une partie croissante de leur flotte sous pavillon étranger (lire p. 24).

■ Nouveau front social pour le gouvernement, les ingénieurs des

travaux publics de l'Etat seront en grève le 15 septembre (lire p. 24).

■ L'Argentine tente à nouveau de remettre sur pied son économie (lire ci-dessous).

Pour remettre sur pied son économie

L'Argentine va privatiser des entreprises publiques et supprimer des subventions

Pour tenter de remettre sur pied une économie jadis florissante mais maintenant en voie de sous-développement, le nouveau gouvernement argentin prépare un vaste plan de réformes économiques. Pour tenter de juguler une hyper-inflation, l'un des premiers objectifs est de réduire massivement le déficit budgétaire. Pour y arriver : suppression des subventions et privatisation de nombreuses entreprises publiques.

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Comme une houe au bout du tunnel, le chiffre de la hausse des prix au mois d'août (+ 37,9 %), rendu public à la fin de la semaine dernière, indique que l'Argentine est peut-être sortie de la spirale vertigineuse de l'hyper-inflation, une spirale qui avait atteint des sommets en juillet avec 196,6 %. Le résultat d'août constitue un indice encourageant pour le plan lancé il y a deux mois par le gouvernement du péroniste Carlos Menem, un plan qui doit juguler la plus grave crise économique de l'histoire du pays.

Les officiels argentins se gardent évidemment de crier victoire. Ils rappellent que les plans Austral et Primavera engagés par l'ancien chef de l'Etat, M. Raúl Alfonsín, après de premiers succès, avaient échoué sur les problèmes structurels de l'économie argentine.

L'augmentation brutale des tarifs publics en juillet et le blocage des salaires jusqu'à fin septembre, deux mesures prises au lendemain de son entrée en fonction par le nouveau président argentin, ne sont que des hors-d'œuvre. La « recette » Menem, inspirée par ses alliés néolibéraux

qui occupent les principaux postes économiques du gouvernement, passe par un ambitieux programme de réformes de fond que le Parlement a approuvé la semaine dernière.

L'élaboration du cadre légal de « la réforme de l'Etat » et de « la loi d'urgence économique » a occupé les parlementaires pendant près d'un mois, beaucoup plus que ne le souhaitait le pouvoir exécutif. Les radicaux, qui détiennent la majorité à la Chambre des députés jusqu'au 10 décembre prochain, se soumettent globalement à l'engagement pris par M. Alfonsín, après sa démission précipitée, de ne pas faire obstruction aux projets de loi du nouveau pouvoir, les remous sont venus des rangs mêmes du Parti justicialiste (péroniste) de gouvernement. Mais les deux textes ont finalement été approuvés avec quelques légères modifications.

La loi dite « d'urgence économique » donne à l'exécutif le pouvoir de gouverner par décrets pendant une période de cent quatre-vingts jours, renouvelable. Elle s'attaque essentiellement à la réduction du déficit budgétaire, considérée par les économistes de tous bords comme la raison fondamentale de l'hyper-inflation. Il sera en conséquence mis fin aux subventions et subsides de l'Etat.

Les provinces de ce pays fédéral devront équilibrer elles-mêmes leur budget. M. Antonio Casero, gouverneur de la province de Buenos-Aires et président du Parti justicialiste, ne cache pas à cet égard son inquiétude et demande un délai de grâce : « sinon », déclare-t-il récemment, « je ne pourrais pas payer le salaire de septembre des employés de la province ».

Les entreprises publiques devront, à terme, se passer du soutien de l'Etat alors que nombre

d'entreprises privées « subventionnées » par le biais d'avantages fiscaux divers, verront ceux-ci réduits de moitié. La loi prévoit que les investissements étrangers seront désormais logés à la même enseigne que les financements nationaux. De nouveaux impôts seront créés, dit-on.

Des primes de licenciement

Les entreprises publiques ne peuvent procéder à aucune embauche mais le lobby péroniste a gagné sur celui des chefs d'entreprise. Le Parlement a en effet décidé, après des débats houleux, de garantir des primes de licenciement plus généreuses que celles que le patronat souhaitait voir appliquer. Ses représentants ne s'avouent cependant pas vaincus. Ils font actuellement pression sur le chef de l'Etat afin que celui-ci exerce son droit de veto sur cet article de la loi.

La loi de « réforme de l'Etat », qui couvre en fait une vague massive de privatisations, a été plus aisément approuvée bien que le malaise soit profond dans les rangs péronistes. Le président Menem ne leur demandait-il pas, en effet, de souscrire au démantèlement de l'Etat tel qu'il fut construit par le fondateur du mouvement, le général Juan Domingo Peron ?

Le diagnostic est cependant brutal. Sans réforme, les entreprises publiques perdront 5,5 milliards de dollars en 1989, selon une estimation du ministre des travaux publics M. Jose Dromi. Les championnes du déficit sont la compagnie pétrolière Yacimientos Petroliferos Fiscales (YPF), SGBGA celle d'électricité et Ferrocarriles pour les chemins de fer, qui cumulent les deux tiers du déficit global. La

plupart des sociétés d'Etat sont sous-capitalisées et leurs investissements sont des plus faibles. ENTEL, la société de téléphone, par exemple, a vu les siens réduits de 84 % par rapport à l'année dernière. S'ajoutent des infrastructures et du matériel obsolètes, comme à Ferrocarriles où, sur les 998 locomotives que compte son parc, 400 sont immobilisées.

Aux grands maux, les grands remèdes. La loi prévoit que près de quarante entreprises publiques vont être mises en vente, de la compagnie d'aviation nationale Aerolíneas Argentinas jusqu'aux ponts et chaussées locaux : selon les cas, par privatisation globale ou sous forme de concession.

La vente du siècle

Afin de faciliter la vente, l'Etat argentin prendra en charge le passif des sociétés qui, selon M. Dromi, atteint 18 milliards de dollars.

La loi promet de plus une capitalisation de la dette extérieure argentine comme moyen de paiement. Les modalités de cette « vente du siècle » reflètent les priorités du gouvernement : plus que faire des bénéfices, il s'agit avant tout de ne plus perdre d'argent.

L'opinion publique soutient le gouvernement. Selon un récent sondage, 67 % des Argentins se déclarent favorables aux privatisations. Pour beaucoup, celles-ci apparaissent comme une panacée au point qu'il est même question de privatiser le zoo de Buenos-Aires. Il est vrai que le terrain avait été préparé par le gouvernement précédent qui avait voulu privatiser tant ENTEL que Aerolíneas. Il s'était alors heurté — ironie de l'histoire — à l'opposition véhémement des péronistes.

Les syndicats s'inquiètent du coût social de la réforme. Malgré les propos volontairement rassurants du ministre du travail, M. Jorge Triaca, lui-même issu de la Confédération générale du travail (CGT) — qui nous assurait récemment que, le problème des entreprises publiques n'étant pas celui du coût des salaires particulièrement bas, les licenciements seraient négligeables — le Syndicat général des entreprises publiques (SIGEP) évalue à 50 000 les suppressions d'emplois à terme.

L'outil légal acquis, il reste désormais au nouveau gouvernement argentin à « passer aux actes ». Le processus est déjà engagé tant à YPF qu'à ENTEL ou à Ferrocarriles (ponts et chaussées), autant d'entreprises publiques dont la privatisation a été définie comme prioritaire.

La « révolution productive » fondée sur « une économie populaire de marché » prônée par le président Menem doit encore passer par une réforme fiscale, une tâche ambitieuse dans un pays où le fisc est à la fois important et simplement ignoré par les contribuables. Des experts du Fonds monétaire international (FMI) conseillent activement le gouvernement argentin sur ce chapitre.

Les organismes financiers internationaux encouragent les réformes et les mesures prises par le gouvernement de Carlos Menem. Les missions se multiplient de part et d'autre. L'Argentine, qui a cessé de payer les intérêts de sa dette depuis avril 1988, a désormais bon espoir d'obtenir un « crédit pont » (bridge loan) de 500 millions de dollars du Trésor américain en attendant de négocier un accord *stand by* pour 1,5 milliard de dollars avec le FMI.

EDITH CORON.

La réunion des ministres des finances de la CEE à Antibes

Les Britanniques n'ont pu empêcher de nouveaux progrès vers l'union monétaire européenne

Bien qu'aucune décision n'ait été prise, la réunion des ministres des finances des pays de la Communauté européenne, les 8 et 9 septembre à Antibes, a permis de nouveaux progrès sur l'union économique et monétaire et sur l'harmonisation de la fiscalité.

ANTIBES
de notre envoyé spécial

En dépit de l'opposition du Royaume-Uni, les Douze poursuivent méthodiquement leur cheminement vers l'union économique et monétaire. Rien n'est joué bien sûr. Il s'agit d'une course de longue haleine et parsemée d'embûches, mais vendredi, lors d'une réunion que les ministres des finances de la CEE ont tenu au cap d'Antibes, ses participants ont en le sentiment que, par rapport au conseil européen de Madrid de juin dernier, le rapport de forces au sein de la CEE avait évolué dans un sens qui leur était plutôt favorable et que M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Echiquier, n'avait pas réussi à attirer de son côté les médiums.

« Il n'y a pas eu de rapprochement des positions, mais il y a eu poursuite du mouvement », a résumé M. Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, à l'issue de la rencontre. Par ce propos sibyllin, il voulait faire observer que si les Britanniques restent opposés au scénario proposé par le rapport Delors, c'est-à-dire à un processus unique en trois étapes devant conduire inéluctablement à une union économique et monétaire impliquant une banque centrale commune, les travaux des Douze n'en continuent pas moins à se développer conformément à ce scénario.

M. Jacques Delors n'est félicité, lui aussi, des progrès réalisés depuis que, en avril, le groupe d'experts qu'il présidait avait présenté son rapport aux chefs d'Etat et de gouvernement. Mais il n'en a pas pour autant exclu qu'il tienne « il y aurait rupture lorsqu'il s'agit de prendre position sur une certaine conception de l'unité politique de l'Europe ». Le pas décisif de la Commission consiste en effet que la mise en place d'une union économique et monétaire n'a rien d'un exercice technique et signifiera, si elle se réalise, qu'un pas important sera accompli vers l'intégration politique. C'est cette perspective qui déplaît aux Anglais.

Un triple constat

Vendredi soir l'optimisme manifesté par M. Bérégovoy et Delors s'appuyait sur un triple constat :

● Les Douze sont proches d'un accord sur le contenu de la première étape. Celle-ci pourra démarquer comme prévu le 1^{er} juillet 1990. Les Britanniques non seulement acceptent son entrée en vigueur mais s'efforcent d'en valoriser l'importance, espérant qu'elle pourrait suffire pour accompagner la libération des changes, rendant ainsi inutile le passage aux deuxième et troisième étapes. « Ce serait une erreur de sous-estimer les changements qu'entraînerait la mise en œuvre de la première étape », a déclaré M. Lawson.

La Commission présentera bientôt des propositions en bonne et due forme concernant la révision des deux textes qui organisent l'un la concertation économique, l'autre la concertation monétaire dans la Communauté. Il s'agit dans les deux cas de rendre cette concertation plus transparente, plus exigeante et donc, espère-t-on, plus efficace.

Les consultations entre Etats membres devraient désormais s'opérer avant que les décisions ne soient prises (et non pas *a posteriori* comme c'est le cas

aujourd'hui, au moins pour les décisions de politique économique). Elles donneront lieu à des recommandations qui, sans être contraignantes, pourront être rendues publiques et avoir ainsi un impact sur l'opinion des pays membres concernés.

En matière monétaire où la coopération entre les gouvernements des banques centrales est déjà effective, son renforcement pourrait, a expliqué M. Delors, servir de base d'appui pour les futures institutions communes. Les ministres des finances se prononcèrent sur les propositions de la Commission lors de leur réunion du 13 novembre avec le souci de permettre aux chefs d'Etat et de gouvernement de confirmer le démarrage de la première étape lors du conseil européen à Strasbourg début décembre.

● Il n'y a pas d'alternative au programme proposé par le rapport Delors. Plusieurs participants ont été surpris par la modicité et le caractère partiel des propositions avancées par M. Lawson. Le chancelier de l'Echiquier a mis l'accent sur la notion de « subsidiarité » (ce qui peut être fait au niveau national n'a pas besoin d'être entrepris au niveau communautaire...) ainsi que sur la priorité à donner à la lutte contre l'inflation, deux objectifs que personne ne conteste.

Plus original : plutôt que d'envisager une monnaie unique, il suggère de mettre en concurrence et de faire circuler de façon concomitante dans l'ensemble des pays de la CEE les différentes monnaies des Douze. Personne ne l'a suivi sur ce terrain. Les idées du gouvernement britannique sur la manière de renforcer la coopération économique et monétaire devraient faire bientôt l'objet d'un document écrit. Mais le sentiment prévalait à Antibes que M. Lawson avait loupé le coche.

La conférence intergouvernementale

● Conformément à l'engagement attaché à Madrid à Mme Margaret Thatcher, les travaux préparatoires à la tenue d'une conférence intergouvernementale, chargée de fixer le contenu des deuxième et troisième étapes et de décider les aménagements à apporter au traité de Rome, ont bel et bien commencé. A Antibes, M. Delors a présenté un état des travaux assez détaillé. Ce document servira de base aux différents comités d'experts de la CEE ainsi qu'à un nouveau groupe *ad hoc* à haut niveau présidé par Mme Elisabeth Guigou, proche collaboratrice du président de la République. Chacun des pays membres sera représenté par un fonctionnaire des affaires étrangères ainsi que par un fonctionnaire des finances. Leurs conclusions seront examinées par les ministres des finances le 13 novembre. C'est à cette réunion que l'on devrait pouvoir évaluer le degré d'accord entre les Douze pour que la conférence intergouvernementale puisse être convoquée lors du conseil européen de Strasbourg en décembre.

A Madrid, les Britanniques se sont résignés à accepter le principe de cette conférence, mais, la considérant à juste titre comme un tremplin pour les deuxième et troisième étapes, ils souhaitent en retarder la réunion le plus possible. M. Theo Waigel, le commissaire allemand, a confirmé l'appui du gouvernement fédéral à l'union économique et monétaire ainsi qu'à l'idée du rapport Delors d'un processus unique où la première phase ne peut être dissociée des deux suivantes. Il est clair cependant que les Allemands entendent éviter toute précipitation et préfèrent une longue maturation avant de passer à une politique monétaire et budgétaire davantage centralisée au niveau communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

Vers un accord sur la fiscalité

Les ministres européens des finances ont fait le point sur les deux principaux dossiers fiscaux (fiscalité de l'épargne et TVA) liés à la mise en place du marché unique de 1993. Dans les deux cas, des compromis sont en vue, qui pourraient être précisés dès leur prochaine réunion en octobre. S'agissant de la taxation des revenus des obligations, il est acquis que l'idée d'instaurer à l'échelle de la Communauté une retenue à la source minimum est abandonnée.

Les Français, qui redoutent les déplacements de capitaux vers les pays où la fiscalité de l'épargne est la plus bienveillante, étaient favorables à une telle formule. Ils devront se contenter de dispositions visant à renforcer la coopération des administrations nationales contre la fraude. Rien ne permet d'affirmer qu'une telle coopération administrative sera efficace si bien que les craintes jadis exprimées par Paris subsistent.

En revanche, l'accord qui se dessine en matière de participation de la TVA va dans le sens des thèses françaises. Pendant une période transitoire, la TVA appliquée demeurerait celle du pays de consommation et non pas, comme la proposait la Commission, celle du pays de production. Les contrôles fiscaux à la frontière seraient cependant supprimés, à charge pour les administrations soucieuses d'éviter la fraude de renforcer leurs investigations au niveau des consommateurs.

En matière de rapprochement des taux, le refus des Allemands d'accepter un taux minimum de 15 % au lieu des 14 % actuellement appliqués en RFA continue à poser problème. L'alternative pourrait consister à revenir à l'idée d'une fourchette, mais les Britanniques y sont hostiles. Les affaires fiscales seront au centre de la réunion des ministres des finances du mois d'octobre.

Ph. L.

Une économie sans Etat

BUENOS-AIRES
de notre envoyé spécial

Restaurer la fiscalité en Argentine sera aussi difficile que réduire l'inflation, dans un pays où l'évasion fiscale est quasiment la règle. Aux « trous » du système, aux multiples exemptions, s'ajoute en effet une fraude allégrement pratiquée.

Le visiteur se demande parfois qui paie de l'impôt sur le revenu. Le système lui-même est déjà gênant : « Je ne paie pas d'impôt parce que je ne gagne pas assez pour cela », nous disait par exemple, le mois dernier, un jeune professeur d'université dont la rémunération (185 000 australes), sans doute ridicule par rapport à son équivalent français (1), représente cependant près de quatre fois le montant du salaire minimum argentin.

Mais la triche est un sport national. Lors d'un dîner avec une dizaine de personnes — universitaires, cadres ou professions libérales, — deux invités seulement déclaraient payer de l'impôt sur le revenu, nous les rires des autres. « Je ne peux éviter de payer des impôts », nous racontait aussi un chef d'entreprise. Mais je sais comment en réduire le montant...

Comment ? C'est d'abord qu'une bonne partie de la rémunération, versée de la main à la main, échappe à tout recensement, comme les avantages en nature multiples qui complètent le salaire. Cette clandestinité vaut pour les petits employés, ou même les ouvriers, comme pour les cadres. Dans l'hyperinflation des mois passés, cette clandestinité a permis de survivre à des salaires en voie de paupé-

risation, parce qu'ils ne disposaient pas des sommes ou des biens qui ont permis à d'autres de se retrancher en spéculant à leur tour. Nominellement multipliés par dix depuis le début de l'année, le salaire minimum a toujours été distancé par la hausse des prix, tout comme les rémunérations dans les entreprises publiques, qui ont été relevées de 100 à 150 % en juillet...

Cette évasion fiscale généralisée est un des signes de l'absence de légitimité de l'Etat, au même titre que les révoltes militaires ou la superbe indifférence des grandes entreprises à la réglementation économique. Si l'on qualifie souvent l'Italie de « société sans Etat », que dire de l'Argentine ? A moins qu'il ne s'agisse d'un héritage : un quart des Argentins ne possèdent-ils pas encore la nationalité italienne qui fut au départ celle de leurs parents et de leurs grands-parents ?

Une complexité aberrante

La complexité aberrante d'une fiscalité conçue avant tout pour essayer de procurer quelques ressources à un budget chronique-ment épuisé — alimenté à son tour le désir d'évasion. Ainsi, compte-t-on plusieurs dizaines d'impôts ou de taxes différentes... L'une d'elles taxe les chèques et pénalise donc les retraits d'argent officiels à partir d'un compte bancaire... La facture d'eau se paie sous forme d'une taxe proportionnelle à la superficie du logement. La consommation d'eau courante n'intervient nullement dans le calcul.

Un relèvement de l'impôt sur le revenu pourrait, d'autre part, provoquer le même effet que celui des tarifs publics en juillet dernier : ceux-ci ont été augmentés dans de telles proportions — 500 % ou 600 % pour le gaz, l'électricité ou le téléphone, 200 % pour les chemins de fer, après une succession de hausses depuis 1988, — que beaucoup de gens n'ont pu payer une note représentant parfois 20 % ou 25 % du salaire, ou de prévoir des paiements en deux fois : seul le premier versement a été exigé.

Ces tarifs sont d'autant plus mal acceptés que la qualité des services publics est souvent déplorable. Les chemins de fer, installés depuis longtemps, sont si lents et si irréguliers que les agriculteurs préfèrent transporter les récoltes de grains par route — une pratique qui paraîtrait aberrante en Europe. Quant au téléphone, les circuits sont si encombrés qu'à Buenos-Aires, il faut parfois renoncer à joindre les correspondants installés dans certains quartiers et que de certaines villes de province, joindre la capitale est une entreprise désespérée ; les délais sont tels — quatre ou cinq ans — pour obtenir un raccordement, qu'on n'y parvient parfois qu'après avoir quitté le logement pour lequel on l'avait demandé. En attendant, on se débrouille, en effectuant des branchements clandestins : certaines entreprises sont spécialisées dans ce type d'opération.

Avec, évidemment, le risque de voir l'installation tomber en panne et ne pouvoir être réparée...

QUY HERZLICH.

(1) Un austral = un centime argentin.

Économie

SOCIAL

Au ministère de l'équipement

La modernisation provoque une grève des ingénieurs des travaux publics

En mai, ils étaient sur le point de signer le premier contrat de modernisation dans l'administration, en se conformant aux orientations annoncées par M. Michel Rocard en février pour le renouveau de la fonction publique. En septembre, ils renouent avec l'action syndicale classique et se mettent en grève.

Les 5 100 ingénieurs des travaux publics de l'Etat (ITPE), employés dans les directions départementales de l'équipement, les ports, les aéroports, etc., sont en colère. Leur syndicat majoritaire - le SNIPE-FO, qui recueille 78,6 % des voix aux élections professionnelles et revendique 2 500 syndiqués - a décidé d'adopter la seule méthode qui provoque l'attention du gouvernement : le conflit. Il lance le 15 septembre une « grève d'investissement ». « Si nécessaire », indique son secrétaire général, M. Alain Belloc, l'action sera poursuivie jusqu'à ce que l'équipement reconnaisse ses cadres et le travail qu'ils accomplissent.

Le SNIPE-FO était pourtant prêt en mai à signer un contrat avec le ministère de l'équipement - démarche inhabituelle à FO - dans lequel l'ensemble du corps s'engageait à « participer à la modernisation de l'équipement dans l'objectif d'un meilleur service au public et d'une meilleure considération des personnels » (le Monde daté 7-8 mai). En contrepartie de son action « d'information, d'animation et de mobilisation des ITPE », le syndicat demandait un enrichissement des métiers et de la carrière des ingénieurs. A l'échelon terminal (le 8°), les ITPE devaient bénéficier ainsi d'une bonification de 8 points d'honoraires (soit de 10 000 F à 12 000 F brut), « en retour de l'investissement du corps dans les missions stratégiques susceptibles de lui être confiées ». C'est notamment sur cet obstacle que la négociation a échoué. Les pouvoirs publics ne voulaient entendre parler que d'un système beau-

coup plus individualisé, de façon que seuls les ingénieurs acceptant une mission supplémentaire soient, en contrepartie, une bonification correspondante.

Devant le refus du gouvernement, les ITPE de FO se disent aujourd'hui « écartés ». « Les ITPE », assure M. Belloc, se contenteront donc désormais de remplir leur mission. Ils la rempliront avec la même rigueur, la même conscience professionnelle, la même souci de l'usage et de l'économie nationale. Mais ils ne feront que cela. Ils prendront plus d'initiative. Ils n'en prendront plus. Ils s'atteleront à l'efficacité, à la modernisation de l'administration. Désormais, ils laisseront leur administration fonctionner selon ses rites. Les délais d'autorisation pour permis de construire risquent de s'allonger. Pour cause de modernisation en panne ou... en grève.

M. N.

M. Mattéoli à nouveau désigné au Conseil économique et social

Renouvelé comme membre du Conseil économique et social par un décret publié au Journal officiel du dimanche 10 septembre - cette fois comme représentant du logement, et non plus des entreprises publiques - M. Jean Mattéoli a toutes chances d'être réélu président du CES.

En même temps que lui, ont été renouvelés la plupart des représentants des entreprises publiques : pour les banques, MM. Jean-Pierre Aubert, président du CIC-Paris, et Jean-Paul Escande, PDG de la Société marseillaise de crédit ; pour les assurances, M. Yvette Chassagne, présidente de la Prévoyance routière mais ancienne présidente de l'UAP ; pour les transports, M. Pierre Desoutures, ancien directeur général adjoint de la SNCF, tandis que sont nommés, pour les transports, M. Francis Blanchard, ancien directeur général du Bureau international du travail (BIT) à Genève, qui remplace donc M. Mattéoli à ce poste ; pour l'énergie, MM. José Bidegain, conseiller au cabinet de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, et Michel Rolant, ancien président de l'Agence française pour les économies d'énergie (AFME).

Pour les autres entreprises publiques, sont renouvelés MM. Paul Calandra, directeur des relations

sociales du groupe Thomson, et M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique (jusqu'à la personnalité qualifiée), rejoints par un nouveau membre, M. Michel Pecqueur, président d'ERAP, ancien PDG d'Elf.

D'autre part, M. Roger Courbey, président du Comité économique et social d'Ile-de-France, retrouve sa place de représentant de l'épargne, et M. Marie-Thérèse Chéroux, vice-présidente du Conseil national de la vie associative, ainsi que MM. Georges Davezac, président de ce conseil, Jacques Guenée, Nelson Paillou, président du Comité national olympique et sportif français, et Henri Thery, vice-président de l'Union nationale interfédérale

des œuvres privées sanitaires et sociales (UNOPSS), sont renouvelés au titre des associations.

Pour les activités économiques et sociales d'outre-mer, sont renouvelés MM. Etienne Barrat, conseiller régional de Guyane, Jean Crusol, professeur de sciences économiques, Raymond Desclaux, attaché de direction à Air Polynésie, Guy Jarras, président de Trimecor, Gaston Lurel, membre de l'Assemblée territoriale de Wallis-et-Futuna, Victor Reux, conseiller municipal de Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon), et Privat Toussaint, artisan du bâtiment. M. Gaston Himeu les rejoint. Enfin, M. Marie-Claire Nivoit et M. Bernard Lefort sont désignés comme représentants des Français de l'étranger.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



"NOUS VOULONS ALLER PLUS LOIN, PLUS VITE"

Fin 1988, nous entrons en Bourse pour aborder une nouvelle phase de développement. Aujourd'hui, fideles à une stratégie active d'expansion maîtrisée, nous voulons aller plus loin, plus vite. C'est pourquoi nous augmentons nos moyens pour permettre la réalisation de nos projets.

E. Pinault, Président

EMISSION D'OBLIGATIONS A BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS AVEC FACULTE DE RACHAT DES BONS

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS	
Prix d'émission	Le pair soit 2 000
Durée	8 ans
Amortissement	An pair, in fine le 9 octobre 1997
Intérêt payable annuellement	7,30 % l'an, soit 146 F par titre
Date de jouissance	9 octobre 1989
CARACTERISTIQUES DES BONS	
Prix d'émission	500 F pour 4 bons (125 F par bon)
Partie	4 bons de souscription par obligation donnant le droit de souscrire 4 actions
Période d'exercice	du 1 ^{er} novembre 1989 au 30 avril 1994 inclus
Prix de souscription de l'action	650 F libérables à hauteur de 525 F en espèces et 125 F par remise de 1 bon de souscription
Faculté de rachat au gré des porteurs	Au prix de 125 F par bon du 1 ^{er} mai 1994 au 31 juillet 1994 inclus, en cas de non exercice du bon

Cotation des obligations et des bons : Bourse de Paris, Bourse de Luxembourg

Délai de priorité Du 11 septembre 1989 au 25 septembre 1989 inclus, à raison d'une obligation avec bons de souscription pour 43 actions possédées

Visa COB n° 89/392 en date du 7/09/1989 - Balo du 11/09/89

PINAUT, 6, avenue Marceau 75008 Paris

PINAULT
Le nouvel esprit d'entreprise

F.L.I. Communication

TRANSPORTS

Les armateurs français jugent sévèrement le plan gouvernemental

(Suite de la première page.)

C'est même une « victoire » quand on sait combien le ministère des finances, traditionnellement, émet des doutes sur l'intérêt économique d'un secteur réputé particulièrement « budgétivore ». Mais l'enveloppe, en vérité, reste étriquée et très en dessous du minimum qu'exigerait un plan vigoureux et cohérent (en liaison notamment avec la politique portuaire) de reconquête maritime.

Elle représente la moitié de la subvention que touchent les chantiers navals de Saint-Nazaire pour construire un seul grand paquebot de luxe destiné à transporter au paradis des Caraïbes de riches Américains. Elle n'incite aucune détention en capital à la compagnie publique, la Compagnie générale maritime (CGM), qui affiche pourtant un endettement frisant les trois milliards. De ce fait, le programme de M. Mellick n'apporte rien de plus que le plan arrêté il y a trois ans par MM. Chirac et Guellac. Enfin et surtout - à supposer que la Commission de Bruxelles donne son feu vert aux multiples mesures techniques à venir - le paquet de 400 millions reste très en dessous du seuil que M. Jean-Yves Le Drian, député socialiste du Morbihan, avait fixé dans son rapport, réaliste et équilibré, remis début juin au gouvernement : à savoir 560 millions de francs par an pendant cinq ans.

Cette somme - à laquelle le parlementaire en mission était parvenu après maintes négociations à l'époque avec la Rue de Rivoli pour donner à ses propositions un caractère crédible, est d'ailleurs du même ordre de grandeur que ce qui a été fait par le passé en termes d'efforts budgétaires pour ce secteur. Et quand on sait qu'à partir de 1990 1991 le coût pour l'Etat des bonifications d'intérêt, représentant les investissements en navires dispar-

tra presque complètement, il est permis de penser que le plan annoncé traduit en fait un recul des pouvoirs publics.

Pendant ce temps, la quasi-totalité des grands pays maritimes d'Europe ont pris - unilatéralement, car ni la Commission européenne ni le conseil des ministres que préside la France n'ont encore élaboré une politique digne de ce nom - une série de mesures énergiques pour encourager leur flotte. C'est le cas de la RFA, de l'Italie et surtout des pays scandinaves. Les navigateurs du Danemark, par exemple, peuvent être exonérés d'impôt sur le revenu. Quant à la Norvège, qui a créé un second pavillon national très attractif, elle a vu sa flotte s'accroître considérablement depuis deux ans, et plusieurs milliers d'emplois ont été offerts à des Norvégiens à bord des cinq cent soixante-dix navires dont les armateurs ont choisi le second registre d'immatriculation.

Réunis, le 8 septembre, les dirigeants du Comité central des armateurs (CCAF) ont, au cours d'une conférence de presse, estimé « que le plan Mellick présentait le mérite d'avoir enfin été annoncé après des reports successifs, qu'il n'était pas négligeable mais qu'il comportait de très nombreuses incertitudes sur ses modalités et qu'il était très insuffisant en termes financiers ». Le président du CCAF, M. Claude Abraham, qui escompte être renouvelé dans quelques jours par le gouvernement à la tête du holding public, la CGMF, ne pouvait de ce fait tenir des propos trop vigoureux. Il a, ce sont ses propres termes, prononcé sur le plan Mellick un jugement « mi-figue, mi-raisin ». Mais il n'a pu empêcher ses remuants barons, MM. Gilles Bouthillier (groupe Worms), Francis Vallat (Van Omeren France) et surtout Tristan Vieljeux, de monter hardiment au créneau.

Le chacun pour soi

Irrémédiablement le nombre des navires français s'amenuise : 278 en 1987, 235 aujourd'hui, dont une trentaine sous le pavillon des terres australes, aménagé pour être un peu moins contraignant pour les armateurs mais homni par les syndicats. Pendant ce temps, l'allemand Hapag Lloyd, le danois Maersk, le géant de Taiwan Evergreen, les armements soviétiques, grignotent des parts de marché.

5,2 millions de tonnes de commandes nouvelles ont été passées au second trimestre cette année, contre 3 millions au premier trimestre, confirmant l'embellie mondiale. Mais, avec 1,1 % de la capacité de la flotte mondiale, 7 % de celle de la CEE, soit moins que l'Italie et très loin derrière la Grèce, la France n'occupe plus, dans presque tous les secteurs, qu'une place de figurant, sauf sur la desserte des Amériques, de l'Afrique occidentale et pour le transport des céréales et des minerais. Avec, en arrière-plan, cette Europe maritime introuvable qu'on arborait un seul pavillon : le chacun pour soi.

FRANÇOIS GROSCHARD.

● Le nouvel « Annuaire de la marine marchande ». - Le Comité central des armateurs de France (CCAF) vient de publier l'édition 1989 de l'Annuaire de la marine marchande, qui regroupe l'ensemble des informations économiques et techniques sur la flotte française de commerce. Cet annuaire complète la brochure statistique Le Transport maritime français en 1988, qui comprend notamment une série de tableaux comparatifs sur les flottes étrangères et les échanges internationaux.

* CCAF, 73, bd Haussmann, 75008 Paris.

Une « incongruité »

« La décision de classer en dehors des mesures d'aides les navires pétroliers et de s'acrocher à une loi de 1928 régissant les importations, est une incongruité », tonne M. Gilles Bouthillier. La France n'a plus que douze grands navires de pétrole brut qui ont en moyenne douze ans d'âge et leur renouvellement sera évidemment problématique. « Quant au volet social du plan, il serait très grave de l'escamoter, ajoute M. Francis Vallat. Avec raison, car, après plusieurs années de pléthore d'officiers qui a conduit à prendre des mesures de préretraites, les écoles maritimes et les compagnies commencent à subir les conséquences de la désaffection des jeunes pour les métiers du long cours ou du cabotage.

M. Tristan Vieljeux, qui souligne que, globalement, les armateurs français se portent mieux qu'il y a deux ou trois ans, a, pour sa part, déclaré : « Par rapport à la concurrence, le coût du pavillon français est toujours beaucoup trop élevé. Le prix de revient d'un cargo français tourne autour de 8 000 dollars par jour alors que, sous un autre pavillon utilisant du personnel étranger, il est de 3 000 dollars. » Et il ajoute : « Les 100 millions d'aide pour atténuer ce handicap que prévoit M. Mellick l'an prochain repré-

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce CEST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ EN FONDS DE COMMERCE "LES ANNONCES" que vous trouverez tous les lundi les toutes dernières affaires

En vente partons 6,20 F et 34, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél.: (1) 48.05.30.30

36 15
I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

صكنا من الاجل

Économie

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AFFAIRES

**Au Grand Jury
RTL - « le Monde »**
**M. Fauroux réclame
de 20 à 40 milliards de francs
pour rétablir les bilans
des entreprises nationalisées**

« J'ai beaucoup plaidé pour que l'on mette les bilans des entreprises publiques au niveau moyen des bilans des entreprises privées de la branche et cela non pas en regardant notre hexagone mais l'ensemble de l'Europe », a expliqué M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, au Grand Jury RTL-Le Monde dimanche 10 septembre. Plutôt que de discuter « au coup par coup » et « dans la précipitation » de leur besoin de financement à chaque projet d'acquisition, le ministre de l'Industrie estime qu'il « serait beaucoup plus simple de donner aux entreprises, au départ, les bilans dont elles ont besoin ».

Tous calculs faits, M. Fauroux estime : « Pour les neuf entreprises industrielles qui relèvent de ma tutelle, il faudrait pour arriver au bas de la fourchette des industries européennes de la branche 20 milliards en trois ans pour ce qui concerne le ratio dettes-fonds propres. Pour arriver au niveau moyen de la fourchette sinon au niveau supérieur, il en faudrait le double. »

A propos des industriels japonais « qui ont une espèce d'arrogance douce des gens puissants », M. Fauroux ne veut pas que l'industrie automobile française disparaisse « comme l'industrie de la télévision américaine ». « Pour cela, nous nous défendons, c'est-à-dire nous nous protégeons (...) par des accords d'autolimitation ». Ils devront durer « normalement assez longtemps » puis, à échéance, la concurrence sera rétablie.

M. Fauroux a déclaré par ailleurs que le commerce extérieur « va mal ». « D'année en année, il se creuse, et il risque de continuer à se creuser. » Mais le ministre de l'Industrie y voit de « bonnes raisons » : les importations de biens d'équipement, « ce qui est inquiétant, n'est pas que nous ayons un déficit du commerce extérieur, c'est que nous ne construisons pas de biens d'équipement, de machines-outils ».

PDG d'Orkem

**M. Tchuruk pourrait être nommé
à la présidence de Total-CFP**

M. Serge Tchuruk, président du groupe public Orkem (CdF-Chimie), devrait être proposé, mercredi 13 septembre, au conseil d'administration du groupe pétrolier Total-CFP, dont l'Etat détient 40 % des parts, annonce le journal *Les Echos* dans son édition du 11 septembre. Le quotidien économique précise que M. Tchuruk devrait ensuite en prendre la présidence, en remplacement de M. François-Xavier Ortiol, qui cèdera son poste en février 1990.

Les pouvoirs publics interrogés ne démentent pas, lundi matin, ces informations. Cette hypothèse est évoquée depuis plusieurs mois, et seule l'accélération de la procédure surprend. D'ailleurs, dans un entretien aux *Echos* du 8 septembre, M. Roger Fauroux parlait de M. Tchuruk en ces termes : « C'est

en effet un des noms en lice. Et il est vrai qu'il présente l'avantage d'être à la fois pétrolier et chimiste. » Évoquant la future présidence, le ministre de l'Industrie ajoutait : « un bon calendrier serait en effet que la décision concernant Total Interviens dans son mois par exemple, et que le reste de l'année soit occupée à un accord sur les rectifications de frontières ». A cinquante-deux ans, M. Serge Tchuruk apparaît comme le redresseur d'Orkem (ex-CdF-Chimie), dont il est président depuis novembre 1986. Son éventuel départ relance la question du devenir d'Orkem dans le cadre d'une prochaine restructuration de la chimie française, souhaitée par le gouvernement. Le groupe d'une taille insuffisante, devrait être rapproché d'Elf ou de Total.

REPÈRES

Participation

**Plus de 10 000 accords
en 1988**

Le nombre d'accords de participation est resté stable en 1988, selon les statistiques du ministère du travail. Au 31 décembre 1988, on recensait 10 111 accords dans 12 001 entreprises employant 4 478 214 salariés. Au 31 décembre 1987, 10 018 accords étaient en vigueur dans 11 797 entreprises employant 4 408 231 salariés.

Selon l'étude du ministère du travail, on comptait en 1988 une proportion de 69,5 % pour les accords de droit commun, les accords dérogatoires représentant 29,9 %. Le nombre de salariés ayant bénéficié effectivement de la participation s'est élevé l'an dernier à 2 279 313 contre 2 187 486 en 1987, date où les premiers résultats de la participation avaient été publiés. 4 923 entreprises de moins de 101 salariés (soit une proportion de 35,8 %) avaient appliqué volontairement un accord de participation. Enfin, 914 accords étaient conformes aux nouvelles dispositions de l'ordonnance du 21 octobre 1986.

CONJONCTURE

**Premiers signes
de surchauffe en RFA**

Le président de la banque centrale ouest-allemande, M. Karl-Otto Poehl, déclare, dans une interview publiée dimanche 10 septembre par *Welt am Sonntag*, que « des premiers signes de surchauffe » se manifestent déjà dans le boom conjoncturel que connaît actuellement la RFA. Il ajoute que l'expansion se poursuivra si les conventions salariales collectives « restent dans des proportions raisonnables », allusion faite aux grandes négociations salariales prévues en RFA au printemps prochain. Avec un taux d'inflation en rythme annuel de 2,9 %, la banque centrale ouest-allemande (Bundesbank) « reste vigilante », a souligné M. Poehl.

CHOMAGE

**Stabilité
en Europe**

Les douze pays de la Communauté européenne comptent globalement 8,3 % de chômeurs, par rapport à la population active, à la fin juillet, selon les statistiques d'Eurostat. Le taux de chômage demeure inchangé pour le quatrième mois consécutif, en données corrigées des variations saisonnières.

En revanche, et compte tenu de la manière dont les Pays-Bas organisent leur propre recensement, Eurostat fournit avec un mois de retard ses indications sur le nombre de chômeurs, en chiffres absolus. Ainsi, on comptait 14,073 millions de demandeurs d'emploi en juin dernier, soit 1,4 % de moins que le mois précédent en données brutes et 6,9 % de moins en un an.

En données corrigées et standardisées, à l'exception de la Grèce, pour des raisons techniques, le classement des pays membres s'établissait, en juillet, de la façon suivante : Irlande (17,1 %), Espagne (17 %), Italie (10,9 %), France (10,1 %), Pays-Bas (10 %), Belgique (9,7 %), Danemark (7,3 %), Grande-Bretagne (6,7 %), RFA (5,8 %), Portugal (5,6 %) et Luxembourg (2 %).

Yves Rocher

**RÉSULTATS EN HAUSSE DE 35 %
AU PREMIER SEMESTRE 1989**

Au 30 juin 1989, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Yves Rocher s'élève à 2,5 milliards de francs avec un résultat de gestion de 138 millions et un résultat net consolidé de plus de 70 millions malgré les pertes de Petit Bateau. Le résultat net marque une progression de 35 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. En ce qui concerne Petit Bateau S.A. dont la situation nette à fin 1988 s'établissait à moins 82 millions, les efforts de réorganisation de cette entreprise devraient permettre de limiter les pertes 1989 à 25 millions de francs et de s'acheminer vers un retour à l'équilibre à l'horizon 1991 après l'exercice 1990 qui devrait être encore en déficit.

Les perspectives d'avenir du Groupe Yves Rocher sont bonnes du fait de la conjonction de plusieurs facteurs :

• Une croissance soutenue de l'entreprise sur les marchés traditionnels où elle est leader depuis plusieurs années tels que l'Autriche, la Belgique et la Finlande ; tel

que l'Allemagne où, leader depuis 1988, le chiffre d'affaires réalisé au cours du premier semestre 1989 est de plus de 500 millions de francs ; tel que la Suède où Yves Rocher devrait également devenir leader cette année.

• Une percée spectaculaire réalisée sur de nouveaux marchés étrangers (pays de l'est notamment).

• Un développement intéressant pour la diversification cosmétique et textile (Sym renouera avec les bénéfices en 1989 avec un résultat net estimé à au moins 8 millions de francs).

Le Groupe Yves Rocher considère, au vu des chiffres à fin juin 1989, que l'exercice 1989 devrait s'affirmer comme un bon cru si aucun mouvement social ne vient perturber les services publics au cours de l'automne. L'objectif fixé pour cette année de 175 millions de francs de bénéfice net consolidé devrait donc être atteint.

*"Moi, j'investis...
et je sais choisir
les bons placements."*

EMPRUNT SEPTEMBRE 1989

**Emprunt à taux fixe de 1,5 milliard de francs
assimilable au choix du souscripteur**

	soit au 9 % septembre 1988-octobre 1997	soit au 8,60 % janvier 1989-février 2001
Prix de souscription	5.000 F.	5.000 F.
Date de jouissance	3 octobre 1989.	25 septembre 1989.
Date de règlement	25 septembre 1989.	
Durée	8 ans et 8 jours.	11 ans et 134 jours.
Intérêt	9 % soit 450 F par obligation payable le 3 octobre de chaque année. Le 1 ^{er} coupon payable le 3 octobre 1990 sera par exception de 313 F.	8,60 % soit 430 F par obligation payable le 6 février de chaque année. Le 1 ^{er} coupon payable le 6 février 1990 sera par exception de 168 F.
Taux de rendement actuariel	8,52 %.	8,64 %.
Amortissement	au pair, en totalité, le 3 octobre 1997. le 3 octobre 1990.	au pair, en totalité le 6 février 2001. le 6 février 1990.

Une fiche d'information (vise COB n° 89-375 du 31 août 1989) est disponible sans frais, sur demande. BALO du 11 septembre 1989.

Emprunt Crédit Foncier, soyez les premiers à en profiter



S.A. au capital de 2.396.555.310 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

SE FORMER A L'EUROPE DE 1993

**Assistants du commerce international
SPECIALITE : MARCHÉ EUROPEEN**

- Formation qualifiante (diplôme d'université)
- Temps plein (octobre 89 à avril 90) + 2 mois de stage en entreprise
- Admission Bac + 2 et expérience professionnelle.

Dépôt des dossiers avant le 20.09.89.



**FORMATION PERMANENTE
UNIVERSITE DE PARIS VII**
2, rue de la Liberté
93256 St-Denis Cedex 02
48.29.23.00

orientations
SERVICE

**Des écoles vous informent
sur les filières
et débouchés suivants :**

POUR EN SAVOIR PLUS
et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :
Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75006 PARIS
(réponse par courrier uniquement).
M. - Mme - Mlle.
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Age : _____

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Sciences Comptables |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion | <input type="checkbox"/> Expressions Visuelles |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées |
| <input type="checkbox"/> Vente, Commerce Gestion, Distribution | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Gestion Financière |
| <input type="checkbox"/> Cycle de Gestion | <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel |
| <input type="checkbox"/> Administration Militaire - Commissariats | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Informatique |
| <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur | <input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique |
| <input type="checkbox"/> Arts Graphiques | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Assurance | <input type="checkbox"/> Logistique Production |
| <input type="checkbox"/> BTS Automobile | <input type="checkbox"/> Maintenance d'Organismes |
| <input type="checkbox"/> Cinéma | <input type="checkbox"/> Management Humain |
| <input type="checkbox"/> Communication et Culture | <input type="checkbox"/> Marketing de l'Art |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Optique |
| <input type="checkbox"/> Communication Publique | <input type="checkbox"/> Parthénariat |
| <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle | <input type="checkbox"/> Prothèse Dentaire |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique |
| <input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale | <input type="checkbox"/> Recherches Biomédicales |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS | <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po | <input type="checkbox"/> Système de Mode |
| <input type="checkbox"/> Dessin | <input type="checkbox"/> Tourisme |
| <input type="checkbox"/> Design Industriel | <input type="checkbox"/> Transport |
| <input type="checkbox"/> Electronique | |

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, Jodeliteur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél : MONDIPAR 650672 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-16 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 206 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire les noms propres en capitales d'imprimerie.

921 MONOS

**Cours relevés
à 17 h 30**

e : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Les réfugiés est-allemands. 3 URSS : le programme d'assainissement de M. Gorbatchev. 4 Cambodge : à quelques semaines de la fin du retrait vietnamien. 5 Algérie : le nouveau premier ministre annonce d'importantes réformes.	6 Les débats à droite et la rentrée de M. Chirac. 7 La fête de l'Humanité. 8 Les partisans de M. Fabius réunis à Evry. 9 Cinq élections cantonales partielles et trois municipales.	9 L'affaire du carnal d'Auschwitz : un entretien avec M. Wojniakowski, directeur du mouvement ENA. 12 La mise en scène de la tournée en exil. 11 SPORTS : l'Open de tennis des États-Unis ; le Grand Prix automobile d'Italie.	13 Cinéma : les Festivals de Deauville, de Venise et de Toronto. 14 Musique : le Retour d'Ulysse. COMMUNICATION : WCRS se concentre : Point de vue : « La communication, outil de service public », par Pierre Zemor.	23 La réunion des ministres des finances de la CEE à Antibes. 24 L'Argentine tente à nouveau de remettre sur pied son économie. 24 Un plan gouvernemental pour la marine marchande. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 25 Campus 21 Carnet 21 Loto, Loto sportif 16 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-Télévision 16 Spectacles 16	Tout sur la Bourse 3615 tapes LEMONDE Les offres d'emploi du Monde 3615 tapes LM

GRANDE-BRETAGNE : une enquête bloquée par M^{re} Thatcher

« No sex please, we are British ! »

LONDRES
de notre correspondant

M^{re} Thatcher a mis son veto au lancement de la plus grande enquête jamais tentée sur le comportement sexuel de ses ministres. La ministre de la Santé souhaitait faire remplir à vingt mille Britanniques un questionnaire dans lequel ils auraient indiqué la fréquence de leurs rapports, en précisant s'ils étaient hétérosexuels ou homosexuels et s'ils avaient lieu à l'intérieur du mariage. Les intéressés auraient été invités à raconter leur toute première expérience, et à décrire ce qu'ils font exactement quand ils font l'amour.

Des sociologues, des biologistes et des médecins avaient préparé de longue date ce projet, qui aurait été l'équivalent pour la Grande-Bretagne de 1989 du rapport Kinsey qui avait renvoyé en 1948 aux Américains une image inattendue de leur comportement sexuel. Il en aurait coûté au gouvernement 750 000 livres (1,7 millions de francs). Downing Street faisait savoir, au cours du week-end, que M^{re} Thatcher était « profondément préoccupée » par ce

qu'elle considérait comme une intrusion dans la vie privée de ses concitoyens, financée en outre par le contribuable. Une nouvelle version en somme de la pièce qui a connu un succès fantastique à Londres pendant des années : *No sex please, we are British* !

Selon le Sunday Times, qui a révélé toute l'affaire, M^{re} Thatcher ne croit pas à la véracité de réponses écrites, sur des questions aussi intimes. Elle craint en outre que le gouvernement ne perde quelque peu de sa dignité en donnant ainsi matière à « spéculation indiscrète » de la part de la presse populaire.

Les travaillistes ont aussitôt pris parti pour le projet. M^{re} Harriet Harman, porte-parole du Labour pour les questions médicales a déclaré samedi 9 septembre : « Cette enquête doit avoir lieu à la fois pour des raisons scientifiques et médicales. L'argument concernant le respect de la vie privée ne peut pas être accepté venant d'un gouvernement qui a montré à l'occasion si peu de respect pour cette dernière. »

D. DI.

Selon la direction de Peugeot

La grève s'essouffle à Mulhouse

La situation paraissait quelque peu confuse dans la matinée du lundi 11 septembre à l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin). La direction fait état d'un essouffissement du mouvement (450 grévistes sur les 3 900 ouvriers de l'équipe du matin contre 2 000 grévistes vendredi matin, selon ses estimations) et indique, à 10 heures, 170 véhicules avaient pu sortir des chaînes, témoignant d'un début de « normalisation » de la production, perturbée depuis le 5 septembre.

En revanche, les syndicats affirment que la mobilisation n'a pas faibli lundi matin. Ils dénoncent la présence de « piquets antigèves » alors que la direction de l'établissement, qui emploie 12 000 salariés, indique avoir demandé aux agents de maîtrise d'assurer le respect de la liberté

de travail sans pour autant remplacer les grévistes sur les chaînes. Les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC de Peugeot-Mulhouse avaient l'intention d'organiser dans la journée un déplacement de « sensibilisation » vers l'usine de Sochaux (Doubs), distante de quelques 80 kilomètres, où dans la matinée du 11 septembre, 300 salariés environ ont cessé le travail dans les ateliers de carrosserie, selon la CGT, comme ils l'avaient déjà fait le 8 septembre dans la soirée.

Les syndicats demandent l'ouverture de négociations salariales et une augmentation de 500 francs à 1 500 francs par mois. Le 8 septembre, Peugeot a annoncé une revalorisation générale des salaires de 1,5 % au 1^{er} octobre (après celle de 1,2 % du 1^{er} mars).

Mort de l'écrivain et journaliste Jacques Vignes

L'écrivain et journaliste Jacques Vignes est mort, jeudi 7 septembre, à l'hôpital de Dax. Il était âgé de soixante-huit ans.

Spécialiste des questions africaines, militant dans le réseau Jeanne d'Arc au FLN pendant la guerre d'Algérie, Jacques Vignes avait été condamné par contumace par les tribunaux français et s'était réfugié en Tunisie. En 1962, il rejoignit l'Algérie et entra dans l'équipe de l'hebdomadaire *Révolution africaine*. Amnistié en 1966, il revint en France et collabora à *Afrique-Asie* et à *Jeune Afrique*. Passionné de voile, Jacques Vignes a publié plusieurs romans autour de la mer et des marins : *La Route de l'Inde*, *l'Inde*, et, en 1984, *l'Inde* (Mazzone).

Le numéro du « Monde » daté 10-11 septembre 1989 a été tiré à 515 257 exemplaires.

(Publié)

1^{er} GROUPE DE COMMUNICATION INTERNATIONALE
COMM : Communication externe et interne, Relations publiques, Attaché de presse, Publicité, marketing.
MEDIA : Journalisme, Institut animation radio/TV.
PUB : BTS Communication et Institut Actions publicitaires.
DU BAC AU 3^e CYCLE
Stages en entreprises fournis huit langues vivantes au choix.
INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION
DE PUBLI-ART ET DE MEDIA DE PARIS
Certificats d'enseignement supérieur, prêt et bourses, 7, rue d'Artois - 75009 Paris.
Tél. : 01 47 33 00 00.

Selon l'ambassadeur d'URSS à Rome

Jean-Paul II recevra M. Gorbatchev en novembre

Rome, (AFP) — L'ambassadeur d'Union soviétique en Italie Nikolai Lankov a confirmé dimanche 10 septembre, officiellement à Rome que Mikhaïl Gorbatchev rencontrera Jean-Paul II au Vatican lors de sa prochaine visite en Italie dans la deuxième quinzaine de novembre. Le diplomate, qui était intervenu au micro de Radio 1 (station publique), a précisé qu'il s'agissait d'une « annonce officielle ». La veille, à la question posée par un journaliste, dans le cadre de la Fête de l'Unité à Gênes, sur l'hypothèse de cette rencontre, l'ambassadeur avait seulement répondu : « Oui, pourquoi pas ? ».

Cette rencontre avait fait l'objet de plusieurs annonces officieuses à la suite d'un courrier que le chef de l'Etat soviétique avait fait parvenir au souverain pontife il y a trois semaines (*Le Monde* des 10 et 11 septembre). Mais à ce jour, le Vatican n'a jamais publié le contenu de cette lettre ni confirmé officiellement la rencontre.

M. Fiterman et son épouse blessés dans un accident de voiture. — M. Charles Fiterman, ancien ministre des transports, a été victime d'un accident de voiture, samedi 9 septembre dans la soirée, sur le boulevard périphérique de Paris en revenant de la Fête de l'Humanité à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) en compagnie de son épouse. Selon les premières informations diffusées lundi matin, M. Fiterman s'est fracturé le tibia. Il a été hospitalisé, ainsi que sa femme.

La Pologne et la rivalité entre M. Marchais et M. Fiterman

Il y a manifestement une différence d'appréciation sur l'évolution des pays socialistes au sein de la direction du PCF. Elle s'est déjà exprimée, dans le secret du bureau politique, il y a quelques mois, à la veille d'un voyage de M. Marchais au Portugal, où assister au congrès du PC portugais, qui ne brille pas par son soutien à M. Gorbatchev, le secrétaire général avait déclaré, en substance, que le processus « était bon pour l'URSS ». Seule pour sa part, M. Fiterman, au « BP », avait plutôt conféré un caractère d'universalité socialiste à ce processus.

La rivalité entre les deux hommes, qui n'est pas seulement de personnes, a impuissamment — et discrètement — resurgi à la Fête de l'Humanité. Elle n'est pas moins réelle.

Le 28 août, l'ancien ministre des transports déclare sur RTL, en faisant son mea culpa, qu'il n'a pas été assez lucide sur la situation polonaise quand il a assisté au congrès du PCP en 1980, où il représentait le PCF. « Nous n'avons pas exercé la pression suffisante dans le bon sens, dans le sens des réformes démocratiques, sociales, politiques, dont il s'est bien avéré qu'elles étaient nécessaires », souligne M. Fiterman qui regrette d'avoir

trop écouté les « affirmations des dirigeants » polonais.

Le 9 septembre, M. Marchais évoque la situation de la Pologne, qui « vit, depuis une dizaine d'années, une situation de crise ouverte qui n'a pas, jusqu'à présent, été surmontée ». Et de rappeler qu'en 1980 il avait souhaité lui-même, à la Fête de l'Humanité, « un approfondissement de la démocratie au sein du parti », et qu'en 1981, demandant par lettre au général Jaruzelski d'abandonner l'état de guerre, il lui suggérait « une entente nationale incluant le PCP, la majorité du peuple et la jeunesse, Solidarité, l'Église ».

En importe qu'au vingt-quatrième congrès de 1979, le maître mot du PCF ait été le « bilan globalement positif » des pays socialistes, Pologne comprise. Une chose est sûre, et doit être dite, depuis 1980, le PCF a bien analysé la situation polonaise, il tient la solution, mais on ne l'a pas écouté !

A l'évidence, M. Marchais répondait à M. Fiterman, après l'avoir fait écho, une nouvelle fois, devant le bureau politique.

O. B.

(Lire page 6, le compte rendu de la fête de l'Humanité.)

Après les propos de M. Autant-Lara

M^{re} Veil ne veut pas répondre à un « vieillard aigri »

M^{re} Simone Veil a réagi, lundi 11 septembre, pour la première fois, sur RMC, aux propos satiriques de Claude Autant-Lara à son sujet, en déclarant : « Je pense qu'après avoir vécu l'holocauste, je pourrais vivre comme tout le monde. On ne répond pas à un vieillard de quatre-vingt-huit ans, et il faut le laisser dans son délire qui, en vieillissant, ne s'est pas arrangé ».

« Je n'avais pas dix-huit ans lorsque je suis venue de déportation, j'y pense lorsque je suis avec mes petites-filles qui ont dix-sept ans et demi. Je me dis que l'on a survécu à cela avec une volonté formidable. On a reproché aux déportés de ne pas avoir assez parlé de ce que nous avions vécu, mais, en 1945, on ne pas voulu nous entendre et on s'est heurté à un mur d'incompréhension », a ajouté M^{re} Veil. « Sans arrêt, on remet cela, et on se demande, cinquante ans après, ce que l'on a fait pour ne pas avoir le droit de penser comme les autres ? On n'en reparlerait pas si on ne ressentait pas qu'à nouveau des événements puissent se produire, comme cela s'est passé en Allemagne et en Autriche ».

« Autant-Lara est un vieillard qui a toujours été méchant à ce qu'il paraît, et qui n'a pas eu le succès cinématographique qu'il pouvait espérer ces dernières années ; il est devenu de plus en plus aigri. On dit qu'il est un naufrage », a conclu M^{re} Veil.

● L'information judiciaire contre M. Claude Autant-Lara. — Le parquet de Paris, à la suite des déclarations de M. Autant-Lara au magazine *Globe*, a ouvert, samedi 9 septembre (*Le Monde* des 10-11 septembre), une information judiciaire contre le cinéaste français pour « complicité d'injure publique raciale, complicité de diffamation raciale, complicité de provocation à la discrimination, la violence et la haine raciale ». Le dossier a été confié à M. Jacques Crevier-Schleiss, juge d'instruction au tribunal de Paris.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 septembre

Très légère baisse

La tendance était très légèrement négative lundi matin sur Viviane. L'indice Coteaux instantané perdait 0,03 % en fin de séance. Parmi les hausses, on notait La Rochette (+ 5,3 %). Total Certificat (+ 5,5 %), Sogepax (+ 3,1 %) et Kuo Impériale (+ 2,9 %). En baisse, signifiant GTM (- 4,5 %), Esao (- 3,9 %) et Sosa (- 3,2 %).

Sur le vif

Couacs !

Elle fait parole de ces carnavalesques, l'actualité en images, c'est hallucinant. Ce matin, j'étais à la messe de journaux sur les gènes, je regardais à la télé la rue des Allemands de l'Est, coincée en Hongrie, enfin libérée de l'armée, on bouillait sur les portes des autos, de la différence et de la prospérité. Je jette un œil sur la « Une » de l'Humanité, et qu'est-ce que je vois ? Une foule de jeunes révolutionnaires en fête, la fête de La Courneuve, bras levés, hurlant à la victoire du socialisme triomphant.

Et Marchais qui s'extorment. Ouais, le capitalisme c'est le chômage, la drogue, la tyrannie, le racisme, le capitalisme, c'est la mort, le capitalisme, c'est fini. L'avenir, c'est le socialisme. Bien vu, mon gros ! En Yougo, avec un taux d'inflation de 700 %, le fort bien plus fort que le Mexique. A Cuba, sans le trafic des narco-dollars, on ne pourrait pas vivre. Ni mourir d'une balle dans la nuque comme les trois copains récalcitrants de Castro.

En Roumanie et en Corée du Nord, les populations affamées.

de reconnaissance s'adressent aux pieds du Génie des Carpes et du papa maréchal. Et question porte-de-vin, dessein de table, l'affaire du Carébourg des désemploés, c'est de l'Est, coincée en Hongrie, enfin libérée de l'armée, on bouillait sur les portes des autos, de la différence et de la prospérité. Je jette un œil sur la « Une » de l'Humanité, et qu'est-ce que je vois ? Une foule de jeunes révolutionnaires en fête, la fête de La Courneuve, bras levés, hurlant à la victoire du socialisme triomphant.

CELAUD SARRAUTE

Pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale

M. Mestre s'oppose à M. Léotard

Dans une lettre datée du 9 septembre envoyée à tous les députés UDF, M. Philippe Mestre ancien chef de cabinet de M. Raymond Barre, député UDF de Vendée fait officiellement acte de candidature à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale. Il expose en outre l'essentiel de sa politique régionale, ainsi que son engagement face à M. François Léotard.

« Mon souci, écrit-il, est que le groupe conserve son caractère pluraliste. Nous apportons en effet aux six mouvements politiques différents qui se sont volontairement réunis au sein de l'UDF, mais auxquels les élus nationaux nous sommes vus rester individuellement rattachés. C'est l'originalité de notre groupe et nous y tenons d'autant plus qu'elle constitue la meilleure des garanties pour assurer l'équilibre des arbitrages électoraux. Tout ce qui pourrait apparaître comme une mainmise de la direction d'un des partis — notamment s'il s'agissait du plus puissant — sur le groupe parlementaire serait inacceptable pour beaucoup d'entre nous et provoquerait inévitablement des départs. C'est parce que j'ai reçu de ce sujet des informations précises sur les intentions de nombreux collègues que j'ai décidé de me porter candidat. Si j'étais élu à la présidence du groupe, vous pourriez compter sur la totale impartialité ».

Répondant aussi d'avance à M. Charles Millon, M. Mestre fait également valoir que « la présidence

du groupe étant à la fois passionnante et exigeante, il faut donc disposer de beaucoup de temps pour en assumer complètement les charges et les contraintes et que cela n'est guère compatible avec l'exercice d'autres lourdes fonctions ».

(Lire page 6 l'article de Daniel Carton.)

(Publié)

Comment, élève moyen, j'ai réussi mieux que d'autres

ou l'histoire d'un petit livre dans une enveloppe blanche

Les cours de Sciences Po se terminent dans huit jours. Et je serais des fœdes des Landes où j'aurais passé un mois de vacances avec un adjectif vieil oncle.

Hélas, je ne devais jamais le revoir vivant. Avec sa barbe blanche aux pointes de résine. Là-bas, je ne retrouvai que des souvenirs. Et une grande enveloppe blanche. Avec mon prénom dessus. Comme un dernier cadeau.

A l'intérieur, pas un mot. Une simple brochure. Tirée en cinq mots : « Les lois éternelles du succès ». C'était, bien sûr, un message. Mais lequel ? Je lus. On y parlait de mémoire (justement mon point faible). Et de façon tellement scolaire qu'on se sentait cru dans un conte de fées.

En savoir plus. Vérifier, le pris au hasard un bout de papier dans sa riche bibliothèque de livres toulousains. J'ouvris, toujours au hasard. Et je lus, sur les fonctions du rôle (l) — comme on ne recommandait de la lire — une page boursée de notes pour moi parfaitement inconnues.

Jusqu'ici, rien d'extraordinaire. Sauf que, la dernière ligne terminée, je découvris que j'avais toujours les premiers en tête, et la deuxième, et la suite.

Lisant pour la première fois (et une seule fois) un texte complètement étranger à mes connaissances, je l'avais désormais là, en mémoire, prêt à chaque mot près.

Il était tard. Je m'endormis. Dans l'incompréhension. Pourquoi ? Comment ? Mais, le lendemain, odeur des pins mêlée à celle du café, je devais rendre les armes : rien oublié. Je ne me comprenais plus moi-même.

Et j'ai mis du temps à comprendre l'incompréhensible. Cher vieil oncle qui ne rêchait sérieusement de poèmes interminables. Il m'avait fait le plus beau cadeau du monde avec son simple mais fabuleux petit livre confié à une enveloppe blanche.

Mémoire, mais aussi maîtrise totale de soi-même, il y avait tout dans ce livre tranquille qu'il avait dit lui-même beaucoup pratiquer.

En fait, rien de magique. Mais l'exploitation jusqu'au bout de ce que chaque de nous porte en lui-même.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Éternelles du Succès » écrit par W.R. Borg comme introduction à sa Méthode. Il est adressé à quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 155 - 3, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 155 - 3, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Age Profession
Aucun démarcheur ne vous rendra visite.

صكيات الالهل